



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 février 2005
Français
Original: arabe

Lettre datée du 23 janvier 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de la Commission chargée d'établir les faits sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour, créée par le Président de la République le 8 mai 2004.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Elfatih **Erwa**



**Annexe à la lettre datée du 23 janvier 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom de Dieu : le Clément, le Miséricordieux

Rapport de la Commission chargée d'établir les faits sur les allégations de violations
des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour

Khartoum
Janvier 2005

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé	4
Rapport de la Commission	12
Textes fondamentaux régissant les travaux de la Commission	14
Directives générales	15
Caractéristiques géographiques et tribales des États du Darfour	17
Contexte des conflits	21
Causes de la détérioration de la sécurité dans le Darfour	26
Auditions	28
Rapports et documents	33
Recensement et classification des allégations	33
Visites sur le terrain	34
Premier séjour	34
Tableau récapitulatif des allégations de violations	34
Deuxième séjour	36
Troisième séjour	37
Les droits et libertés fondamentaux en droit international	37
Lien entre les actes commis et les principes du droit international	42
Le crime de génocide	42
Article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 – bombardement et mise en danger des civils	55
Meurtres	56
Exécutions extrajudiciaires	64
Le viol constitutif de crime contre l'humanité	69
Transfert forcé ou nettoyage ethnique	71
Conclusions	77
Liste des références*	
Liste des annexes*	
Annexe I*	
Annexe II*	
Annexe III*	

* Ne figure pas dans le présent document.

Résumé

1. La Commission chargée d'établir les faits sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour a été créée en vertu du décret présidentiel n° 97/2004, qui en définit la composition, les attributions et pouvoirs par référence à la loi de 1954 portant commissions d'enquête.
2. La Commission a commencé par recenser les textes fondamentaux régissant ses travaux avant d'arrêter les modalités d'exécution du mandat qui lui avait été confié.
3. La Commission a tenu 65 réunions; a entendu 288 personnes; s'est rendue à plusieurs reprises dans les trois États du Darfour, a visité 30 lieux où des incidents s'étaient produits et a recueilli les dépositions sous serment de témoins; elle s'est entretenue avec les autorités locales, les responsables des États et des représentants des conseils populaires, des organisations de la société civile et des organisations de secours soudanaises et étrangères opérant dans les États du Darfour.
4. À sa demande, la Commission a reçu des différents ministères, des États, des organes centraux et des autorités des États tous dossiers et documents ayant trait à son mandat. Elle a examiné les rapports de toutes les missions qui se sont rendues au Soudan, notamment ceux des missions de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de l'Organisation de la Conférence islamique et de la Ligue des États arabes. Elle a en outre étudié avec soin tous les rapports établis par des organisations internationales de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, Human Rights Watch, l'International Crisis Group et la Commission des droits de l'homme à Genève.
5. La Commission a également examiné les rapports du Congrès des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et du Conseil de sécurité, ainsi que les procès-verbaux des négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement et l'opposition armée à N'Djamena, Abachi et Abuja, l'objectif étant de recenser toutes les accusations, notamment celles portées par les parties l'une contre l'autre.
6. À plusieurs reprises, la Commission a pris langue – par écrit et au téléphone – avec l'opposition armée à l'étranger. Elle a demandé sans succès à rencontrer l'opposition, en un lieu et à une date dont elles conviendraient l'une et l'autre, pour recueillir le point de vue de cette dernière. Elle a informé l'opposition de sa composition et lui a transmis le texte de la loi portant commissions d'enquête.
7. La Commission a étayé ses démarches et activités par des documents, des photos et des enregistrements sonores autant que faire se pouvait.
8. La Commission était conduite par son mandat à s'intéresser à divers facteurs, dont la géographie et l'histoire du Darfour; le fait que la région partage une frontière de 1 300 kilomètres avec trois pays d'Afrique; la composition démographique du Darfour, qui compte plus de 80 tribus, et la présence de certaines de ces tribus dans les pays voisins; les mutations d'ordre écologique et démographique que la région a connues par suite de la sécheresse et de la désertification; l'afflux de populations en provenance des pays voisins; la vaste prolifération des armes au cours des dernières décennies; l'émergence d'organisations politiques, secrètes ou non; les changements administratifs successifs dans le Darfour; et les incidences de l'évolution de la situation politique au Soudan sur la région. Ce qui se passe actuellement au Darfour

est la résultante de tous ces facteurs et de la maladroite politisation de la situation, qui a entraîné l'internationalisation du problème.

9. D'après le recensement de la population effectué en 1993, le Darfour comptait à l'époque 4 746 456 habitants. Toutefois, selon le Service central de la statistique, la population du Darfour est aujourd'hui de près de 6 millions d'habitants. S'étendant sur quelque 500 000 kilomètres carrés, soit environ un cinquième de la superficie du Soudan, la région abrite diverses tribus de souche arabe ou africaine qui, au fil des siècles, ont connu un brassage ethnique et culturel dont est issue l'actuelle population du Darfour aux caractéristiques si particulières. Tout au long de son histoire, le Darfour a été la destination de nombreux flux migratoires en provenance du nord, de l'est et de l'ouest de l'Afrique, et des groupes appartenant à des tribus du Darfour se sont installés dans plusieurs parties du Soudan.

10. La diversité du climat et du milieu naturel s'explique par la diversification des activités économiques et des moyens de subsistance. L'agriculture et le pacage sont restés les principales activités des habitants du Darfour, en sus du commerce, le volume des échanges transfrontières étant non négligeable.

11. La propriété foncière dans le Darfour est régie par des coutumes et des traditions profondément ancrées. Les tribus vivent dans des zones connues et géographiquement délimitées, appelées « *diyar* » ou « *hawakir* », où l'autorité est exercée par une personne portant le titre de sultan, roi, « *nadher* », « *demengawy* », « *chartay* », « *forcha* », « *omda* » ou cheikh. Ces zones sont le domaine d'activité économique et d'évolution des tribus pastorales en quête d'eau et de pâturages.

12. Pendant des siècles, les tribus du Darfour ont vécu dans une paix relative émaillée de conflits au sujet de la maîtrise des ressources opposant tribus agricoles et tribus pastorales. Ces conflits étaient toutefois réglés immédiatement par l'État ou les conseils populaires, qui faisaient appel aux coutumes en vigueur. Les populations du Darfour ont vécu ainsi jusqu'à l'institution d'un régime convenu régissant les zones de transhumance, d'exploitation des zones agricoles, de pâturages et des ressources en eau par les agriculteurs et les éleveurs. Les autorités centrales et les responsables des États ont organisé de nombreuses conférences de réconciliation intertribales qui ont débouché sur des accords. Ces accords, appliqués scrupuleusement par toutes les parties, sont une spécificité du Darfour et font partie de la culture de la région, fondée sur le respect des droits d'autrui et la ferme conviction des tribus, toutes origines confondues, qu'il n'y a d'autre solution que la coexistence et qu'aucun groupe de tribus ne peut en chasser un autre. La Commission a recensé plus de 36 conflits armés intertribaux entre 1932 et 2001, dont la plupart, s'expliquant, entre autres raisons, par les rivalités au sujet du contrôle de ressources, par des vendettas ou des pillages, opposaient tantôt des tribus de même origine, tantôt des tribus d'origines différentes.

13. Il faut rappeler que les conseils populaires étaient un des principaux facteurs de stabilité dans la région car ils jouaient un rôle décisif dans le règlement des conflits, la réglementation des rapports entre tribus, et la coopération avec les autorités locales et fédérales et les responsables des États. Leur dissolution en 1970, sans qu'aucun autre dispositif approprié ne soit venu les remplacer, a provoqué un vide dans les appareils administratif et de sécurité, l'exacerbation des conflits, l'apparition du sectarisme et la polarisation politique des tribus. Les conflits ont perdu leur physionomie classique pour recouvrir des dimensions régionales et

nationales liées à des questions d'actualité telles que la marginalisation et le partage du pouvoir et des richesses.

14. Le retard économique découlant des différents facteurs évoqués ici; la détérioration des services; la valse des administrations et des représentants de l'État; l'arrêt de projets de développement tels que le projet de développement du Darfour-Ouest; le projet de mise en valeur de la savane et le projet « Sag al-Na'am »; les difficultés rencontrées lors de l'exécution du projet de l'autoroute ouest « du Salut »; la montée du chômage, la hausse des taux d'abandon scolaire; le foisonnement des armes qu'on peut facilement se procurer; et l'instabilité au Tchad, la succession des régimes dans ce pays et les incidences de ces changements sur certaines tribus du Soudan, sont autant d'éléments qui ont favorisé l'apparition d'une culture de la violence et de certaines pratiques jusque-là inconnues au Darfour, telles que le pillage à main armée, qui s'est répandu dans les années 80, et la criminalité transfrontière quasi organisée consistant à emmener le bétail volé dans les pays voisins. Ces actes sont le fait de bandits issus de tribus d'origines diverses installées au Soudan et ailleurs et qui agissent dans le cadre de groupes semi-organisés appelés « Janjaouid » par la population du Darfour. D'autres groupes, tels que les « Tora Bora » et les « Peshmerga », et des milices armées ont également fait leur apparition, ce qui a amené les tribus du Darfour à créer des organisations armées pour se protéger et à nouer des alliances. Le pouvoir de l'État s'en est trouvé affaibli et son autorité sapée, ce qui a incité le Président de la République à intervenir à plusieurs reprises pour créer des mécanismes dotés de pouvoirs étendus chargés de régler les problèmes et de rétablir l'autorité de l'État dans les trois États du Darfour.

15. Dans ce contexte – marqué par l'instabilité, des conflits dans toute la région, une rébellion contre l'autorité de l'État, la disparition des conseils populaires, la multiplication des vols à main armée, la guerre civile, le caractère contradictoire des décisions administratives visant à régler les problèmes, notamment ceux liés à la possession des terres et à l'exercice du pouvoir, sans parler de leurs incidences actuelles et futures, et la tentative du Mouvement populaire de libération du Soudan opérant dans le sud du pays pour se rallier les populations des États frontaliers prétendument dans le but de créer un Soudan nouveau et de régler la situation des groupes marginalisés – les problèmes ont été politisés et ont perdu leurs contours classiques pour revêtir une dimension nationale. Le conflit, qui était au départ un conflit d'idées, est devenu un conflit armé opposant les différents groupes à l'État, provoquant la faillite de la sécurité, notamment après les attaques lancées contre des postes de police dans différentes zones, au cours desquelles quelque 500 policiers ont été tués et des armes ont disparu. Les conflits intertribaux se sont exacerbés sous l'effet des facteurs susmentionnés, mais aussi à cause des vendettas et de la volonté de certaines tribus de s'emparer des terres d'autres tribus pour créer des entités dominantes. D'où la politisation et l'internationalisation du problème, une première dans l'histoire du Soudan.

16. Les attaques lancées par l'opposition armée contre la ville d'El Fasher (25 avril 2003), capitale du Darfour-Nord, Kutum (1^{er} août 2003), Mellit (août 2003), Kulbus, Boram et Tawila et les agressions commises simultanément contre les forces armées – plus de 70 morts, destruction par le feu de cinq avions, destruction d'établissements publics tels que des hôpitaux à Kulbus, Kutum, Mellit et Boram, atteinte à des symboles de l'État tels que des juges et des procureurs généraux, agression de membres des conseils populaires, meurtre de nombreuses

personnes, dont certaines ont été brûlées vives, et attaque de convois de secours – ont amené les forces armées à intervenir pour rétablir la sécurité et protéger les populations, certaines tribus redoutant de nouvelles attaques. Ces événements ont donné lieu à des violations massives des droits de l'homme, causé des souffrances aux habitants du Darfour et obligé ces derniers à trouver refuge dans des camps. Ces déplacements se sont accompagnés d'actes de pillage qui ont provoqué une pénurie alimentaire et une hausse des prix, d'où l'amplification et l'internationalisation du problème.

17. Les reportages que les médias et les chaînes de télévision par satellite ont consacrés à ces incidents ont à juste titre attiré l'attention des organisations internationales de défense des droits de l'homme. Certaines de ces organisations ont toutefois exagéré les faits et se sont fondées sur des informations inexactes et contradictoires, souvent pour des raisons politiques. Certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont ainsi saisi ce dossier, et accusé le Soudan d'orchestrer une purification ethnique, un génocide et des viols organisés.

18. Compte tenu de tout ce qui précède, la Commission a recensé toutes les violations des droits de l'homme et de tous les crimes contre l'humanité qui auraient été commis (voir annexe III) : destruction de villages par le feu, meurtres, viols et violences sexuelles, déplacements forcés, détentions, tortures, enlèvements, bombardements de populations civiles et autres atteintes à la vie, pillage de biens, génocide, purification ethnique et exécutions extrajudiciaires. La Commission a engagé une procédure d'établissement des faits qui l'a conduite à tenir des auditions prolongées avec toutes les parties, à se transporter sur les lieux où des incidents et des violations auraient eu lieu, à examiner textes et documents et à recueillir les dépositions de témoins sous serment.

19. Après avoir étudié tous les éléments d'information susmentionnés au regard des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, du droit international humanitaire, du Statut de la Cour pénale internationale et des précédents historiques en la matière, la Commission a dégagé les conclusions suivantes :

a) Les trois États du Darfour ont été le théâtre de violations massives des droits de l'homme imputables à toutes les parties au conflit à des degrés divers. Ces violations ont causé des souffrances humaines aux habitants du Darfour, qui ont dû fuir vers les capitales des États et se réfugier au Tchad;

b) Malgré leur ampleur, les incidents survenus dans le Darfour ne sauraient caractériser le génocide car ils n'en présentent pas les éléments constitutifs. Il n'est nullement établi qu'un groupe ethnique, religieux, racial ou national protégé a délibérément été soumis à des atteintes graves à son intégrité physique ou mentale ou a été soumis intentionnellement à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction en tout ou en partie. Les faits constatés au Darfour étaient involontaires et ne ressemblent pas à ceux qui se sont produits au Rwanda, en Bosnie et au Cambodge, où les autorités avaient arrêté une série de politiques dans le but d'anéantir un groupe protégé;

c) Les faits survenus au Darfour s'expliquent par les facteurs et le contexte évoqués dans le rapport. Si l'on a pu y voir un génocide c'est parce que le bilan des morts a été exagéré et les chiffres avancés n'ont d'ailleurs pu être confirmés après enquête (voir par. 13 du rapport);

d) Les forces armées ont bombardé certaines zones abritant des éléments de l'opposition armée, faisant quelques morts parmi la population civile. Elles ont par la suite ouvert une enquête, ce qui a permis de dédommager les victimes dans les localités d'Habila, Om Gozine et Toulou, l'enquête sur l'incident survenu à Wad Hadjam étant en cours;

e) L'opposition armée a commis des actes identiques, puisqu'elle a tué des civils sans défense et des militaires blessés à l'hôpital de Boram, dont certains ont été brûlés vifs;

f) Dans le climat de conflit qui régnait dans certaines zones, telles que Sania Deleba et Chattaya, de nombreux meurtres dont ont été victimes des membres de certaines tribus ont été commis par d'autres tribus;

g) Tous les meurtres de civils susmentionnés constituent une violation de l'article 3 (commun) aux Conventions de Genève de 1949 (voir par. 14 du rapport);

h) Les meurtres commis par telle ou telle partie au conflit armé, en violation de l'article 3 (commun) aux Conventions de Genève de 1949, ne sauraient caractériser le génocide car ils n'en présentent pas les éléments constitutifs, d'autant qu'il n'est pas établi qu'un quelconque groupe protégé avait été délibérément pris pour cible;

i) Des allégations d'exécutions extrajudiciaires ont été faites par toutes les parties. Certaines de ces allégations n'ayant pas été prouvées de manière indiscutable, la Commission a recommandé qu'une enquête judiciaire indépendante soit ouverte dans certains cas précis mentionnés dans le rapport (voir par. 16 du rapport). Il convient de préciser qu'aucun témoignage recueilli par la Commission n'est recevable devant un tribunal, et ce, en application de l'article 12 de la loi n° 1954 portant commissions d'enquête, qui dispose ce qui suit : « Aucun témoignage recueilli au cours d'une enquête menée en vertu de la présente loi n'est recevable devant un tribunal civil ou pénal »;

j) La Commission a enquêté dans tous les États du Darfour, et à tous les niveaux, sur les viols et violences sexuelles dont les médias internationaux se sont largement fait l'écho. Elle a recueilli les dépositions sous serment d'un certain nombre de témoins, notamment de victimes, qui ont subi un examen médical. Enfin, elle a examiné les rapports circonstanciés des commissions judiciaires qui se sont rendues dans les différentes zones du Darfour, y compris dans les camps de déplacés;

k) Il ressort de ce qui précède que sans revêtir un caractère systématique ou généralisé des actes de viol et de violence sexuelle ont été commis dans les États du Darfour, ce qui exclut que l'on puisse parler de crime contre l'humanité comme il a été allégué. On ignore l'identité des auteurs de la plupart des viols, mais l'enquête a permis de mettre en accusation un certain nombre de personnes, dont 10 membres des forces régulières, qui sont actuellement jugés, ayant été déchus de leur immunité juridique par le Ministre de la justice. Il s'agit donc pour l'essentiel de crimes isolés commis à la faveur du climat d'insécurité.

La Commission a constaté que la majorité des femmes vivant dans le Darfour ignoraient le sens juridique et linguistique du terme « viol ». Elles pensaient que violer signifiait forcer autrui par la violence à commettre un acte contre son gré, et pas forcément un acte sexuel (voir par. 17 du rapport). Il est regrettable que des

images de viols collectifs aient été filmées et diffusées hors du Soudan, d'autant qu'il s'est avéré par la suite qu'il s'agissait d'une mise en scène. Certains des participants ont d'ailleurs avoué avoir été payés pour s'y prêter (voir CD joint en annexe);

l) Les déplacements forcés, une des mesures prises en cas de purification ethnique, consistent à expulser par la force ou la violence, vers une autre zone, un groupe ethnique, un groupe parlant la même langue ou un groupe au sein duquel prédomine une culture donnée, des terres où il s'était légalement établi. Historiquement, on a pu parler de purification ethnique, crime contre l'humanité, dans le contexte de l'édification de l'État nation;

m) Compte tenu de ce qui précède, la Commission s'est rendue dans plusieurs zones des États du Darfour qui auraient été le théâtre de déplacements forcés ou d'une purification ethnique. Après avoir entendu les habitants sur place, la Commission a établi que certains groupes appartenant à des tribus arabes avaient attaqué la zone d'Abrom, en particulier les villages de Miraya et d'Om Choka, puis s'y étaient installés après en avoir chassé des groupes de souche non arabe. D'après un représentant de la localité de Kass, les autorités ont toutefois pris les mesures nécessaires pour remédier à cette situation et ont restitué les biens à leurs propriétaires. Les actes commis par les groupes arabes susmentionnés ayant forcé d'autres groupes à fuir, la Commission estime qu'il faut ouvrir une enquête judiciaire pour déterminer les circonstances de cette affaire. S'il est prouvé que des déplacements forcés ont bel et bien eu lieu, les mesures prévues par la loi devront être prises à l'encontre des coupables car ce serait là un précédent grave contraire aux coutumes en vigueur et de nature à provoquer des actes similaires qui ne feraient qu'aggraver le problème;

n) La Commission s'est rendue dans un grand nombre de villages qui avaient été incendiés dans la localité de Kulbus (Al-Jeneina, Wadi Saleh et Kass), mais elle n'a pu poser la moindre question aux habitants qui avaient déserté les villages. À la suite des incidents, des forces de police avaient été déployés dans certains cas pour favoriser le retour volontaire des personnes déplacées. Les témoignages des « *charati* » et des « *omad* » qui l'accompagnaient et les éléments d'information qu'elle a recueillis ont permis à la Commission d'établir que des incendies avaient été causés par toutes les parties au conflit armé et qu'ils avaient été la principale raison pour laquelle les différentes tribus qui vivaient dans les villages en question, notamment la tribu majoritaire des Four, avaient fui vers des camps tels que ceux de Deleij et Kalma, qui se trouvaient près des zones sécurisées et offraient divers services. La Commission en conclut que les accusations de déplacements forcés ne reposent sur aucune preuve, sauf le cas mentionné plus haut au sujet duquel elle a recommandé l'ouverture d'une enquête;

o) Les incidents ont terrorisé de larges populations et amené un grand nombre de personnes à quitter leur village et à se rendre dans les camps. La Commission a établi que les tribus du Darfour, toutes origines confondues, accueillait des personnes déplacées et qu'aucune tribu ne s'était installée de force dans le « *dar* » d'une autre tribu, ce qu'ont confirmé le « *nadher* » des Bani Halba et celui des Habbaniya (voir par. 18 du rapport).

20. La situation qui règne actuellement au Darfour et les souffrances humaines qui en ont résulté ont donné lieu à une intervention sans précédent de la communauté internationale. Certains ont ainsi profité de l'occasion pour promouvoir leurs

propres intérêts, et des organisations internationales de défense des droits de l'homme ont accusé le Soudan d'avoir violé le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme et ont exercé des pressions sur leur gouvernement et les organisations internationales pour qu'ils interviennent sur la foi des informations qui étaient en leur possession. Or, la Commission a prouvé que certaines de ces informations étaient inexactes et exagérées, surtout quand on sait qu'elles s'intéressaient aux incidences du conflit et non à ses racines et faisaient l'amalgame entre ses causes et ses conséquences. Sorti de son contexte connu, le problème a été politisé et rattaché à des questions telles que la marginalisation et le partage du pouvoir et des richesses, ce qui a provoqué un enchevêtrement des solutions intéressant les volets humanitaire, économique, politique et de sécurité et rendu plus difficiles les négociations entre le Gouvernement et l'opposition armée. Les autres facteurs aggravants étant l'incapacité des appareils législatif, exécutif et de sécurité des États soudanais de cerner et de régler le problème dès le départ, ainsi que la position erronée de certains pays, qui ont pensé régler le conflit en exerçant sans relâche la pression sur le Gouvernement soudanais. Ces pays sont d'ailleurs revenus sur leur position après que la communauté internationale a découvert la réalité des faits dans les États du Darfour et s'est rendue compte qu'il n'y avait d'autre recours que de s'attaquer aux causes profondes du conflit et de dégager des solutions politiques qui tiennent compte des revendications légitimes des différentes parties au conflit, l'internationalisation du problème n'ayant fait qu'aggraver la situation.

21. La Commission n'a pu déterminer le nombre exact des morts. Il ressort toutefois du rapport que les différentes parties, y compris les forces armées et la police, ont perdu tout au plus quelques milliers d'hommes; c'est dire que les chiffres avancés par les médias et dans certains rapports d'organisations internationales sont inexacts. La Commission tient à préciser qu'elle a dû procéder à ses propres investigations pour parvenir à ces chiffres, n'ayant réussi ni à rencontrer l'opposition armée ni à se rendre dans les camps de réfugiés au Tchad.

22. Les pertes en vies humaines et les destructions de biens qui ont accompagné les événements du Darfour sont regrettables, tragiques et inacceptables. Pour ce qui est des pertes matérielles, la Commission a reçu des rapports officiels, notamment du Ministère de l'intérieur, des forces armées, des autorités des États, du pouvoir judiciaire et des conseils populaires. Elle s'est rendue dans les endroits où des biens avaient été détruits, mais elle n'a pu réunir tous les éléments d'information voulus n'ayant pu s'entretenir seule avec les personnes concernées, qui se trouvaient dans les camps. elle estime que l'enquête sur les pertes matérielles doit être confiée à une commission judiciaire spécialisée qui serait saisie de toutes les données utiles lui permettant d'établir les chiffres exacts, et de régler ainsi ce problème. Il ressort des dossiers du Ministère public et des services de justice qu'un grand nombre de plaintes, de réclamations et de jugements concernent des affaires de ce genre.

23. Les recommandations de la Commission rejoignent les vues émanant de nombreuses sources au sein de la communauté internationale : déclarations de M. Obasanjo, Président de l'Union africaine; article paru dans le quotidien londonien *The Times* (25 septembre 2002); article paru dans l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*; études menées par une équipe de scientifiques français dirigée par Evelyn Depoortère, Directrice du groupe médical français Épicentre et des experts de Médecins sans frontières; article paru dans le quotidien londonien *The Observer* (3 octobre 2004); et rapports de l'Union des médecins arabes et de

l'Organisation de la Conférence islamique. En outre, bien des membres des forces armées appartiennent aux différentes tribus du Darfour, des membres des tribus qui auraient été victimes d'actes de génocide sont présents à tous les échelons du pouvoir, fédéral comme des États, et participent aux délégations chargées de négocier avec l'opposition armée, et les déplacements de populations ont eu lieu vers les villes contrôlées par le Gouvernement.

24. Il convient de rappeler que le Gouvernement a organisé, entre le 16 août 2002 et avril 2004, plusieurs conférences tribales avant que la crise n'éclate. Des délégations représentant les dirigeants de la tribu des Four et celle des Zaghawa ont participé à ces conférences qui étaient l'occasion de négociations avec les groupes armés. Était également présente une délégation de haut niveau comprenant plus de 30 représentants du Darfour conduite par le Ministre fédéral de l'éducation et Gouverneur de l'État du Nil. De leurs côtés, alors Directeur des forces de l'ordre des États du Darfour, le général de corps d'armée Ibrahim Solayman, et les autorités de ces États étaient en négociation avec l'opposition armée et étaient parvenus à un accord visant à régler le conflit, et ce quelques jours seulement avant l'attaque lancée contre la ville d'El Fasher en avril 2003 (voir par. 3 du rapport).

25. La Commission a établi que des officiers et des éléments des forces armées tchadiennes avaient pris part aux attaques menées contre la zone de Kulbus, les noms de deux officiers – Mohammad Gamal et Hussein Gribo – ayant été cités par des témoins, qui s'expliqueraient par la dispersion géographique des tribus dans la région et l'appui apporté par les membres d'une tribu à leurs semblables au-delà des frontières, notamment lors de pillages. La Commission est d'avis qu'il faut agir d'urgence dans les cas suivants :

a) Les allégations d'exécutions extrajudiciaires dans les zones de Deleij et Tanko. Ces allégations étant étayées par de sérieux indices, la Commission estime qu'il faut ouvrir une enquête judiciaire approfondie et déférer les auteurs présumés devant la justice, d'autant que certaines personnes ont été nommément accusées;

b) L'allégation selon laquelle des groupes arabes se seraient emparés de deux villages appartenant à la tribu des Four dans la localité de Kass. La Commission a appris que le Gouvernement du Darfour-Sud, conscient de la gravité des accusations et de leurs conséquences et de la nécessité d'agir rapidement, avait chargé une commission d'une enquête administrative qui suivait son cours;

c) Les faits survenus à Boram, Mellit et Kulbus, où des blessés qui se trouvaient dans des hôpitaux ont été tués et certains brûlés vifs. La Commission considère qu'il faut ouvrir une enquête et prendre les mesures voulues à l'encontre des responsables, d'autant que les témoins ont mentionné les noms de personnes connues des habitants.

Rapport

Création de la Commission

Le Président de la République a pris le décret n° 97 de 2004 ci-après portant création de la Commission d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour :

Présidence de la République

Décret présidentiel n° 97 de 2004 portant création de la Commission d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour

Le Président de la République,

Vu l'article 43 de la Constitution de la République du Soudan de 1998, et les dispositions de l'article 3 (1) de la loi de 1954 portant commissions d'enquête, prend le décret ci-après :

Titre du décret et date d'entrée en vigueur

Le présent décret, intitulé « Décret présidentiel de 2004 portant création de la Commission d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour », entrera en vigueur le jour de sa signature.

Composition de la Commission

Le présent texte porte création d'une commission indépendante et neutre chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme qui auraient été commises par les groupes armés dans les États du Darfour, composée comme suit :

- | | |
|--|-----------|
| 1. Mawlana Daf'allah al-Haj Youssef
(ancien président de tribunal), | Président |
| 2. M. Ghazi Solayman (avocat), | membre |
| 3. Hassan Ahmad Seddiq, général de corps d'armée
(à la retraite) (ancien directeur général de la police), | membre |
| 4. Al-Ser Mohammad Ahmad, général de corps d'armée
(ancien chef du commandement ouest), | membre |
| 5. M ^{me} Fatma Abd Al-Mahmoud (députée de l'Assemblée
nationale), | membre |
| 6. M. Hamadtou Mokhtar (Président de la Commission
des droits de l'homme à l'Assemblée nationale), | membre |
| 7. Mohammad Sorour Ramli (<i>nadher</i>) (représentant de conseil
populaire), | membre |
| 8. Abd al-Qader Moneim Mansour (<i>nadher</i>) (représentant
de conseil populaire), | membre |

- | | |
|---|----------------------|
| 9. Un représentant de l'ordre des avocats, | membre |
| 10. M. Fouad Eid (ancien membre de l'Administration), | membre et rapporteur |

Attributions et pouvoirs de la Commission

La Commission est chargée des tâches suivantes :

1. Réunir des éléments de fait et d'informations concernant les allégations de violations des droits de l'homme commises par les groupes armés dans les États du Darfour;
2. Établir les faits concernant toutes les allégations portées contre les groupes armés dans les États du Darfour et leurs incidences éventuelles sur les personnes et les biens;
3. Déterminer les causes des violations et atteintes avérées;
4. Faire périodiquement rapport au Président de la République sur les résultats de ses travaux;
5. Solliciter le concours de quiconque peut l'aider à s'acquitter de son mandat.

Méthodes de travail de la Commission

La Commission appliquera les méthodes de travail décrites à l'article 9 de la loi de 1954 portant commissions d'enquête.

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, la Commission est habilitée à prendre les mesures suivantes :

- a) Tenue d'auditions;
- b) Réunion et analyse de données;
- c) Examen de tous textes et documents utiles à l'accomplissement de son mandat.

Assistance à la Commission

Les autorités compétentes à la présidence de la République doivent prêter à la Commission toute l'aide dont elle aurait besoin pour remplir sa mission et assurer ses services de secrétariat.

Recommandations de la Commission

La Commission remettra au Président de la République un rapport comportant ses recommandations finales.

Fait le 19 rabî al-awwal 1425 de l'hégire, soit le 8 mai 2004.

Le Président de la République
Omar Hassan Ahmad al-Bachir

L'ordre des avocats a désigné M. Omar al-Farouq Hassan Chemina comme son représentant à la Commission.

I. Textes fondamentaux régissant les travaux de la Commission

1. Décret du Président de la République.
2. Constitution soudanaise de 1998¹.
3. Loi de 1954 portant commissions d'enquête².
4. Normes générales concernant les droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire énoncées dans les instruments internationaux.

L'exposé des motifs de la loi de 1954 portant commissions d'enquête dispose ce qui suit³ :

1. Aucune loi n'envisage la création de commissions chargées d'enquêter sur les questions d'intérêt général particulièrement importantes.
2. Il n'existe en la matière que la loi de 1952 sur les enquêtes consacrées à certains types de faits, tels que ceux ayant donné lieu à des pertes en vies humaines.
3. Comme dans le passé, l'intérêt général pourrait commander dans l'avenir d'ouvrir une enquête pour répondre aux attentes de l'opinion publique, hypothèse non envisagée par la législation actuelle.
4. Toute enquête sur une question d'intérêt général doit être autorisée par le Ministre de l'intérieur, après avis du Conseil des ministres, sans qu'il soit besoin en pareil cas de demander au Parlement de créer une commission spéciale dès lors que la nature de la question l'exige.
5. Les pouvoirs conférés à toute commission d'enquête en vertu de la présente loi sont définis en considération des motifs de sa création.
6. Le système des commissions d'enquête est appliqué dans de nombreux pays, et son institution au Soudan obéit à des considérations d'intérêt général.

En conséquence, toute commission d'enquête créée en vertu de la présente loi aura pour principal objet d'établir les faits et les circonstances de l'incident ou des incidents objet de l'enquête, conformément aux dispositions de la loi, notamment les mesures judiciaires qui y sont envisagées. Enfin, toute commission d'enquête devra déterminer le préjudice subi ainsi que les causes des violations commises.

À l'occasion de la visite du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Soudan, le Gouvernement soudanais et l'ONU ont rendu public à Khartoum un communiqué commun concernant le Darfour, en date du 29 juin 2004⁴, se lisant notamment comme suit :

« ...Veiller à ce que la Commission indépendante d'enquête créée par décret présidentiel en mai soit dotée des ressources nécessaires pour entreprendre ses travaux et à ce que ses recommandations soient pleinement appliquées. »

Par la suite, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1556 (2004), datée du 29 juillet 2004, au paragraphe 14 de laquelle il⁵ :

« *Encourage* le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement soudanais en vue de

faciliter une investigation indépendante des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans la région du Darfour. »

La Commission a ainsi acquis une dimension internationale, au-delà des pouvoirs qu'elle tirait de 1954 portant commissions d'enquête, notamment le droit de recueillir des dépositions sous serment, de requérir des documents auprès de quelque instance que ce soit, de convoquer des témoins et de procéder contre eux en vertu de la loi s'ils refusent de déférer à leur convocation.

II. Directives générales

D'emblée, la Commission a arrêté les principes directeurs devant l'exécution de son mandat, à savoir :

1. Faire preuve de la plus stricte objectivité dans ses travaux.
2. Établir les faits relatifs à l'incident considéré et entendre toutes personnes concernées, tant au Soudan qu'à l'étranger, sans exception. Prendre connaissance de l'ensemble des études, rapports, éléments de fait et recommandations émanant des instances qui se sont intéressés à la question des conflits dans le Darfour et, examiner les allégations de conférences qui se sont intéressées à la question des conflits dans le Darfour et, examiner les allégations de violations des droits de l'homme des différentes parties pour cerner la réalité des faits.
3. Accorder une attention particulière aux rapports des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, notamment ceux des missions qui se sont rendues dans le Darfour.
4. S'entretenir avec toutes les missions diplomatiques dépêchées au Soudan qui demandent à la rencontrer, les informer des textes fondamentaux régissant ses travaux et de ses méthodes de travail, et écouter ces missions et prendre note de leurs conclusions à l'issue de leur séjour au Darfour.
5. Prendre connaissance des articles consacrés à son mandat publiés dans les différents médias (y compris sur l'Internet) par des organisations internationales, des organisations de volontaires, des milieux intéressés et la presse locale, régionale et internationale.
6. Étudier les rapports émanant des instances fédérales et des États.
7. Examiner les statistiques du ministère public et des services judiciaires concernant les différents crimes commis dans les États du Darfour.
8. Veiller à tenir des auditions à l'intention de toutes les parties au conflit, à se rendre sur les lieux qui auraient été le théâtre d'incidents, à recueillir des dépositions sous serment, et à étayer toutes ses actions par des documents, des photos et des enregistrements sonores.



Témoign prêtant serment devant la Commission

9. À l'occasion de son enquête, la Commission a recensé les accusations émanant des différentes parties ou portées contre elles, l'objectif étant de recueillir la version des uns et des autres, de se rendre dans divers lieux, de recueillir des dépositions sous serment, d'examiner tous documents aux mains des instances gouvernementales et organisations de la société civile, d'étayer toutes ces actions par des documents, des photos et des enregistrements sonores et, dans certains cas, de solliciter le concours de spécialistes et de médecins légistes. La Commission a informé l'opposition armée de sa composition⁶, lui a transmis le texte de la loi portant commissions d'enquête, et a demandé à rencontrer ses représentants au Soudan ou ailleurs, en un lieu et à une date dont elles conviendraient l'une et l'autre, pour entendre la thèse de l'opposition armée, d'autant que de nombreuses allégations de violations des droits de l'homme avaient été portées contre cette dernière. Le Rapporteur de la Commission a contacté par téléphone M. Abd al-Baqi, représentant de l'opposition armée à Genève, mais force lui est de constater que celle-ci n'était nullement disposée à rencontrer la Commission.

III. Caractéristiques géographiques et tribales des États du Darfour

Les États du Darfour occupent l'extrémité ouest du Soudan. Situés entre 9° et 20° de latitude N et 16° et 27°20' de longitude E, ces trois États, à savoir le Darfour-Nord, le Darfour-Sud et le Darfour-Ouest, couvrent quelque 500 000 kilomètres carrés, soit environ un cinquième de la superficie du Soudan.

Les États du Darfour partagent une frontière de 1 300 kilomètres avec la Jamahiriya arabe libyenne, le Tchad et la République centrafricaine. Il n'existe pas de frontière naturelle à proprement parler entre les États du Darfour d'une part, et le Tchad et la République centrafricaine, d'autre part, ce qui a facilité l'établissement de liens sociaux, culturels et économiques entre les habitants du Darfour et ceux des deux autres pays. En conséquence, chacun des pays susmentionnés influe considérablement sur la sécurité dans les autres pays. Bien que le Grand Sahara constitue une barrière entre le Darfour et la Jamahiriya arabe libyenne, les habitants du Darfour et les populations urbaines vivant dans le sud de la Libye entretiennent des relations, qui se sont intensifiées avec l'apparition des moyens de transport modernes. Enfin, le Darfour entretient depuis des siècles avec l'Égypte des relations ininterrompues favorisées par la route du « darb al-arba'ine ».

En ce qui concerne la fréquence des migrations de populations – dans les deux sens – entre le Darfour et les pays voisins, il convient de rappeler que la plupart des groupes de population établis dans le Darfour, en particulier ceux vivant près des frontières, s'étendent dans les pays voisins, d'où l'extrême difficulté qu'il y a à faire la distinction entre les populations des trois pays, notamment entre les habitants du Darfour et ceux de l'est du Tchad.

La majeure partie du Grand Darfour abritait de nombreuses tribus, venues du nord, de l'est et de l'ouest, qui s'y installent par vagues successives au fil des siècles, surtout depuis le IX^e siècle, ces migrations atteignant leur paroxysme au milieu du XIV^e siècle⁷. De la rencontre entre Arabes et groupes soudanais autochtones naîtra à partir de cette époque une série de sultanats islamiques entre le milieu du XV^e et le début du XIX^e siècle, en l'occurrence les royaumes des Fonj de la région d'Al-Djazira, des Four du Darfour et des Tagali et des Mossaba'at dans le Kordofan⁷. Fondé au XVII^e siècle par Solayman Solon, le royaume des Four qui subit un revers en 1874 à la bataille de Manwachi, face à Al-Zoubayr Pacha atteint son apogée sous le règne d'Abd al-Rahman al-Rachid, qui encourage les Danagla et les Ja'liyin (tribus du nord) à émigrer vers le Darfour, notamment les savants, qui répandent la religion et se livrent au commerce; le Royaume des Four disparut en 1916, sous le règne du Sultan Ali Dinar, lorsque la région du Darfour est annexée au Soudan anglo-égyptien, cédant la place à de plus petits royaumes (Zaghawa dans le nord, Midoub, Berti, Birgid, Bargo, Tonjor, Mima, Dadjo, Bigo, etc.⁸). Des facteurs d'ordre naturel, économique, politique et culturel poussent certains groupes de population à quitter leurs terres d'origine; ces derniers trouveront au Darfour un contexte stable, notamment un environnement et des conditions climatiques propices à l'élevage. Il en résulte un brassage ethnique et culturel, en particulier entre groupes d'origines ethniques différentes.

À l'instar des tribus qui quittent leurs terres d'origine pour s'installer un peu partout au Soudan et y assurer leur subsistance, certains habitants du Darfour émigrent vers d'autres régions du pays. Autres exemples de migrations internes, les habitants du nord et du centre du Soudan qui s'installent dans le Darfour où ils se

livrent au négoce, représentent aujourd'hui une partie de la population des grandes villes du Darfour telles que Nyala, El Fasher, Al-Jeneina et Mellit. Au fil des siècles, le brassage entre ces éléments et la population locale donne naissance à l'habitant du Darfour d'aujourd'hui. Au nombre des migrants qui s'installent dans la région, on compte un grand nombre d'habitants d'Afrique de l'ouest qui traversaient le Darfour sur le chemin du pèlerinage à la Mecque. Ces éléments se sont mélangés à différentes tribus et font désormais partie intégrante de la population du Darfour.

À ce stade, il convient d'évoquer brièvement la question de la détention ou de la possession de terres dans le Darfour. Au cours de l'histoire, la détention ou la possession de terres était accordée aux tribus par le Sultan du Darfour, qui avait de vastes pouvoirs en la matière. Les sultans qui se succèdent exercent ces pouvoirs pendant près de trois siècles et, d'après la coutume, le sultan offre généralement une *hakoura*, à savoir des terres géographiquement délimitées qui deviennent le *dar* de la tribu (*dar al-Massalit*, *dar al-Rizeigat*, *dar al-Habbaniya*, etc.⁹). Consacrées par les coutumes et la culture du Darfour, les notions de *dar* et de *hakoura* permettent aux tribus d'acquérir des droits coutumiers d'ordre politique et administratif¹⁰. Les tribus et les autorités locales et centrales respectent ce régime, et l'affectation des terres à des fins diverses (pacage, agriculture, ramassage de bois, chasse, etc.) devient la norme, la gestion de ces activités revenant à la tribu propriétaire du *dar*. Les périodes de sécheresse et de désertification qui ont frappé les pays du Sahel et du Sahara sont l'une des causes directes de l'augmentation des flux migratoires vers le Soudan, et les migrants et personnes déplacées apportent avec eux des coutumes et des traditions différentes de celles des habitants des *dars*, ce qui nuit aux relations dans les *hawakir*.

D'après le recensement de la population nationale effectué en 1993, les États du Darfour comptaient à l'époque 4 746 456 habitants. Toutefois, selon le Service central de la statistique, la population de ces États est passée à 5 561 000 habitants¹¹ répartis entre les tribus suivantes, notamment : Four, Bani Halba, Tonjor, Berti, Habbaniya, Zaghawa, Ziyadiya, Rizeigat, Massalit, Ma'aliya, Ta'aycha, Midoub, Bargo, Dadjo, Bani Hussein, Tama, Mahiriya, Mahamid, Salamat, Massiriya, Iriqat, Atifat, Fallata, Qamar, Bani Mansour, Dorouk, Salihab, Mima, Tarjam, Mararit, Hawwara et Jawam'a. On ignore le nombre exact des tribus mais, d'après les témoignages recueillis par la Commission, il y en aurait entre 80 et 154. Cette incertitude s'explique par les différents systèmes de classification, certains groupes qui constituent en fait des branches d'autres tribus, étant parfois considérés comme des tribus à part entière.

Les États du Darfour se caractérisent par la diversité de leur milieu naturel et des conditions climatiques. Faibles dans les régions septentrionales jouxtant le désert, le taux d'humidité et le niveau des pluies augmentent au fur et à mesure que l'on avance vers le sud. La région est couverte pour l'essentiel d'une végétation de savane pauvre et d'arbres à épines, exception faite du sud proche de la région du Bahr al-Arab, où l'on trouve une savane riche connue pour la densité de sa couverture végétale (plantes herbacées, arbres, forêts). Dans le centre du Darfour, la région de Jabal Marra, située en altitude, a un climat méditerranéen, favorable à la culture des fruits et légumes, activité facilitée par l'existence de terres volcaniques fertiles.

Ces disparités climatiques et écologiques expliquent la diversification des activités économiques et des modes de vie. Dans le nord du Darfour, des groupes,

tels que les Midoub, les Zaghawa, les Ziyadiya, les Rizeigat du nord et les Bani Hussein, pratiquent essentiellement l'élevage de chameaux, de chèvres, de moutons et de vaches. Les groupes qui vivent de l'élevage des chameaux et du bétail se déplacent continuellement entre le nord et le sud du Darfour. Entre janvier et juin, ils se déplacent vers le sud en quête de pâturages, mais aussi pour prévenir la surexploitation des faibles ressources en eau dans certaines zones et, partant, les conflits fréquents entre tribus qui se disputent les mêmes ressources, qu'il s'agisse de pâturages ou d'eau. Au début de la saison des pluies dans le sud, ces groupes remontent vers le nord du Darfour, où ils séjournent entre juillet et décembre pour cultiver le jizzou, fourrage pour chameaux qui emmagasine l'humidité et peut donc être cultivé sans eau.

Dans le sud du Darfour, de nombreuses tribus, telles que les Rizeigat, les Habbaniya, les Ta'aycha, les Ma'aliya, les Salamat et les Fallata, pratiquent l'élevage car les sols et l'herbe dans cette région se prêtent à cette activité.

Une grande partie de la population du Darfour, notamment dans le sud, l'est et l'ouest, vit essentiellement de l'agriculture, qui lui permet d'assurer sa propre subsistance et d'écouler les excédents sur les marchés locaux.

Traditionnellement destinée à assurer la subsistance des populations, l'activité économique dans les États du Darfour a connu une évolution notable, les habitants ayant commencé à exporter leur production vers les marchés locaux et étrangers grâce à leurs contacts permanents avec la Jamahiriya arabe libyenne, le Tchad et la République centrafricaine. Soucieux d'encourager le commerce aux frontières et de lutter contre les trafics, les gouvernements des États du Darfour ont créé de nombreux postes et points de contrôle douanier aux frontières, tels que Karb al-Tom, Wakhayem, Mellit, Kotom, Kornoy, Tina, Jeneina, Forbrinka et Kulbus.

Un grand nombre d'habitants du Darfour se sont mis à cultiver des oléagineux tels que le sésame et la cacahuète, mais aussi le karkadé (hibiscus) et la gomme arabique, destinés à l'exportation, ainsi qu'à élever des chameaux, des moutons et du bétail, ce qui leur a permis de répondre à la demande locale de viande et d'exporter une partie de leur production vers l'Égypte, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. L'existence d'un réseau de chemin de fer dans la région a fortement contribué à l'essor de l'activité économique et agricole.

D'une manière générale, le paysage tribal et toutes ses composantes (terre, « *dar* », systèmes de gestion, conseils populaires, coutumes et traditions) régissent les relations entre tribus en temps de paix ou de conflit. Il s'agit là de la principale caractéristique de la société du Darfour, notamment en ce qui concerne l'exercice du pouvoir et la direction des affaires au sein des tribus. C'est pourquoi, lorsque le conflit dans le Darfour a pris une dimension politique pour les raisons mentionnées dans le présent rapport, on a assisté à une forte polarisation et à de profonds clivages entre tribus. Au cours de l'histoire, des organisations politiques, notamment secrètes, telles que la Flamme rouge, Soni, le Front de renaissance du Darfour et le Rassemblement arabe, sont apparues dans la région, donnant aux différentes revendications tribales une coloration politique inédite.

Pendant des siècles, les plus de 80 tribus vivant dans le Darfour ont vécu côte à côte dans une paix émaillée de temps à autre par des conflits autour de la maîtrise de ressources. Dans ce contexte, des liens ont été tissés entre les différentes tribus par un jeu d'alliance et de mariages, ce qui a donné naissance à une culture et à des

traditions communes à tous les habitants du Darfour. L'instabilité dans les pays voisins et l'accroissement des flux migratoires en période de sécheresse et de désertification sont venus perturber l'équilibre démographique dans la région et provoquer des conflits, les vagues de migrants s'étant installées dans les différents « diyar » des tribus autochtones, d'où des problèmes administratifs. Avec l'intensification de la lutte pour la maîtrise des ressources, ces conflits ont pris un tour politique. Par ailleurs, les migrants ont amené avec eux des pratiques différentes de celles des tribus soudanaises, d'où naîtra une culture de la violence sous toutes les formes, y compris le pillage à main armée.

Les tribus du Darfour ont des coutumes et traditions séculaires qui gouvernent l'exercice du pouvoir et le choix de leurs chefs. Chaque tribu a des chefs et des dignitaires, appelés sultan, roi, « *demengawi* », « *chartay* », « *forcha* », « *nadher* », « *omda* » ou cheikh, qui jouissent d'un statut particulier au sein de la tribu. Le chef de tribu représente le Gouverneur, veille aux intérêts de la tribu, préserve la paix et la sécurité au sein de la tribu et entre celle-ci et les tribus voisines, et représente sa tribu aux diverses manifestations⁹. Les relations entre chefs de tribu sont fondées sur le respect mutuel et ces derniers se rencontrent de temps à autre, lorsque la situation l'exige, pour examiner des questions d'intérêt commun. La stabilité dans le Darfour reposait donc sur les deux principes suivants :

1. Au niveau régional, le maintien d'un équilibre tribal et la conciliation des intérêts des différentes tribus. Tout déséquilibre dû à des facteurs politiques ou à des conflits entre groupes provoque donc des conflits et des guerres effroyables.

2. Au niveau national, la participation des habitants du Darfour à tous les processus d'amendement de la Constitution nationale et à toutes les élections organisées depuis l'indépendance. Le Darfour détient un nombre non négligeable de sièges dans les parlements nationaux et, y étant fortement représenté, a pesé lourd lors de la formation des gouvernements pendant des décennies écoulées.

Ces 20 dernières années, d'éminents représentants du Darfour ont joué un rôle effectif dans toutes les instances politiques et de prise de décisions. Sur le plan national, les habitants de la région, toutes ethnies confondues, ont continué à présenter les doléances et à défendre les intérêts du Darfour, présenté comme une seule et même région. Au niveau national, des représentants du Darfour ont occupé un grand nombre de postes de responsabilité dans les forces armées, la police, la fonction publique, l'appareil judiciaire et autres organismes de l'État.

La Commission a relevé que toutes les tribus du Darfour, sans exception, vivaient plus ou moins de l'agriculture et de l'élevage, ce qui expliquerait le retard dans plusieurs domaines (connaissance, éducation, obtention de postes).

L'agriculture et l'élevage étaient strictement réglementés par les conseils populaires et les autorités publiques, qui s'efforçaient de concilier les exigences de ces deux activités (itinéraires précis, pâturages, ressources en eau). Ce système s'est progressivement effondré pour diverses raisons, dont l'insuffisance des ressources par suite de l'accroissement de la population et du cheptel, les conflits tribaux imputables aux vendettas et à la volonté de certains d'accaparer le maximum de ressources, les dispositions administratives prises pour accueillir les réfugiés venus de pays voisins et les déplacés originaires d'autres régions, les incidences néfastes des combats politiques et des rivalités entre partis au niveau national, et la dissolution des conseils populaires au début des années 70, qui s'est traduite par

l'insécurité grandissante et la délinquance. Ce dérèglement des systèmes régissant les rapports entre agriculteurs et éleveurs a pris un tour politique, ayant été exploité par certains à l'occasion de luttes pour le pouvoir local et central. À la faveur de la guerre qui oppose depuis des dizaines d'années dans le sud du pays les différentes parties au pouvoir central, le conflit politique dans le Darfour (et ses ramifications tribales) a pris une dimension nationale avec l'apparition de groupes armés qui, motif pris d'une « marginalisation », se sont soulevés contre le gouvernement central. Certains éléments attestent l'existence d'un lien étroit entre le Mouvement populaire de libération du Soudan dans le sud et les mouvements qui essaient d'atteindre leurs objectifs par la force des armes dans le Darfour, mais aussi dans les régions des monts Nouba, du sud du Nil bleu, de l'est du Soudan et d'Ebi. Le conflit entre les parties et le pouvoir central a été qualifié de religieux dans le sud et d'ethnique au Darfour, ce qui en occulte la réalité et les causes profondes, les efforts étant ainsi concentrés sur le règlement de ses conséquences et incidences humanitaires. D'un autre côté, la lutte armée menée contre l'État au nom d'un sentiment d'injustice et de marginalisation a suscité une réaction sécuritaire qui n'a guère réglé le conflit, lequel s'est même aggravé à certains égards. La plupart des mesures prises ne s'attaquaient pas au cœur du problème, et les efforts déployés pour promouvoir le développement et assurer la prestation des services essentiels n'ont pas eu d'effets à long terme, malgré les progrès enregistrés ces 20 dernières années, et se sont avérés inefficaces devant la crise, qui n'avait pas été appréhendée dans toutes ses dimensions. La situation est devenue d'autant plus compliquée que, pour des raisons politiques, les habitants du Darfour n'ont pas été assez objectifs pour apprécier ces efforts à leur juste valeur.

IV. Contexte des conflits

Le conflit intratchadien et les changements incessants de régime au Tchad, orchestrés à partir du Darfour en raison de la présence des tribus installées de part et d'autre de la frontière de 1 300 kilomètres séparant la région des pays voisins, ont favorisé l'introduction, à partir de ces pays et d'autres, de grandes quantités d'armes dans le Darfour, qui compterait aujourd'hui plus d'un million d'armes sophistiquées¹². Ainsi, il est devenu facile de se procurer une arme dans le Darfour, et le commerce des armes a connu un grand essor dans la région, d'autant que le port d'armes y est une tradition sociale et culturelle populaire. Cette situation a encouragé toutes les tribus, sans exception, à se doter de milices équipées d'armes modernes et explique l'apparition de pratiques jusque-là inconnues dans le Darfour, telles que les vols et pillage à main armée, phénomène qui s'est répandu dans les années 80, et la naissance de groupes appelés les « Janjaouid ». Autres conséquences, la criminalité transfrontière, consistant à emmener illégalement les bêtes (chameaux et bétail pour l'essentiel) volées dans les pays voisins, a vu le jour, et le pillage à main armée, dans sa planification aussi bien que dans son exécution, est devenu une sorte d'activité criminelle organisée orchestrée par des bandits venant de tribus d'origines ethniques diverses installées au Soudan et ailleurs, l'État, autorité chargée d'assurer la sécurité, étant ainsi mis à rude épreuve. La prolifération des armes par rapport au passé s'est traduite par la multiplication des pertes en vies humaines et des dégâts matériels causés par les vendettas et les conflits tribaux et autres tentatives pour recouvrer les biens volés. L'instabilité, l'insécurité et la faillite de l'autorité ont encouragé les mouvements politiques régionaux et tribaux à prendre les armes pour arriver à leurs fins.

Les services de sécurité, tels que les forces armées, les forces de police et les forces de sécurité, dont la présence sur le terrain a dû être renforcée considérablement pour faire face à l'insécurité ont été dépassés face à la multiplication des conflits armés changeants. Des centaines de hors-la-loi jugés et condamnés à des peines extrêmement sévères (condamnations à mort)¹³ ont vu leur sort réglé conformément aux coutumes intertribales par la réconciliation ou le versement de « diyyas » (prix du sang)^{12, 14}.

Nonobstant ce qui précède, les habitants du Darfour ont réussi à coexister dans une paix relative et à aplanir leurs différends en faisant appel à leurs voies de règlement traditionnelles, à savoir les « ajawid » (intermédiaires), conseils de réconciliation et conférences tribales. La politisation des contentieux en raison des rivalités entre partis et de leurs interventions et la transformation de ces contentieux en conflit entre le pouvoir et les groupes armés ont toutefois affaibli le rôle des conseils populaires, qui ont perdu leur influence, d'où la multiplication des conférences de réconciliation. Celles-ci étaient saisies non pas des seuls litiges circonscrits à la maîtrise des ressources, au développement et aux services, comme par le passé, mais de contentieux majeurs intéressant la région, les tribus, l'administration, la sécurité et le partage des richesses et des pouvoirs, étant appelées à formuler des recommandations qui permettent d'y trouver des solutions régionales. On pouvait espérer que ces conférences aident à vider les contentieux, mais leurs recommandations n'ont pas été suivies d'effet, de sorte que ces contentieux deviennent de plus en plus fréquents. L'inefficacité des conférences susmentionnées s'explique en partie par l'absence d'un organe chargé de donner suite aux décisions prises, ce qui n'a pas manqué d'aggraver la situation, les forces politiques et les gouvernements successifs n'ayant pas su mesurer les conséquences à court terme de cet état des choses.

Cela étant, force est de conclure qu'il faut examiner la situation actuelle dans le Darfour en tenant compte du contexte décrit plus haut et des nombreux facteurs qui y ont présidé, en particulier la dissolution des conseils populaires en 1970 et leur remplacement par des dispositifs qui ne répondent pas aux impératifs de la stabilité et de la coexistence pacifique des habitants du Darfour sans parler de l'effondrement du système des valeurs qui régissait la société dans la région et de l'instabilité dans les pays voisins, à l'origine de la prolifération des armes et de toutes ses conséquences. La situation est devenue encore plus complexe en raison des âpres luttes politiques qui déchiraient la société soudanaise et qui ont jeté leur ombre sur la population du Darfour.

Liste des grands conflits tribaux dans le Darfour (1932-2001)

On trouvera ci-après une liste récapitulant les grands conflits dans le Darfour, qui ont été réglés grâce aux conseils populaires, aux conférences de réconciliation ou à l'intervention des autorités. Les conflits mineurs, qui sont nombreux, en sont exclus^{15, 16} :

<i>Tribus en conflit</i>	<i>Cause du conflit</i>	<i>Mécanisme de règlement du conflit</i>	<i>Année</i>	<i>État</i>
1 Kababich-Kawahla-Berti ^a Ziyadiya ^a -Midoub ⁿ	Pacage	Conseil populaire	1932	Darfour-Nord
2 Berti-Ziyadiya ^a	Ouchour (impôts locaux) et frontières tribales	Conseil populaire	1956	Darfour-Nord
3 Midoub-Ziyadiya-Kababich ^a	Accord d'Al-Malha	Conseil populaire	1957	Darfour-Nord
4 Ziyadiya-Berti ^a	Frontières tribales	Conseil populaire	1965	Darfour-Nord
5 Ma'aliya ^a -Rizeigat ^a	Différend tribal	Conseil populaire	1964	Darfour-Sud
6 Midoub-Kababich ^a	Meurtre et pillage	Conseil populaire	1975	Darfour-Nord
7 Zaghawa-Zaghawa ^a	Ressources en eau	Conseil populaire	1976	Darfour-Nord
8 Bani Halba ^a -Rizeigat ^a	Différend tribal	Conseil populaire	1975	Darfour-Sud
9 Rizeigat ^a -Dinka ⁿ	Différends bergers- agriculteurs	Intervention du Gouvernement	1976	Darfour-Sud
10 Ta'aycha ^a -Salamat ^a	Différends bergers- agriculteurs	Intervention du Gouvernement	1978	Darfour-Sud
11 Rizeigat ^a -Massiriya ^a	Différends bergers- agriculteurs	Conseil populaire	1979	Darfour-Sud
12 Bani Halba ^a -Rizeigat ^a	Vendetta tribale	Gouvernement	1982	Darfour-Sud
13 Berti ^a -Kababich ^a	Différend tribal	Gouvernement	1983	Darfour-Nord
14 Fallata ⁿ -Qamar ^a	Différend tribal	Gouvernement et Conseil populaire	1984	Darfour-Sud
15 Rizeigat ^a -Dinka ⁿ	Différend tribal	Gouvernement	1986	Darfour-Sud
16 Four ⁿ -Arabes	Différend bergers- agriculteurs	Gouvernement	1986	Darfour-Sud
17 Zaghawa ⁿ -Qamar ^a	Différend tribal	Gouvernement et Conseil populaire	1987	Darfour-Est et Darfour-Ouest
18 Zaghawa ⁿ -Qamar ^a	Pillage	Gouvernement	1989	Darfour-Est et Darfour-Ouest
19 Zaghawa ⁿ -Ma'aliya ^a	Vendetta	Conférence tribale	1990	Darfour-Sud
20 Zaghawa ⁿ -Rizeigat ^a	Différend tribal	Conférence tribale	1990	Darfour-Sud
21 Zaghawa ⁿ -Bani Hussein ^a	Différend tribal	Gouvernement	1991	Darfour-Nord
22 Zaghawa ⁿ -Mima ⁿ	Pillage	Gouvernement	1991	Darfour-Nord
23 Zaghawa ⁿ -Birgid ⁿ	Pillage	Gouvernement	1991	Darfour-Sud
24 Tarjam ^a -Four ⁿ	Différend bergers- agriculteurs	Gouvernement	1991	Darfour-Sud
25 Zaghawa ⁿ -Rizeigat ^a	Vendetta	Gouvernement	1993	Darfour-Sud

<i>Tribus en conflit</i>	<i>Cause du conflit</i>	<i>Mécanisme de règlement du conflit</i>	<i>Année</i>	<i>État</i>
26 Zaghawa ⁿ -Zaghawa	Différend tribal	Conseil populaire	1996	Darfour-Nord
27 Massalit ⁿ -Arabes	Différend bergers-agriculteurs	Conseil populaire	1996	Darfour-Ouest
28 Zaghawa ⁿ -Rizeigat ^a	Différend tribal	Gouvernement	1996	Darfour-Sud
29 Massalit ⁿ -tribus arabes	Différend tribal	Gouvernement	1998	Darfour-Ouest
30 Rizeigat ^a -Dinka ⁿ	Vendetta	Gouvernement	1998	Darfour-Sud
31 Dadjo ⁿ -Rizeigat ^a	Différend bergers-agriculteurs	Gouvernement	1998	Darfour-Sud
32 Four ⁿ -Rizeigat ^a	Différend tribal	Gouvernement	1999	Darfour-Sud
33 Massalit ⁿ -Arabes	Vendetta	Gouvernement	2000	Darfour-Ouest
34 Zaghawa ⁿ -Qamar ^a	Pillage	Gouvernement	2000	Darfour-Nord
35 Berti ^a -Midoub ^a	Différend tribal	Gouvernement	2000	Darfour-Nord
36 Rizeigat ^a -Awlad Mansour ^a	Différend tribal	Conseil populaire	2001	Darfour-Sud

^a De souche arabe.

ⁿ De souche non arabe.

Il ressort du tableau ci-dessus que les conflits n'opposaient pas toujours des tribus d'origines ethniques différentes et qu'ils s'expliquaient par les facteurs évoqués plus haut. Du fait de la dispersion géographique des ethnies et des tribus, de leur interpénétration dans le Darfour et de la présence de représentants des différentes ethnies dans des administrations unifiées ayant des intérêts communs, on peut difficilement voir dans les problèmes de la région des conflits strictement ethniques déclenchés par une ethnie pour en anéantir une autre. On aurait donc tort de distinguer dans la société du Darfour des tribus entièrement arabes ou entièrement noires en raison du brassage ethnique continu, auquel même la détérioration des conditions de sécurité dans la région n'a pu mettre fin. Nous en voulons pour preuve les statistiques ci-après, qui portent sur la période de janvier 2001 à mai 2003¹⁷ :

1. 87 jeunes gens du sud ont épousé des filles appartenant à des tribus de souche arabe;

2. 21 jeunes gens appartenant à des tribus arabes ont épousé des filles issues de tribus de souche non arabe;

3. D'après les registres de l'état civil des États du Grand Darfour, 473 filles issues de tribus arabes ont épousé des jeunes gens appartenant aux tribus des Zaghawa et des Four.

1. Ces statistiques montrent bien que le brassage ethnique demeure étendu malgré les événements. Qui plus est, il s'agit là des cas enregistrés, qui ne représentent qu'une infime partie de la réalité. Les allégations de discrimination ethnique et, partant, de purification ethnique et de génocide sont dès lors sans fondement.

2. Le fait de désigner les tribus de souche africaine et arabe sous l'appellation « Zirgat » (Noir) et « Arabe », respectivement, est un choix douteux aux dimensions multiples née de la politisation du problème dans les années 80 et 90. Le Grand Darfour, qui rassemble toutes les tribus sous le même régime constitutionnel, est une entité solide. La participation aux changements politiques et au réaménagement de l'appareil administratif n'obéit pas à des considérations tribales étriquées. Toutes les tribus du Darfour souffrent du faible taux de développement, de l'insuffisance des services et de la marginalisation.

3. Les conférences tribales ont prouvé qu'elles pouvaient contenir et régler les conflits, ne fût-ce que pour un temps. Certaines des recommandations et décisions issues de ces conférences, notamment celles tendant à accélérer le versement effectif des « diyyas » aux bénéficiaires, ne sont pas dûment appliquées par les gouvernements des États et le Gouvernement fédéral, si bien que les contentieux resurgissent de temps à autre, surtout dans les zones où les ressources sont exploitées en commun. La plupart des personnes que la Commission a entendu conviennent que les décisions et recommandations des conférences de réconciliation sont le fruit de consensus dégagés par la population du Darfour et que leur mise à exécution aurait empêché la crise d'atteindre les proportions actuelles. Ont notamment été mentionnées⁷⁵ :

1. La Conférence de réconciliation tribale entre les Four et certaines tribus arabes (El Fasher, 15 avril-8 juillet 1989);

2. La Conférence pour la sécurité générale et la coexistence pacifique dans les États du Darfour (17-22 décembre 1997);

3. La réunion consultative des dirigeants (El Fasher, 24-25 février 2003).

4. Il convient de rappeler que les actes antigouvernementaux, tels que les incidents d'Om Heraz, Chouba, Goulou, Rokro, Tour et Nertiti, ont commencé après que le Mouvement de libération du Darfour, rebaptisé depuis Mouvement populaire de libération du Soudan, a publiquement déclaré son opposition au Gouvernement. En mai 2002, le Président de la République a donné pouvoir à une commission regroupant des habitants du Darfour d'assurer le maintien de la sécurité et de régler les contentieux.

Par ailleurs, soucieux de régler le conflit, le Gouvernement du Darfour-Nord a¹⁸:

1. Organisé une conférence à l'intention de la tribu des Four pour résoudre les contentieux dans la zone de Nertiti (16-22 août 2002);

2. Organisé une conférence rassemblant 60 tribus pour examiner la situation à Jabal Marra (11-13 septembre 2002);

3. Envoyé une délégation composée de chefs de la tribu des Four négocier une solution avec les rebelles sur les hauteurs de Jabal Marra (13 décembre 2002). Les délégués n'ont pas pu négocier et ont été faits prisonniers;

4. Sollicité le concours de notables et de chefs Zaghawa, mandatés pour négocier avec l'opposition armée à Jabal Marra (octobre 2002);

5. Convaincu des membres de l'opposition armée d'ouvrir un dialogue et garanti leur sécurité jusqu'à leur arrivée à El Fasher, où des discussions en vue d'un accord ont eu lieu dans le bureau du Gouverneur (novembre et décembre 2002);

6. Réuni plus de 1 000 dirigeants représentant toute la population du Darfour et ses différentes tribus (El Fasher, février 2003);

7. Envoyé trois délégations représentant les Four, les Zaghawa et les Arabes à Jabal Marra, Dar Zaghawa et Jibal Kargo pour y rencontrer des représentants de l'opposition armée et d'autres groupes armés aux fins de parvenir à un règlement (février et mars 2003);

8. Envoyé une délégation comprenant le Ministre fédéral de l'éducation et le Gouverneur de l'État du Nil, tous deux originaires du Darfour, ainsi que 31 autres dirigeants du Darfour représentant les différentes tribus, négocier avec l'opposition armée dans son fief dans les montagnes et les forêts. Au bout d'un mois, les membres de la délégation sont rentrés bredouilles, après que les rebelles se sont emparés de certains de leurs véhicules;

9. Répondu favorablement à l'initiative du Président du Tchad, M. Idriss Déby (Abachi I, septembre 2002);

10. Réagi favorablement en poursuivant les négociations (Abachi II, novembre 2003);

11. Envoyé une troisième délégation à des pourparlers (N'Djamena I, décembre 2003);

12. Envoyé une quatrième délégation à N'Djamena pour poursuivre le dialogue (début avril 2004);

13. Envoyé une cinquième délégation à N'Djamena pour poursuivre le dialogue (fin avril 2004).

Il ressort de ce qui précède que des efforts considérables ont été déployés pour maîtriser et régler le conflit par la voie pacifique. Ces efforts ont été infructueux, l'opposition ayant poursuivi ses attaques armées pour obliger le Gouvernement à céder devant ses exigences politiques. La Commission est d'avis que le Gouvernement du Darfour-Nord a mal apprécié la situation pour avoir pensé que les incidents s'inscrivaient dans le cadre d'une révolution armée poursuivant au nom de groupes marginalisés des objectifs à long terme intéressant le partage du pouvoir et des richesses alors qu'il s'agit en fait d'un conflit classique mettant en présence des revendications locales.

V. Causes de la détérioration de la sécurité dans le Darfour

1. Le conflit intratchadien et le conflit entre la Libye et le Tchad sont à l'origine de la détérioration de la situation dans le Darfour pour les raisons suivantes :

a) L'introduction dans la région de grandes quantités d'armes assez sophistiquées;

b) La multiplication des actes de pillage à main armée;

c) L'appui apporté par des membres de tribus à leurs semblables au-delà des frontières internationales. Cette situation a incontestablement favorisé l'entrée dans le Darfour, en provenance du Tchad, d'un grand nombre d'éléments de souche arabe ou africaine aux pratiques différentes de celles connues au Soudan. Pendant des décennies, les branches soudanaises de ces tribus, attachées au principe de la

coexistence, ont été respectueuses de l'autorité des pouvoirs central, local ou tribal. L'expérience tchadienne étant tout autre, des pratiques inqualifiables telles que le meurtre, le vol, le pillage et la mutilation de cadavres ont fait leur apparition dans la région.

2. L'insuffisance des ressources devant la croissance démographique, l'exacerbation des rivalités autour de l'utilisation de ces ressources, l'empiétement des terres agricoles sur les pâturages, et l'augmentation des flux migratoires, qui ont provoqué l'effondrement du système des itinéraires de transhumance (voir chap. III).

3. La sécheresse et la désertification qui ont frappé l'Afrique de l'Ouest au début des années 80 et qui ont poussé de nombreuses tribus originaires de pays voisins à se déplacer, voire à émigrer.

4. La transformation du pillage à main armée, commis par des bandits venant de toutes les tribus pour des raisons économiques et à cause de l'absence de moyens de subsistance parmi les groupes déplacés, en une sorte d'activité criminelle transfrontière organisée.

5. La valse des régimes politiques au Tchad née de considérations tribales. Désireux de s'emparer du pouvoir au Tchad, les instigateurs de ces changements ont opéré essentiellement à partir du territoire soudanais, où ils ont gardé une grande partie de leurs armes et munitions¹² tout en recevant continuellement des armes de certains services de renseignement étrangers, notamment israélien¹². Dans un livre consacré au trafic d'armes en direction de l'Afrique¹⁹, un groupe d'experts et de chercheurs européens affirme que de vastes régions du continent, en particulier le Darfour-Ouest, sont devenues un marché d'armes en provenance d'Israël. Des dirigeants de l'opposition armée se sont d'ailleurs rendus en Israël à plusieurs reprises où ils ont été formés par l'armée israélienne. D'après ce livre, des réseaux de commerce d'armes israéliennes se sont installés ces 40 dernières années en Afrique, où 60 % des pays sont en proie à la violence armée ou à des guerres civiles.

6. La situation économique générale que vit le Soudan à cause de l'embargo économique, l'épuisement des ressources en raison de la guerre qui fait rage dans le sud du pays, l'arrêt de projets de développement tels que le projet de développement du Darfour-Ouest, le projet de mise en valeur de la savane et le projet « Sag al-Na'am », et les difficultés rencontrées lors de l'exécution du projet de l'autoroute ouest « du salut », tous facteurs qui ont contribué à la hausse du chômage et, partant, à l'aggravation de l'insécurité.

7. Depuis les années 80, l'opposition armée, représentée essentiellement par le Mouvement populaire de libération du Soudan dirigé par le colonel John Garang, essaie d'étendre ses activités au centre et à l'est du pays. Les mouvements apparus par la suite et ceux issus de formations politiques à l'étranger ont créé un climat qui a permis à certains éléments dans le Darfour d'essayer d'atteindre par les armes leurs objectifs (partage du pouvoir et des richesses, démarginalisation, création d'un Soudan nouveau), appuyés en cela sur les plans diplomatique, politique et médiatique, depuis l'étranger, par diverses instances régionales et internationales en méconnaissance des causes réelles et historiques des conflits dans le Darfour.

8. La lutte politique pour le pouvoir central et l'apparition de factions politiques décidées à exploiter les clivages entre tribus du Darfour. Le redécoupage du Darfour

en États, provinces et localités aux contours tribaux a également contribué à la politisation des différends.

9. L'interprétation insensée des événements par les médias, qui, faute d'informations précises, se sont appuyés sur des sources peu dignes de foi, ce qui a eu pour effet d'envenimer le conflit, de le sortir de son contexte, de l'internationaliser et d'en exagérer les conséquences.

10. La non-application des dispositions prises lors des conférences de réconciliation, faute d'un mécanisme adapté. N'ayant pas été réglés, les différends se sont aggravés, et ont pu ainsi être exploités sur la scène internationale.

11. Compte tenu de son importance stratégique et économique, ainsi que de la situation actuelle sur la scène internationale, la région suscite un intérêt régional et international accru et déchaîne les passions, certains essayant d'acquérir de nouvelles zones d'influence.

12. Malgré les changements constitutionnels et administratifs qu'a connus le pays, y compris le Grand Darfour (pouvoir régional, pouvoir fédéral, création – au niveau des États – d'organes exécutifs et législatifs, intensification de l'action politique du pouvoir central et des divers partis), les autorités à tous les niveaux ont été incapables de faire face aux incidents et d'en prévenir les conséquences. Estimant qu'il s'agissait d'infractions de droit commun, elles n'ont pas doté les organes exécutifs des moyens et compétences voulus.

VI.

Les conférences sur le Darfour tenues depuis 1989 ont attribué la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité aux facteurs susmentionnés et appelé l'attention sur les incidences défavorables que cet état des choses avait sur le tissu social de la région. Elles ont formulé des recommandations appropriées qui sont restées lettre morte, faute de mécanismes efficaces, ce qui n'a fait qu'aggraver les choses.

VII. Auditions

1. Ainsi qu'il est dit plus haut, la Commission s'est employée à recueillir, oralement ou par écrit, toutes informations utiles auprès de sources diverses. Elle a tenu à Khartoum des auditions pour entendre les parties suivantes (annexe II) :

1. Organisations de la société civile du Darfour (27 mai 2004);
2. Députés des États du Darfour à l'Assemblée nationale (1^{er} juin 2004);
3. Députés des États du Darfour à l'Assemblée nationale (8 juin 2004);
4. Organisations de la société civile (13 juin 2004);
5. M. Mahmoud Bachir Jamma' (30 juin 2004);
6. Habitants de la localité de Kulbus (4 juillet 2004);
7. Habitants de la ville de Kotom (8 juillet 2004);
8. Commission des juristes du Darfour (13 juillet 2004);

9. M. Ahmad Haroun, Ministre d'État au Ministère de l'intérieur (20 juillet 2004);
10. Responsables au Ministère de la défense (8 août 2004);
11. Présidents de tribunaux dans les États du Darfour;
12. Représentants des services de sécurité dans le Darfour;
13. M. Abdallah Massar, Gouverneur de l'État du Nil (9 octobre 2004);
14. Ibrahim Solayman, général de corps d'armée, ancien Gouverneur du Darfour-Nord (5 octobre 2004);
15. Al-Tayyeb Abd al-Rahman Mokhtar, général de corps d'armée, ancien Gouverneur de l'État du Kordofan-Ouest et ancien Ministre des finances du Darfour-Sud (10 octobre 2004);
16. Mohammad Ahmad Al-Fadl, Ministre d'État, membre du Gouvernement fédéral et ancien Gouverneur du Darfour-Ouest (13 octobre 2004);
17. M. Hassan Bachir, ancien Ambassadeur du Soudan au Tchad (31 octobre 2004);
18. Le cheikh Moussa Hilal, cheikh de la tribu des Mahamid (28 novembre 2004).

Les témoignages recueillis peuvent se résumer comme suit :

1. Les événements du Darfour sont une catastrophe majeure. Ils ont déchiré le tissu social, favorisé la perpétration de crimes à l'encontre de la population et provoqué le déplacement d'un grand nombre d'habitants, ce qui a nui à la situation économique et ruiné les récoltes.
2. Il faut trouver une solution politique au conflit du Darfour car c'est le seul moyen de mettre un terme aux souffrances humaines, et les problèmes du Darfour ont toujours été réglés par la voie politique sur la base de compromis, toutes les composantes de la population, représentées par les différents partis, devant être associées à l'entreprise.
3. Toutes les parties ont multiplié les actes de violence (meurtres, viols, etc.). Des habitants du Darfour appartenant à des tribus diverses ont dû partir pour les grandes villes de la région, des camps ont été créés à l'intention des personnes déplacées et le Tchad a accueilli des flux de réfugiés.
4. Les décisions administratives et la série de textes contradictoires gouvernant le régime foncier (« *hawakir* ») ont été à l'origine de différends dans ce domaine, qui était régi de longue date par un système populaire ancestral, connu et stable.
5. Au cours des dernières décennies, le Darfour a servi de base arrière à tous les mouvements cherchant à provoquer un changement de régime au Tchad, ce qui a directement eu pour effet de favoriser la prolifération des armes, de porter atteinte à la sécurité et de saper l'autorité de l'État.
6. Dans certaines zones, les éléments armés ont commis des agressions en collaboration avec des unités de l'armée tchadienne.

7. Seules certaines tribus se sont armées, ce qui leur a permis d'agresser d'autres tribus.

8. La définition du terme « Janjaouid » est floue. Il y a divergences sur ce sujet, divergences qui sont aujourd'hui à l'origine de toutes les décisions prises à l'encontre du Soudan par différentes instances à l'étranger. Le Gouvernement soudanais est accusé d'avoir armé et formé les Janjaouid pour les mettre au service de sa lutte contre l'opposition armée et de les avoir recrutés parmi les tribus arabes. Le phénomène des Janjaouid est né de nombreux facteurs, dont le pillage à main armée, l'afflux de personnes déplacées venues des pays voisins, la prolifération des armes, l'existence de liens entre les bandits au Soudan et ailleurs, les conflits tribaux, qui durent depuis deux décennies, les carences de l'État dans le domaine du maintien de l'ordre, et la faiblesse des conseils populaires. Ainsi, on a vu apparaître des groupes composés d'éléments appartenant à des tribus d'origines diverses unis par des intérêts communs qui se livrent au pillage à main armée pour s'emparer de têtes de bétail appartenant à différentes tribus. Ces éléments traitent avec leurs congénères au Tchad et en République centrafricaine pour assurer leur propre protection et tirer le plus grand profit possible du bétail volé dans le cadre d'opérations qui rappellent les activités de blanchiment d'argent, les vaches volées étant échangées contre d'autres vaches provenant de pays voisins. Les gouvernements successifs ont dû faire face aux problèmes de sécurité posés par les Janjaouid, dont certains éléments ont été arrêtés et jugés. La violence des Janjaouid se manifeste habituellement en cas de détérioration de la sécurité et de conflit armé entre les tribus. Il convient de préciser que Jemera Rone, chercheuse à la Division Afrique de Human Rights Watch, a reconnu ce fait, qui a affirmé que certains éléments janjaouid appartenaient à la tribu des Zaghawa et d'autres tribus. Elle a ajouté qu'elle avait recueilli des témoignages selon lesquels les Janjaouid incendiaient des villages de leur propre chef et s'en prenaient également à ceux qui avaient été attaqués par les forces gouvernementales, parmi lesquels on ne dénombrerait guère d'éléments de l'opposition armée²⁰.

9. Des civils ont été blessés par suite des bombardements aériens de zones et de villages.

10. L'opposition armée a pris pour cible des symboles du Gouvernement tels que des postes de police, des postes de douane, des établissements chargés de la collecte du « zakat » (impôt religieux) et des banques, ainsi que des dirigeants de conseils populaires qui ne leur étaient pas acquis, et s'en sont pris à des convois acheminant des secours.

11. Tous les éléments armés n'appartiennent pas à des tribus classées comme étant non arabes.

12. Ces derniers temps, les conflits tribaux ont pris diverses formes : les pasteurs privent les habitants sédentaires d'eau et détruisent leurs cultures, et les agriculteurs dévastent les pâturages et recouvrent les points d'eau.

13. Des gouvernements et des tribus de pays voisins apportent leur appui à des branches tribales établies dans le Darfour auxquelles ils sont unis par des intérêts communs.

14. Les opérations menées par l'opposition armée, notamment à El Fasher, Kotom, Boram, Al-Tina, Mellit, Tawila, Kulbus, Al-Halilat, Karaker, Abou Qamra, Wad Hadjam, Al-Qouz, Qarida et Rodoum, ainsi que les pertes subies par la

population, les forces armées et la police, se sont traduites par une faillite de la sécurité dans les États du Darfour, ce qui a amené les autorités à prendre des mesures, notamment la mobilisation des populations, pour remédier à cette situation. De nombreux habitants appartenant à différentes tribus ont répondu favorablement à cette initiative. La réaction a été plus grande parmi les tribus de souche arabe, qui craignaient d'être prises pour cible. Il y a également eu une réaction appréciable de la part des tribus de souche non arabe, notamment les Massalit et les Four, dont certains membres ont rejoint les rangs de l'opposition armée après avoir été formés et armés.

Les témoignages recueillis ont fait état de certaines exactions qui sont venues s'ajouter à la liste des violations objet de l'enquête de la Commission.

2. La Commission a entendu personnes et représentants des organisations étrangères ci-après (annexe III) :

1. Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (10 juin 2004);
2. Agence panafricaine d'information (22 juin 2004);
3. Vice-Ministre italien des affaires étrangères chargé des questions humanitaires et sa délégation (23 juin 2004);
4. Ambassadeurs des États membres de l'Union européenne accrédités au Soudan (29 juin 2004);
5. Délégation de la Chambre des communes britannique (30 juin 2004);
6. Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (5 juillet 2004);
7. Commission des droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine (17 juillet 2004);
8. Représentant de l'Union africaine pour le Darfour (3 août 2004);
9. Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes;
10. Chargé d'affaires du Canada au Soudan;
11. Délégation d'Amnesty International;
12. Commission européenne des droits de l'homme;
13. Sénateur canadien et Ambassadeur du Canada en Éthiopie;
14. Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes;
15. Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
16. Directeur exécutif de Human Rights Watch;
17. Directeur exécutif d'Amnesty International;
18. Commission internationale d'enquête sur le génocide dans le Darfour;
19. Commission d'enquête sur le Darfour du Parlement panafricain;
20. Délégation du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (5 décembre 2004).

Ces rencontres ont eu lieu avant et après les visites que ces délégations et missions ont effectuées dans les États du Darfour. Il en ressort ce qui suit :

1. Les événements du Darfour représentent une catastrophe humanitaire et la communauté internationale doit unir ses efforts pour éloigner les dangers qui y sont liés.

2. Le nombre de personnes déplacées et de réfugiés augmente rapidement. Ils ne veulent pas regagner leur région et leur foyer car ils craignent pour leur vie et leurs biens.

3. Les personnes déplacées sont terrorisées et n'ont pas confiance dans les autorités. Leur retour chez eux nécessitera donc beaucoup d'efforts pour dissiper leurs craintes et regagner leur confiance.

4. Les conditions de vie dans les camps sont en nette amélioration et les organisations internationales s'acquittent de leurs tâches sans grande difficulté.

5. De graves violations des droits de l'homme ont été commises dans toutes les zones du Darfour. La communauté internationale tient à ce que les auteurs de ces crimes soient arrêtés et jugés pour qu'il soit mis un terme à ces violations.

6. Le Gouvernement a pour mission d'assurer la sécurité des populations.

7. Durant les auditions, les intervenants se sont dits prêts à coopérer avec la Commission pour l'aider à s'acquitter de son mandat.

3. La Commission a relevé que certaines délégations avaient des idées préconçues sur la situation au Soudan, principalement en raison de la déclaration que l'ancien Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le Soudan, M. Mukesh Kapila²¹, a faite à Nairobi le 19 mars 2004, lorsqu'il a qualifié les événements du Darfour de purification ethnique, accusé certains groupes arabes de mener des campagnes contre plus d'un million de personnes et comparé le tout au génocide rwandais de 1994. En avril 2004, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence²² a également qualifié les événements du Darfour de purification ethnique. Le 7 avril 2004, à l'occasion du dixième anniversaire du génocide rwandais, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'est adressé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU et, évoquant le rapport du Secrétaire général adjoint sur le Darfour, a demandé que l'on permette aux organismes de secours et de défense des droits de l'homme d'accéder au Darfour sans entrave²². Certaines de ces déclarations, qui ne reposaient pas sur des faits précis, ont influé sur l'opinion publique mondiale et ont été reprises par les médias internationaux.

4. Cette condamnation par avance ressort clairement de la déclaration que le Directeur exécutif de Human Rights Watch, M. Kenneth Roth, a faite devant la Commission en ces termes : « Nous sommes préoccupés par les attaques dirigées contre les civils. Nous pensons que le Gouvernement doit prendre certaines mesures importantes pour rassurer les personnes déplacées, notamment assurer leur protection, juger les auteurs de violations des droits de l'homme et briser le cycle de la vengeance, ce qui satisferait le désir de justice de la communauté internationale ». Il a ajouté que la Commission internationale d'enquête sur le Darfour arriverait prochainement et mettrait l'accent sur la nécessité de juger les responsables du génocide. Si le Gouvernement ne parvenait pas à s'acquitter de cette tâche, les coupables seraient jugés par la Cour pénale internationale. Les crimes commis ne

resteraient pas impunis sous prétexte qu'on ignorait l'identité de leurs auteurs. La communauté internationale s'intéressait à cette question et, contrairement à ce qu'avait affirmé un responsable de l'appareil judiciaire, il était insensé de penser que les personnes concernées déposeraient leurs plaintes auprès des autorités judiciaires du pays. Le Président de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour était un spécialiste des droits de l'homme et du droit international humanitaire et savait comment remplir sa mission. Si le Gouvernement ne s'acquittait pas de son obligation de faire juger les responsables, la question serait soumise au Conseil de sécurité. M. Roth a précisé qu'il connaissait bien tous les membres du Conseil et qu'il était en contact avec eux²³. Il ressort de ces propos que les organisations humanitaires internationales jouent un rôle décisif lors de la prise des décisions concernant le Darfour. Or ces organisations fondent leurs positions sur des informations peu précises, ce qui ne manquera pas de se traduire par un décalage entre les faits évoqués dans les rapports des organisations étrangères et la réalité telle qu'établie par la Commission dans le présent rapport. Cette impression a été confirmée après que le Conseil de sécurité, réuni à Nairobi, a adopté sa résolution sur le Soudan, à la suite de quoi certaines organisations humanitaires ont lancé une campagne pour exiger de l'Union européenne qu'elle intervienne pour punir le Gouvernement soudanais. La Commission tient à exprimer sa confiance et son respect à la Commission internationale d'enquête sur le Darfour, qui ne sera pas influencée par les propos de M. Roth.

VIII. Rapports et documents

La Commission a examiné les rapports de tous les ministères fédéraux compétents (Ministère de l'intérieur, Ministère de la défense et de la sécurité nationale, Ministère des affaires étrangères et des questions humanitaires, Ministère de la justice) ainsi que ceux des gouvernements des trois États du Darfour. Elle a examiné également tous les documents et publications émanant d'organisations internationales de défense des droits de l'homme. Elle a examiné en outre certains éléments d'information attribués à l'opposition armée et ceux publiés dans les différents médias, notamment ceux diffusés sur l'Internet par M. Hussein Adam al-Hadj. La Commission a pris connaissance d'articles sur le Darfour parus dans la presse locale et mondiale, de comptes rendus de séance du Congrès des États-Unis, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des actes du colloque organisé sur la question au musée mémorial de la Shoah.

IX. Recensement et classification des allégations

Compte tenu de ce qui précède, la Commission a établi des tableaux récapitulant les violations imputées aux différentes parties, dans lesquelles sont mentionnés l'auteur de la plainte et la partie accusée, ainsi que le type, la date, la source et le lieu de la violation (annexe III).

X. Visites sur le terrain

1. Premier séjour

Au vu des allégations portées à son attention, la Commission a commencé son enquête. Elle a effectué une première visite sur le terrain dans les trois États du Darfour, où elle s'est rendue dans un certain nombre de camps, a fait le point de la situation des personnes déplacées, s'est entretenue avec certaines victimes et leur famille, et a rencontré les personnes chargées de l'administration des camps. Elle a également rencontré les gouverneurs et des représentants des services de sécurité et des instances judiciaires, a recueilli les témoignages des commissions de sécurité des trois États, s'est entretenue avec des représentants des conseils populaires, d'organisations de la société civile et de toutes les organisations non gouvernementales s'occupant de secours et d'assistance humanitaire, et a examiné toutes les plaintes déposées dans les États du Darfour. Elle a ajouté au tableau des allégations qui ont été portées à son attention lors de ces visites. La Commission a établi les catégories de violations des droits de l'homme suivantes :

- 1) Incendies de villages;
- 2) Exécutions extrajudiciaires;
- 3) Mise en danger de la vie de civils;
- 4) Arrestations;
- 5) Tortures;
- 6) Viols;
- 7) Enlèvements;
- 8) Pillage de biens appartenant à des civils;
- 9) Déplacements forcés et purification ethnique;
- 10) Génocide.

2. Tableau récapitulatif des allégations de violations

La Commission a établi le tableau ci-après récapitulant les allégations relatives aux différents types de violations aux fins d'investigation :

<i>Violations</i>	<i>Sources</i>	<i>Auteur(s) présumé(s)</i>
1. Incendies de villages		
21 villages (Darfour-Sud)	Human Rights Watch (2 juillet 2004)	Gouvernement soudanais, Janjaouid
200 villages à Wadi Saleh	Témoignage de Mohamed Bachar (27 mai 2004)	Gouvernement soudanais
Nombre de villages indéterminé	Témoignage du cheikh Hamad Abdallah (27 mars 2004)	Rebelles armés
435 villages	Association soudanaise des droits de l'homme	Gouvernement soudanais, Janjaouid

<i>Violations</i>	<i>Sources</i>	<i>Auteur(s) présumé(s)</i>
7 villages dans la région de Geneina	Note de la Commission des juristes du Darfour	Commandant Ahmed Abderrahim Chakartallah
2 villages (Haskanita et Tarchanah)	Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Commandant Ahmed Abderrahim Chakartallah
2. Meurtres		
802 personnes	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement soudanais, Janjaouid
29 personnes	Rapport du Ministère de la justice (31 mai 2004)	Mouvement de libération/Armée de libération du Soudan et Mouvement pour la justice et l'égalité
Plus de 30 personnes	Rapport des forces armées (8 juin 2004)	Mouvement pour la justice et l'égalité
98 % des meurtres dans le Darfour	Responsable de la protection de l'enfance du Congrès des États-Unis	Gouvernement soudanais
Plus de 50 personnes	Note de la Commission des juristes du Darfour (3 juillet 2004)	Janjaouid
10 personnes	Cheikh Hamad Abdallah (27 mai 2004)	Tribus Four et Zaghawa
40 personnes	Hassan Houd (citoyen de Kotom)	Janjaouid
127 personnes	Témoignages des députés du Darfour (8 juin 2004)	Divers auteurs
1 000 personnes	Chartay Mohamed Mohamed Siradj	Janjaouid
347 personnes	Maires et notables de Dardama, dans la commune de Kass	Janjaouid
471 personnes	Note du D ^r Hussain Adam (Sudanile)	Janjaouid et groupes armés
476 membres de la police	Ministère de l'intérieur	Opposition armée
3 personnes à Souk Koukar, au sud de Geneina	Note de la Commission des juristes du Darfour (3 juillet 2004)	Commandant Ahmed Abderrahim Chakartallah
Torture, puis meurtre d'un citoyen à Souk Tles, au sud-ouest de Geneina	Note de la Commission des juristes du Darfour (3 juillet 2004)	Commandant Ahmed Abderrahim Chakartallah
3. Viols et violences sexuelles		
109 victimes	Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement, Janjaouid
Nombre indéterminé	Note de la Commission des juristes du Darfour (3 juillet 2004)	Armée soudanaise
4. Déplacements forcés		
Plus de 14 villages	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement, Janjaouid
21 villages du Darfour-Ouest	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement, Janjaouid

<i>Violations</i>	<i>Sources</i>	<i>Auteur(s) présumé(s)</i>
5. Arrestations, tortures, enlèvements		
63 personnes	Rapport du Ministère de la justice (31 mai 2004)	Service du renseignement, renseignement militaire
77 personnes	Rapport du service de renseignement	Service du renseignement, renseignement militaire
6. Bombardement de civils, mise en danger de la vie de civils et pillages		
5 villages	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement soudanais
5 villages	Note de la Commission des juristes du Darfour (3 juillet 2004)	Armée soudanaise
7. Génocide et purification ethnique		
	Ancien représentant résident des Nations Unies au Soudan (29 mars 2004)	Gouvernement soudanais
	Congrès des États-Unis (6 octobre 2004)	Gouvernement soudanais
	Représentant du Secrétaire général de l'ONU pour les affaires humanitaires	Gouvernement soudanais
8. Exécutions extrajudiciaires		
118	Organisation mondiale contre la torture (rapport du Ministère de la justice)	Gouvernement soudanais, Janjaouid
127	Député Abdeljabbar Adam	Armée soudanaise
Nombre indéterminé	Note de la Commission des juristes du Darfour (4 juillet 2004)	Gouvernement soudanais
145 au sud de Deleij	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement soudanais
65 à l'ouest de Deleij	Rapport de Human Rights Watch (6 juillet 2004)	Gouvernement soudanais

3. Deuxième séjour

Après avoir examiné les résultats de son premier séjour, la Commission a chargé certains de ses membres d'achever l'enquête en effectuant un deuxième séjour dans toutes les régions où des violations auraient été commises. À cette occasion, l'équipe s'est rendue dans toutes les régions qui figuraient sur la liste des violations pour autant que la sécurité le permettait. Il s'agit des États ci-après :

Darfour-Nord

- a) Commune de Kotom : Kotom et villages de Fatabarno, Kadakdal et Amrallah;
- b) Commune de Mellit : Mellit;

- c) Commune d'El Fasher : région de Taouila et El Fasher;

Darfour-Ouest

- a) Commune de Kulbus : Kulbus et région de Salia;
- b) Commune de Wadi Saleh : villages d'Aroula, de Deleij et de Tanko;
- c) Commune de Geneina : Geneina et quelques villages alentour;

Darfour-Sud

- a) Commune de Baram : Baram;
- b) Commune de Nyala : Sanya Deliba et Nyala;
- c) Commune de Kass : Kass et régions d'Abrom, de Chetaya et de Kaylik.

4. Troisième séjour

Soucieuse de recueillir davantage de renseignements, la Commission s'est rendue pour la troisième fois dans le Darfour-Sud au cours de la deuxième semaine de décembre 2004. Elle a visité la commune de Kass (Kass et villages de Chetaya et de Kaylik) et a recueilli les témoignages de citoyens sur les événements qui se sont produits dans la région et a entendu des agents de police et des agents de l'administration locale.

XI. Les droits et libertés fondamentaux en droit international

La Commission étant chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui auraient été commises par des groupes armés dans les États du Darfour, elle commencera par recenser brièvement les droits et libertés fondamentaux consacrés par le droit international humanitaire et les instruments relatifs aux droits de l'homme qui intéressent la présente enquête.

1. Principes énoncés dans le droit international humanitaire et dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁴

Les principes du droit international humanitaire ont été définis et se sont développés depuis le milieu du XIX^e siècle, à la suite notamment des guerres et des conflits armés. Cette branche du droit vise à mettre un terme aux souffrances occasionnées par la guerre. Elle tend aussi à protéger les civils pendant les conflits armés et les guerres. Elle définit les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les violations graves qui se produisent lors de conflits armés telles que le génocide et la purification ethnique, les déplacements forcés de personnes, la torture et les exécutions extrajudiciaires. Le droit international humanitaire définit les droits fondamentaux liés à la liberté, à la sûreté et aux droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels de la personne. Il s'agit notamment du droit à la vie, de la protection de la personne contre la torture, de la liberté de réunion, d'expression et de pensée, de la liberté d'association et des droits des minorités. Le droit humanitaire international et le droit international relatif aux droits de l'homme érigent en principes généraux, notamment le droit à la vie, l'interdiction de la torture sous toutes ses formes, le droit à la liberté et le droit au logement.

2. Les quatre Conventions de Genève de 1949

Ainsi qu'il est dit plus haut, le droit humanitaire international organise d'une façon générale la protection des soldats blessés ou malades sur le champ de bataille en temps de guerre et de conflit armé. Les Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels auxdites conventions sont les éléments fondamentaux du droit international humanitaire. Aux fins de la présente enquête, nous nous intéresserons à la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention), et notamment aux conflits armés internes. Cette convention, ainsi que le Protocole additionnel de 1977, visent en particulier les conflits armés internes. L'article 3, commun aux quatre conventions, dispose que :

« En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités [...] seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion [...]

À cet effet, sont et demeurent prohibées [...] à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) Les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre, sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) Les prises d'otages;

c) Les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué. »

3. Exécutions extrajudiciaires, arbitraires ou sommaires

Aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose en son article 6 que :

« a) Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

b) Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent. »

Le droit à la vie est un des droits fondamentaux de la personne. Il est même à l'origine de tous les autres droits. Il continue cependant d'être largement violé en période de conflit armé interne. À cet égard, on se rapportera aux Conventions de Genève (août 1949) et aux deux Protocoles additionnels de 1977, notamment la quatrième Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et en l'espèce, à l'occasion de conflits armés internes opposant les forces gouvernementales à toute autre force armée composée de citoyens, quelle que soit leur qualité, révolutionnaires ou rebelles. Toutes questions qui sont envisagées en détail dans le Protocole additionnel II.

4. Crimes contre l'humanité

Les Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo et les résolutions du Conseil de sécurité concernant le Tribunal pénal international pour le Rwanda et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ont enrichi la jurisprudence des crimes contre l'humanité. Le Statut de la Cour pénale internationale définit en son article 7 le sens et les éléments constitutifs du crime contre l'humanité. L'intérêt de cet article tient en ceci que le Statut de la CPI est l'expression de la volonté de la communauté internationale, puisque 160 pays ont participé à la Conférence de Rome. Il importe de signaler que le Gouvernement soudanais a signé le Statut de la Cour pénale internationale.

Le paragraphe 1 de l'article 7 du Statut porte ce qui suit :

« Aux fins du présent Statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque. »

Le dispositif se caractérise essentiellement par les éléments ci-après :

- a) Ces actes ne doivent pas nécessairement être liés à un conflit armé;
- b) Ces actes ne doivent pas nécessairement avoir été commis dans l'intention de semer la discorde;
- c) Ces attaques doivent être menées à une large échelle;
- d) Ces actes ou ces attaques doivent avoir été commis dans une intention criminelle.

Il y a lieu de souligner que le texte n'établit pas de lien entre les crimes contre l'humanité et les conflits armés, si bien que ces crimes peuvent être perpétrés en temps de paix ou lors de conflits civils, tout comme ils peuvent l'être par des gouvernements à l'encontre de leurs citoyens. En outre, le fait que l'attaque ou les actes doivent être généralisés signifie que le nombre de victimes doit être important. De plus, le terme « systématique » signifie que l'attaque ou les actes doivent avoir été planifiés et coordonnés. Enfin, l'attaque doit viser n'importe quel groupe de civils.

Les actes visés à l'article 7 sont des crimes de droit commun érigés en crimes contre l'humanité au sens du Statut de la Cour pénale internationale. Le texte ajoute une condition : les éléments constitutifs du crime doivent être établis. La Commission estime que certains actes visés à l'article 7 entrent dans le champ de son enquête. Il s'agit des actes ci-après :

- a) Le meurtre;
- b) La déportation ou le transfert forcé de populations;
- c) Le viol, l'esclavage sexuelle, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable.

5. Le meurtre constitutif de crime contre l'humanité

Les éléments constitutifs du meurtre constitutif de crime contre l'humanité sont :

- a) L'agent tue une ou plusieurs personnes;
- b) L'agent accomplit cet acte dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile;
- c) L'agent sait que son comportement s'inscrit dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique lancée contre une population civile.

6. La déportation ou le transfert forcé de population

La déportation forcée de population est un acte qui vise à obliger des personnes appartenant à un groupe à quitter leur domicile en vue d'éviter une attaque ou d'échapper à une menace ou à de mauvais traitements. Selon une autre opinion, la déportation forcée de population peut constituer un crime de génocide si elle est effectuée dans des conditions inhumaines ou si elle a pour but de détruire, en tout ou en partie, un des groupes protégés par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Le crime de déportation de population est constitué par les éléments ci-après :

- a) L'agent expulse ou déplace de force des personnes en les expulsant vers un autre pays ou un autre lieu sans motif admis en droit international;
- b) Le domicile légal des personnes déportées ou déplacées se situe au lieu d'où elles ont été expulsées ou déplacées;
- c) L'agent a procédé au déplacement forcé dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre un groupe de la population civile;
- d) L'agent doit savoir que son acte s'inscrit ou a été conçu dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile.

7. Le viol

L'article 7 du Statut de Rome a élargi la définition du viol en y ajoutant l'esclavage sexuel, la grossesse forcée et la prostitution forcée. Cette définition extensive érige le viol en crime contre l'humanité, constitué par les éléments ci-après :

- a) L'agent a porté atteinte à l'intégrité physique de la victime en introduisant son pénis dans le vagin ou le rectum de celle-ci;
- b) L'agression sexuelle est commise sous l'empire de la force, de la menace ou de la coercition.

8. Le génocide

La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide est entrée en vigueur le 12 janvier 1951. Le Soudan y a adhéré plus tard. L'article premier de la Convention précise que le génocide est un crime du droit des gens. Le crime de génocide est défini à l'article 2 de la Convention :

« Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

Il importe de noter que cette définition est reprise à l'article 6 du Statut de la Cour pénale internationale. Ainsi, le crime de génocide est érigé en norme impérative du droit international.

Le crime de génocide est défini en des termes clairs et ses éléments constitutifs, au nombre de trois, sont :

- a) Les actes commis doivent faire partie des actes visés aux alinéas a) à c) de l'article 2 de la Convention;
- b) Les actes doivent être commis contre un des groupes protégés par la Convention, à savoir un groupe national, ethnique, racial ou religieux;
- c) Les actes doivent être commis dans l'intention de détruire ce groupe, en tout ou en partie.

Le crime de génocide se distingue d'autres crimes tels que le meurtre constitutif de crime contre l'humanité en ceci qu'il est commis dans l'intention criminelle de détruire un des groupes précités. En l'absence de cette intention criminelle, le crime de génocide n'est pas constitué, quelle que soit l'horreur ou l'atrocité des actes commis. Il n'est du reste guère aisé d'établir l'intention génocide.

Il faut établir l'élément moral du crime de génocide pour établir l'infraction et la responsabilité pénale qu'elle comporte. En règle générale, l'intention criminelle s'établit par des preuves indirectes ou circonstancielles.

Faute de prouver l'intention criminelle, il est difficile d'établir le crime de génocide.

La notion de groupe protégé pose un autre problème du point de vue de la qualification du crime de génocide. Ainsi, aucun groupe qui n'est pas défini comme groupe protégé (par exemple, les groupes de l'opposition politique) n'est visé par les dispositions précitées. Les actes qui constituent le crime de génocide sont énumérés à l'article 2 de façon limitative. En outre, il est difficile de déterminer si

les victimes de génocide font partie d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, compte tenu du fait que ces groupes doivent être homogènes.

En 1978, une commission des droits de l'homme s'est penchée sur la nature du concept de génocide afin de mettre en lumière sa définition juridique. Elle a, entre autres, fait observer que le terme « race » se rattachait à un groupe de personnes possédant des caractéristiques communes transmises de génération en génération. L'adjectif « ethnique » avait, quant à lui, une signification plus profonde, puisqu'il renvoyait aux liens existant entre un groupe de personnes partageant les mêmes coutumes, la même langue, etc., en plus du lien racial. Cette commission a aussi souligné que le groupe ethnique était un des éléments constitutifs de la nation. Ces deux notions se recoupent au point que l'on peut difficilement les distinguer. D'où la difficulté d'établir une distinction claire entre groupe racial et groupe ethnique.

Troisième condition pour que le crime de génocide soit constitué, l'auteur doit avoir été animé de l'intention de détruire les groupes précités, en tout ou en partie. Cette condition soulève certaines questions dont celle de savoir à partir de quel seuil peut-on parler de destruction partielle d'un groupe. La définition est muette sur ce point et sujette à interprétation.

Le crime de génocide est un crime horrible et, de ce fait, certains groupes pourraient être conduits à prétendre en être victimes afin de susciter la compassion des autres et de faire condamner les parties qu'ils accusent, même si aucune enquête ne vient confirmer ces accusations.

XII. Lien entre les actes commis et les principes du droit international

Après avoir présenté les faits et passé en revue les principes de droit gouvernant son enquête, la Commission en vient à l'analyse des actes commis au regard des principes du droit international, afin de pouvoir déterminer si les faits qui ont eu lieu dans les États du Darfour constituent une violation des droits de l'homme.

XIII. Le crime de génocide

Les éléments constitutifs du génocide sont définis à l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (voir le par. 8 du chap. XI ci-dessus). Les réponses aux questions ci-après permettent de déterminer l'existence ou non d'un génocide :

a) A-t-on détruit un groupe ethnique, religieux ou racial dans les États du Darfour ou a-t-on porté gravement atteinte à l'intégrité physique et mentale de membres d'un tel groupe ou a-t-on soumis un tel groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ou encore a-t-on pris des mesures visant à entraver les naissances au sein d'un tel groupe enfin, a-t-on procédé au transfert forcé d'un tel groupe à un autre groupe?

b) Si la réponse à ces questions est affirmative, l'auteur de l'acte considéré était-il animé d'une intention criminelle à l'égard des membres du groupe considéré?

1. Les allégations de génocide proviennent de sources diverses et peuvent se résumer comme suit :

À la suite de la recrudescence du conflit armé dans les États du Darfour, on a commencé à parler de purification ethnique. Il n'était alors nullement question de génocide. Les allégations de génocide ont pris forme lorsque les accusations de purification ethnique se sont répandues et se sont cristallisées dans l'opinion publique internationale.

Les allégations de purification ethnique dans le Darfour ont été faites pour la première fois à l'occasion d'une conférence sur « le Soudan occidental en flammes », qui a été donnée au musée de l'Holocauste à Washington le 20 février 2004. Ont participé à la conférence, Adotei Akwei d'Amnesty International; John Prendergast, de l'International Crisis Group; Jemera Rone, chercheur spécialisée dans les affaires soudanaises au sein du Bureau de Human Rights Watch pour l'Afrique²⁰. Par la suite, l'ancien coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le Soudan, Mukesh Kapila, a créé un énorme tollé dans les médias en déclarant à la BBC que la région du Darfour connaissait la pire crise humanitaire au monde et que plus d'un million de personnes étaient victimes d'épuration ethnique²¹. Ensuite M. Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, dira le 2 avril 2004 que le Darfour était le théâtre d'une épuration ethnique²¹. De tels qualificatifs deviendront d'usage courant. La Chambre des représentants des États-Unis, suivant en cela M. Egeland, a déclaré le 22 avril qu'un génocide se perpétrait dans le Darfour. La Commission des affaires étrangères du Congrès a organisé une audition le 6 mai 2004 sur le thème « L'épuration ethnique dans le Darfour, nouveau front de la guerre sanglante au Soudan », et entendu M. Charles R. Snyder, Secrétaire d'État américain adjoint pour les affaires africaines. Plusieurs responsables d'organisations gouvernementales internationales dont Roger P. Winter de l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), John Bernard de l'International Crisis Group, Bob Laprade de Save the Children et Omar Kamreddine Ismail de l'Organisation pour la paix et le développement dans le Darfour, ont exagéré l'ampleur des événements du Darfour les assimilant au génocide et à l'épuration ethnique qui s'étaient produits au Rwanda 10 ans plus tôt²⁵. Se fondant sur des informations mensongères et contradictoires, les médias du monde entier ont repris ces déclarations, comme nous l'avons précisé au chapitre VII. L'article publié par le *Washington Post* le 23 juin 2004²⁶, en même temps qu'un entretien avec les sénateurs Mike Wine et John Mc Cain, reposait sur des informations contredites le lendemain par le porte-parole du Département d'État. Ces informations étaient également en contradiction avec les conclusions du rapport de la Commission soudanaise des droits de l'homme qui, ayant mené une enquête, sous la conduite d'un de ses avocats²⁷, avait conclu que 12 000 personnes avaient trouvé la mort dans le Darfour.

Cette campagne, accompagnée de fortes pressions, a conduit le Secrétaire d'État américain à charger un groupe d'enquêteur sur les allégations de génocide dans le Darfour. Ces enquêteurs se sont contentés de visiter des camps de réfugiés au Tchad. Le 9 septembre 2004, le Secrétaire d'État déclarait devant le Sénat qu'un génocide était en cours dans le Darfour et que le Gouvernement soudanais et les Janjaouid en étaient responsables²⁸. Le 16 octobre 2004, le Sénat américain approuvait le *Sudan Peace Act*, qui considérait qu'un génocide avait eu lieu dans le Darfour et invitait le Président américain à imposer des sanctions contre le Gouvernement soudanais²⁸.

Malgré cette campagne, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire d'État américain ont, à la suite de leurs visites respectives dans le Darfour et des entretiens qu'ils ont eus avec des membres du Gouvernement soudanais²⁹, affirmé que des violations des droits de l'homme avaient eu lieu et n'ont ni de près ni de loin évoqué de crimes contre l'humanité. Le Secrétaire d'État américain, s'appuyant sur l'opinion de ses conseillers juridiques, a affirmé qu'il n'y avait pas eu de génocide dans le Darfour. Lors d'une audition devant la Chambre des représentants, il a par la suite timidement affirmé que certaines personnes considéraient que des crimes contre l'humanité avaient été commis dans le Darfour tandis que d'autres avaient une opinion contraire.

2. Le génocide est un crime odieux qui est réprouvé par tous. Les allégations de génocide provoquent par conséquent la colère de tous et inspirent de la compassion pour les prétendues victimes. Il est peut être naturel que les victimes ou leurs défenseurs gonflent le bilan des victimes de façon à montrer que les éléments du crime de génocide soient constitués conformément à la définition qui en est donnée. La Commission s'est penchée avec attention sur cette question complexe en vue d'évaluer avec précision le nombre des victimes des événements du Darfour. Des médias et des organisations internationales de défense des droits de l'homme, se fondant sur un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)³⁰, ont affirmé que les événements du Darfour avaient provoqué la mort de 70 000 personnes. Le Ministre soudanais des affaires étrangères a, quant à lui, souligné que le nombre de morts ne dépassait pas 5 000 personnes. USAID en a dénombré 30 000 et a affirmé que le bilan à la fin du mois de septembre 2004 pourrait atteindre 320 000 morts²⁰. Dans un rapport daté du 6 juillet 2004, Human Rights Watch parle de 802 morts²². Une telle confusion rend compte du caractère absurde et fantaisiste des allégations de génocide.

L'OMS a annoncé le 15 octobre 2004 qu'elle avait évalué le nombre de personnes décédées dans le Darfour entre 35 000 et 70 000³⁰. Le Gouvernement soudanais avait rejeté ces chiffres et élevé une protestation. L'OMS a par la suite précisé que le recensement avait porté sur deux États du Darfour et s'était limité aux camps de réfugiés seulement³¹.

En fait, le recensement de l'OMS intéressait des citoyens qui se trouvaient dans des camps de réfugiés administrés par le Gouvernement soudanais, l'ONU et des ONG. Ces citoyens n'ont ni choisi ni été forcés de vivre dans des conditions déplorable pouvant conduire à leur mort et donc, à la destruction totale ou partielle du groupe. Les estimations de l'OMS (entre 35 000 et 70 000 victimes) reposent sur des projections établies en relation avec son système d'alerte précoce pour les maladies à tendance épidémique et ne rendent pas compte avec exactitude du nombre de décès, ce qui explique l'écart important entre les estimations minimales et maximales de l'Organisation. En définitive, il s'agit de projections fondées sur des facteurs variables.

On l'a vu plus haut, la définition du crime de génocide n'indique pas le seuil à partir duquel on considère qu'un groupe est partiellement détruit. Les estimations divergentes sur le nombre des morts conduisent donc à douter qu'un des éléments constitutifs du crime ait été établi.

3. La Commission a entendu un grand nombre d'habitants du Darfour dans le but de déterminer le nombre de personnes tuées lors des événements, sans toutefois parvenir à trancher. Ainsi, les avocats du Darfour³² ont estimé dans une note

transmise à la Commission, qu'il y aurait eu plus de 53 morts et que le nombre de morts dans la région de Deleij dans le Darfour-Ouest n'a pu être déterminé. Certains députés des États du Darfour ont estimé à 127 personnes le nombre de morts à Deleij³³. M. Hassan Houd a déclaré que 40 personnes étaient mortes à Kotom³⁴. De son côté, le docteur Hussain Adam a estimé dans un article publié sur le site de Sudanile que le nombre de morts s'élevait à 471³⁵ (voir la liste des violations au chapitre XII.2).

4. Par ailleurs, le Gouvernement soudanais dément formellement l'existence d'un génocide dans le Darfour, même si des meurtres collectifs ou individuels ont été commis par toutes les parties au conflit.

5. Le génocide dans l'histoire :

Avant d'interroger les faits pour donner son avis, la Commission croit devoir évoquer quelques cas de génocide qui ont jalonné l'histoire de l'humanité.

a) Le génocide des Arméniens de Turquie, au cours de la Première Guerre mondiale, a été planifié par l'État turc. Celui-ci a déplacé les Arméniens dans des zones choisies pour des raisons de sécurité sans se préoccuper de leur protection, ce qui a occasionné des centaines de milliers de morts dans cette communauté³⁶.

b) Les événements relatifs à l'Holocauste sont connus de tous. La politique de l'Allemagne nazie visait à exterminer les Juifs en tant que groupe racial. À cette époque, le terme de génocide n'était pas en usage³⁶.

c) Au Cambodge, les autorités déclaraient dans les médias qu'il fallait se débarrasser de tous ceux qu'elles dénommaient « les ennemis de l'État ». Ainsi, 50 000 personnes ont ainsi été exécutées. La torture a été employée à une large échelle et un grand nombre de personnes ont été déplacées dans des villages. Cette politique a occasionné la mort de plus d'un million de personnes³⁶.

d) Au Rwanda, c'est à l'instigation du Président de la République, au vu du monde entier et en présence de forces de maintien de la paix, que la majorité hutue a massacré plus d'un million de Tutsis dont le seul tort était d'appartenir à une ethnie autre que l'ethnie majoritaire. L'Organisation de l'unité africaine a publié le 7 juillet 2000 un rapport sur ces événements, dans lequel elle a dressé un réquisitoire très sévère contre le Gouvernement américain pour le rôle négatif qu'il a joué lors de ces événements. Elle a aussi accusé les États-Unis d'avoir entravé l'action du Conseil de sécurité au moment où le génocide se perpétrait³⁶.

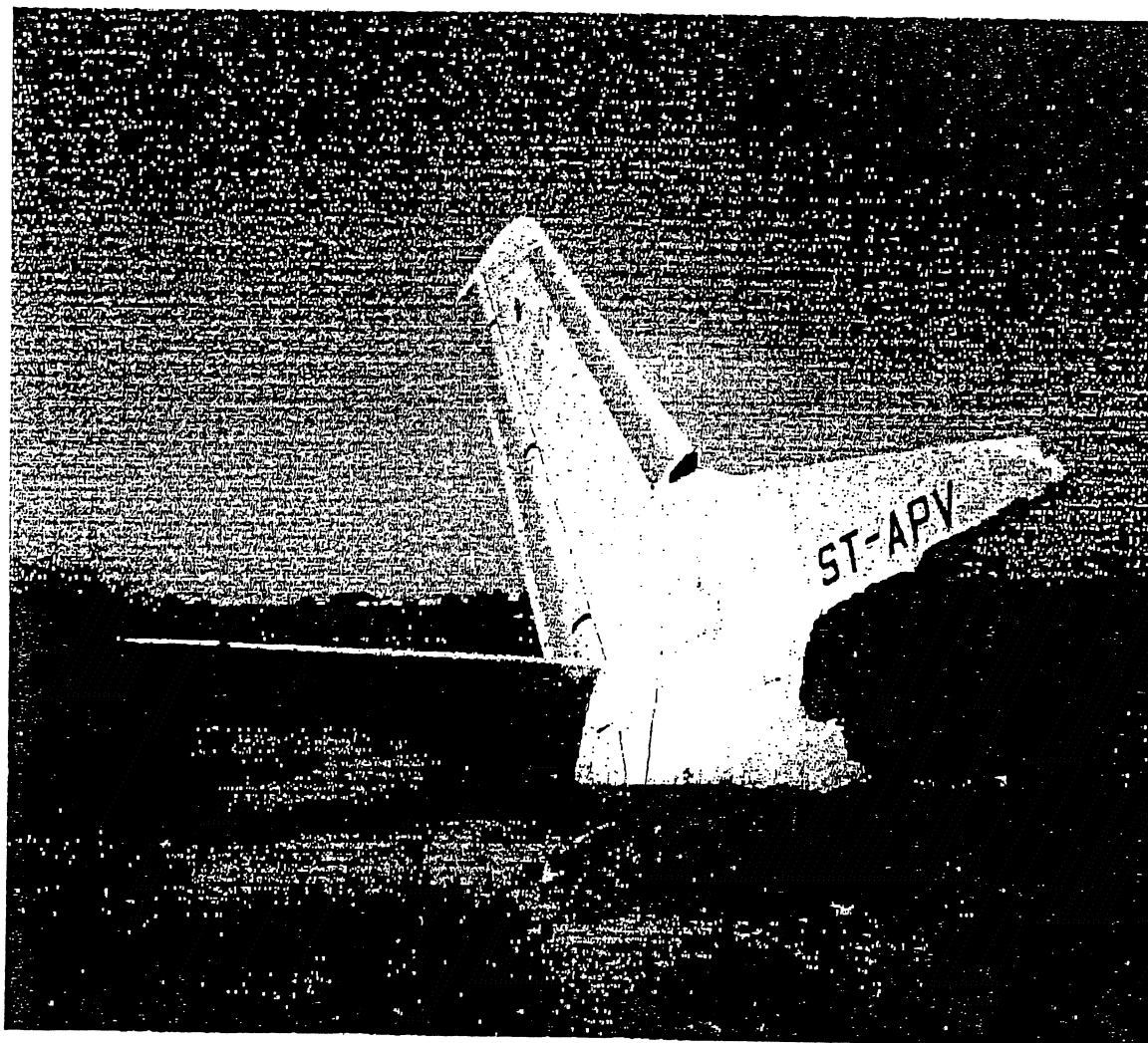
e) En Bosnie, où l'expression « épuration ethnique » a été utilisée pour la première fois, l'État avait pour politique de déplacer les Croates et les musulmans de tous les territoires occupés par les Serbes de sorte que ceux-ci soient libérés de la présence d'autres communautés ethniques ou religieuses³⁶.

6. Ainsi que nous l'avons fait observer au début du présent rapport, les conflits tribaux et la lutte pour les ressources, ainsi que d'autres facteurs, continuent de caractériser dans une large mesure les relations entre groupes tribaux dans le Darfour. Malgré sa politisation, le conflit actuel ne fait pas exception à cette règle. Les meurtres commis et les blessures occasionnées sont les mêmes que ceux qu'a connue la région dans le passé, à la différence que le conflit actuel a pris une dimension sans précédent. Compte tenu du fait que ce conflit est né d'une lutte pour les ressources, la Commission estime que les combattants des deux bords n'ont pas

cherché à détruire l'adversaire en raison de son appartenance religieuse, raciale, ethnique ou nationale.

7. Il a été établi que les attaques de l'opposition armée contre des positions des forces armées et des postes de police, notamment à la suite de l'agression contre les villes d'El Fasher et de Kutum, ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres et déclenché les affrontements³⁷, le Gouvernement ayant décidé en conséquence de riposter militairement à ces attaques. Il y a lieu de noter ici que les groupes armés ont indiqué avoir attaqué l'armée régulière pour des raisons politiques qui dépassent les problèmes habituels que connaît le Darfour.

8. À l'occasion de son enquête, la Commission s'est rendue dans la plupart des villes et villages qui ont été le théâtre d'affrontements armés dans le but de vérifier l'existence de fosses communes ou de sépultures signifiant qu'il y a eu génocide. Elle a aussi entendu, sous la foi du serment, des témoins habitant dans ces régions³⁸. Elle a conclu que les allégations faisant état de l'existence de fosses communes renfermant un grand nombre de cadavres sont dénuées de tout fondement. Elle a cependant découvert des sépultures fraîchement creusées renfermant, selon les témoins interrogés à Kaylik, Chetaya, Tanko, Deleij, Labdo, les dépouilles des personnes tuées au cours des événements précités, dont un grand nombre de policiers qui avaient résisté aux assaillants, qui appartenaient à des tribus arabes et autres³⁹. La Commission fait observer que les tombes situées à Lebdo, dans le Darfour-Sud, renferment, selon les chefs de la tribu des Barkad, les restes des membres de la tribu qui ont été liquidés par la résistance armée⁴⁰.



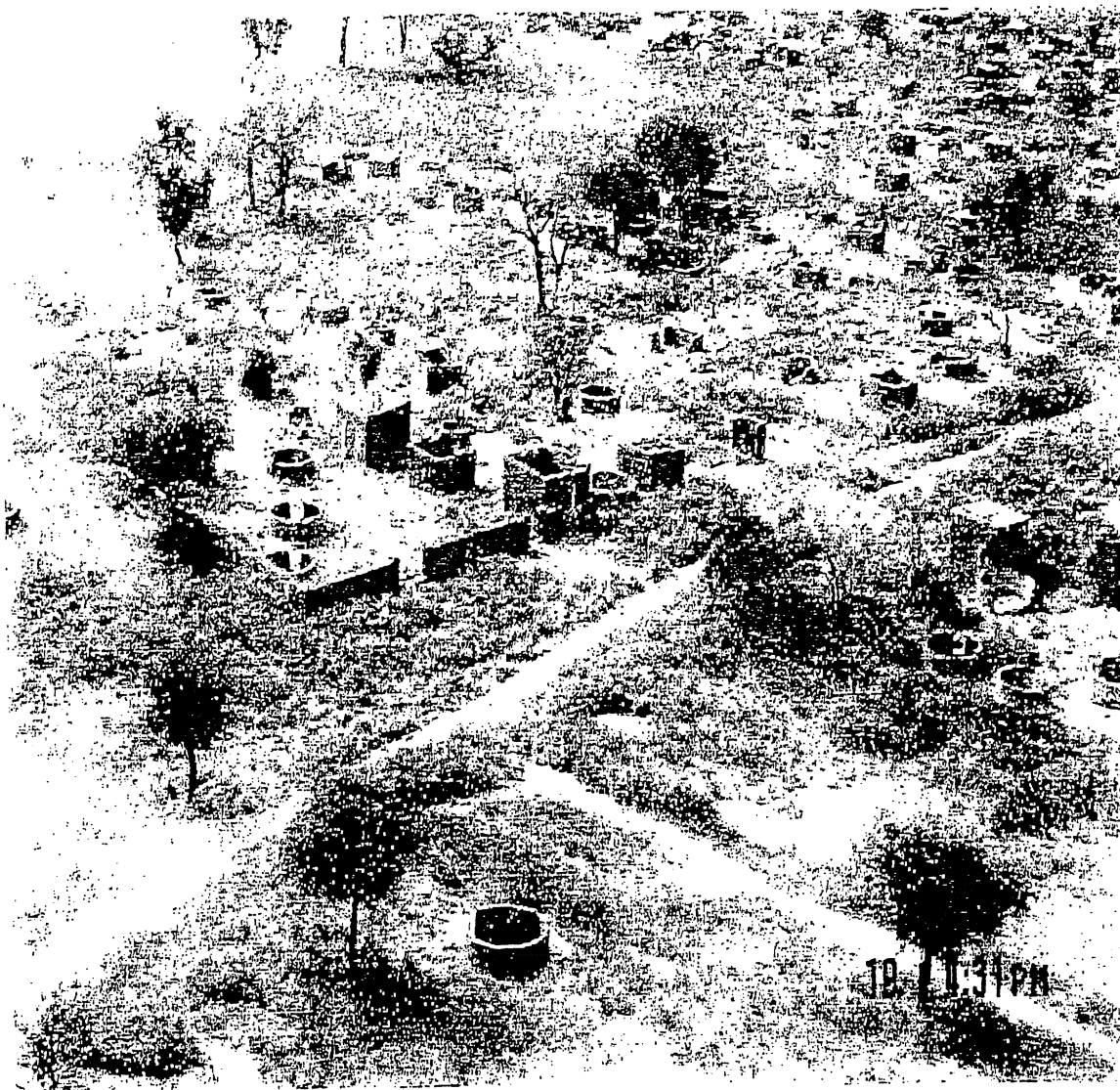
Vue des dégâts occasionnés à l'aéroport d'El Fasher

La Commission n'a pas trouvé trace de fosses communes au Darfour-Ouest. Elle y a cependant relevé que plusieurs villages avaient été incendiés³⁹.

9. Selon des témoins de la commune de Kass, la ville de Kaylik avait été assiégée par des groupes arabes armés, après que des citoyens fuyant les exactions commises par ces groupes dans les villages de la circonscription de Chetaya dont Chetaya, Mouanki, Tadari, Aibou, Kort et Abrom, y ont trouvé refuge. Ce siège a provoqué la mort de nombreux résidents de tous âges. La Commission a enquêté sur cette accusation grave et s'est rendue deux fois dans les villages rattachés à la commune de Kass. Lors de sa première visite, en septembre 2004, elle a entendu le Chartay Mohamed Mohamed Siraj du village de Chetaya et Adam Ahmed Choukar du village d'Abrom. Au cours de sa seconde visite, en décembre 2004, elle a recueilli

les témoignages d'Adam Mohamed Adam Tella du village de Kort, d'Omar Ibrahim Abdelkrim du village de Tikro et du lieutenant de police Tijani Ali Abbas. Après avoir vérifié et analysé les renseignements recueillis, la Commission a conclu que cette région avait été le théâtre de conflits tribaux permanents depuis le milieu des années 90 et que la situation s'était aggravée ces dernières années du fait de la recrudescence des pillages et du racket, avant de dégénérer gravement à la suite du meurtre de trois membres de tribus arabes locales. Une conciliation a ensuite été tentée entre la tribu des Four et les autorités locales sans succès, ce qui a poussé des groupes armés appartenant aux tribus arabes (Béni Helba et Salamat) à attaquer certains villages Four et à se livrer au racket, notamment sur la route reliant Kass à Nyala. La police, qui n'était pas partie au conflit, a tenté de repousser les assaillants et d'évacuer les habitants vers des zones plus sûres. Elle a cependant dû faire face à une forte résistance des groupes arabes armés, ce qui a coûté la vie à 22 policiers. La Commission s'est rendue sur les lieux où ces policiers ont été inhumés. Elle a, en outre, conclu que le maire de Kass, Ahmed Ankabou, a mal apprécié la situation en interdisant aux citoyens de quitter la zone des troubles pour, selon certains témoins, assurer la stabilité de la population et éviter des déplacements massifs vers Kass qui avait déjà accueilli un grand nombre de personnes. Selon d'autres témoins, le maire de Kass aurait carrément interdit aux citoyens de quitter la région^{37, 39}.

La Commission s'est rendue aux cimetières de Kaylak et de Chetaya et a pu déterminer qu'une cinquantaine de policiers et de citoyens, dont des enfants, avaient été tués, ce qui contredit les déclarations de l'agent de police Adam Tahar Ahmed, selon lequel il y aurait eu 300 morts, et celles du sergent de police Ahmed Abdallah Abdelrassoul, qui avait parlé d'environ 150 morts.



Vue des dégâts occasionnés dans la région de Chetaya (commune de Kass)

La Commission a conclu que des événements sanglants avaient eu lieu dans la région et que des groupes armés arabes avaient érigé des barrages sur les routes pour empêcher la population de fuir, ce qui avait causé la mort d'une cinquantaine de personnes de la tribu des Four, de trois personnes appartenant à des tribus arabes et de 22 policiers. La Commission affirme que des citoyens ont été assiégés pendant

plusieurs jours avant d'être conduits dans des véhicules de l'État dans des camps de réfugiés à Kass et Nyala. Ces événements ont été provoqués par des conflits tribaux et les policiers, peu nombreux, n'ont pas été en mesure de maintenir l'ordre dans la région. Le siège n'ayant duré que quelques jours et n'ayant ni affecté les conditions d'existence des citoyens ni eu pour effet de détruire un groupe, en tout ou en partie, la Commission conclut qu'un des éléments constitutifs du génocide fait défaut. Il a été établi que les forces de police ont réussi à faire lever le siège, évitant ainsi que les conditions de vie des citoyens ne se détériorent. Selon les informations recueillies, aucune autre ville et aucun autre village du Darfour n'ont été assiégés aux fins de destruction, en tout ou en partie, d'un groupe particulier.

10. La Commission a recueilli de nombreux témoignages au sujet des incendies de villages dans le Darfour, notamment le Darfour-Ouest. Elle n'a cependant aucune preuve que des citoyens ont péri dans ces incendies.



Vue d'un village incendié dans la région de Wadi Saleh

11. De ce qui précède, la Commission conclut que les meurtres perpétrés dans les trois États du Darfour ne qualifient ni le génocide ni des massacres. De plus, il n'est pas établi qu'un groupe racial, ethnique ou religieux dans les États du Darfour ait été soumis à des conditions d'existence de nature à entraîner la disparition d'une grande partie de ses membres.

12. Il est nécessaire de déterminer si les meurtres qui ont effectivement été perpétrés s'inscrivaient dans la commission d'un génocide. Pour cela, il faut rechercher si l'élément moral de l'infraction est présent. Ainsi qu'il est dit plus haut, l'intention criminelle peut se déduire de preuves circonstancielles ou indirectes. Il ressort de la jurisprudence (voir par. 5 du présent chapitre) que l'intention criminelle se déduit des décisions et politiques d'État annoncées par le gouvernement. La Commission a établi que les attaques menées par le Gouvernement soudanais étaient une réponse à celles lancées par l'opposition armée et que cette réponse ne procédait pas d'un plan ou d'une politique bien arrêtés. Ayant examiné les délibérations des comités de sécurité des États du Darfour, la Commission n'y a pas trouvé de décisions ou de directives à l'intention des forces régulières tendant à l'extermination ou à la destruction d'un grand nombre d'éléments d'un groupe racial, religieux ou ethnique donné.

13. Force est de dire une fois de plus que les événements sanglants du Soudan se distinguent des faits dans les précédents évoqués plus haut en ceci que les opérations armées menées par le Gouvernement soudanais n'obéissaient pas à une politique précise, à la différence des précédents cités en exemples; mais étaient une riposte aux attaques lancées contre les forces régulières. De plus, le Gouvernement a tenté à plus de 10 reprises de régler le conflit par des moyens pacifiques (voir par. 4, chap. IV). Or, une partie à un différend qui recherche la paix ne peut avoir l'intention d'exterminer l'autre partie.

14. Cela étant, la Commission considère que le crime de génocide n'a pas été établi.

15. Cette constatation est étayée et corroborée par des opinions émanant de la communauté internationale. Bien que celles-ci ne reposent pas sur des éléments de preuve ni des dépositions, nous en reproduisons quelques-unes ci-après :

a) Dans une déclaration publiée par le journal *Al-Bayan* (Émirats arabes unis) du 25 septembre 2004, le Président du Nigéria et Président de l'Union africaine, Olusegun Obasanjo, a rejeté la qualification de génocide donnée aux meurtres au Darfour, alors qu'il n'est pas prouvé que le Gouvernement soudanais était impliqué dans un acte caractérisé de génocide racial. Il a ajouté : « Nous devons prendre le soin d'utiliser les termes appropriés, à ce stade rien ne prouve que le Gouvernement soudanais a pris la décision et donné pour instructions à ses combattants d'exterminer un groupe de population; selon nous, on n'est pas en présence d'un génocide; il y a un conflit et la violence règne, mais on ne peut pas parler de génocide⁴¹ ». Le Président Obasanjo a tenu ces propos sur la chaîne de télévision américaine CNN le 3 décembre 2004 à la fin de sa visite à Washington, se refusant à voir un génocide dans les événements au Darfour⁴². Il est étonnant que M. Ruud Lubbers, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ait déclaré que Washington n'est pas seule à qualifier de génocide ce qui se passe au Darfour, ajoutant que c'était aussi l'opinion du Président de l'Union africaine, le Président Obasanjo, et du Conseil de sécurité⁴³, quand on sait ce qu'a déclaré le Président Obasanjo et ce qui est dit dans les résolutions du Conseil de sécurité;

b) Un certain nombre de spécialistes européens des affaires humanitaires comme Marc Lavergne, spécialiste du Soudan⁴⁴ au Centre national de la recherche scientifique à Paris, ont réfuté les allégations de génocide et de nettoyage ethnique. Selon une information parue dans le journal *The Times* (Londres) du 26 juillet 2004, l'armée protège les villes et les forces de police font de même. Toujours selon *The Times*, le port d'arme au Darfour est aussi courant que le fait de porter un sac à main pour les femmes à Oxford Street; il est difficile de rassembler des armes dans une région de 510 650 kilomètres carrés où il n'y a pas de routes asphaltées; et à Nyala, dans le Darfour-Sud, 12 éléments janjaouid (milices arabes armées) étaient jugés pour participation à des infractions allant du vol au meurtre en passant par le viol; le Gouverneur du Darfour-Nord avait informé le journal que les forces de police, l'armée et les forces de sécurité menaient une campagne contre ceux que l'on nommait les Janjaouid et 400 d'entre eux ayant été arrêtés au cours de recherches effectuées par hélicoptère⁴⁵;

c) La prestigieuse revue médicale britannique *The Lancet* a publié une étude scientifique réalisée dans les districts de Zalingey, Murnay, Niertiti et Geneina par une équipe scientifique française sous la direction d'Evelyn de Pootère qui est à la tête du groupe médical français Épicentre et des experts de Médecins sans frontières, d'où il ressort que les événements se déroulant dans les États du Darfour loin de constituer un génocide peuvent être décrits comme une catastrophe démographique. Entre avril et juillet 2004, l'équipe qui a réalisé l'étude s'est entretenue avec 3 000 familles⁴⁶;

d) Le journal *The Observer* (Grande-Bretagne) du 3 octobre 2004 a cité des agents des organismes humanitaires internationaux au Darfour qui avaient déclaré que les États-Unis d'Amérique exagéraient l'ampleur de la tragédie humanitaire dans cette région et que le Gouvernement américain avait présenté un rapport partial en vue de justifier son dessein de changer le régime. Un rapport publié par l'ONU vient contredire la thèse du Gouvernement américain concernant l'ampleur de la catastrophe alimentaire. De même, selon le journal, un fonctionnaire lui a confié ceci : « à l'évidence, certains États trouvent un plaisir à présenter les choses sous un mauvais jour, mais assurément ils n'ont pas pensé aux conséquences. Je ne sais pas quel est le but recherché par Colin Powell, mais parler en l'occurrence de génocide pour se défendre de vouloir faire quoi que ce soit c'est vider le terme génocide de son sens⁴⁷ ». Toujours selon le même article, les travailleurs humanitaires s'étonnaient de voir que le Darfour faisait l'objet de tant d'attention alors qu'il sévissait des crises tout aussi graves et dramatiques dans le nord de l'Ouganda et dans l'est du Congo⁴⁸. Le Président Yowori Museveni de l'Ouganda avait vivement critiqué les déclarations faites par Jan Egeland, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, qui avait appelé la communauté internationale à faire porter ses efforts sur le nord de l'Ouganda, où quelque 2 millions de personnes vivaient dans des conditions inhumaines du fait de la guerre opposant le Gouvernement ougandais et l'Armée de résistance du Seigneur⁴⁸.

e) De même, la délégation de l'Union des docteurs arabes qui s'est rendue dans le Darfour du 13 au 22 août 2004⁴⁹ a nié dans son rapport l'existence de nettoyage ethnique, de génocide et de viols organisés au Darfour, reprochant à ces accusations d'être politiques, de n'être étayées par aucune preuve scientifique et d'être dénuées de tout fondement. De même, dans son rapport, la délégation de l'Organisation de la Conférence islamique qui s'est rendue dans le Darfour du 5 au 8 juin 2004 dit n'avoir rien trouvé qui prouverait l'existence de « la pire situation

humanitaire du monde » ni une situation comparable en quoi que ce soit avec le génocide et le nettoyage ethnique qui avaient été fort bien documentés au Rwanda en 1994⁵⁰. Une délégation des associations professionnelles arabes qui s'est rendue au Darfour est parvenue à la même conclusion⁵¹.

f) Akbar Muhammad, représentant spécial du dirigeant de la Nation de l'Islam, qui s'est rendu au Soudan en octobre 2004 en tant que membre d'une délégation de la coalition « Give Peace a Chance », a déclaré lors d'une conférence de presse donnée par la délégation de la coalition à son retour à Washington que la délégation venait de rentrer du Darfour où elle avait visité des camps et rencontré des responsables de l'État, l'opposition et des agents d'organisations humanitaires et n'avait trouvé aucune preuve autorisant à voir comme le Gouvernement des États-Unis un génocide dans ce qui se passait au Darfour. Il a déclaré que certains militants avaient cherché à rallier Louis Farrakhan à leur campagne contre le Soudan, mais que celui-ci avait refusé et avait proposé qu'une délégation soit envoyée en vue d'établir les faits. Selon Akbar Muhammad, des groupes qui auraient un dessein précis s'étaient emparés de la question du Soudan. Ces groupes avaient déjà prétendu que l'esclavage était pratiqué au Soudan, calomnies qui avaient été non seulement rejetées mais réfutées par la presse américaine et britannique. Toujours selon lui, la campagne contre le Soudan voudrait faire croire que ce qui se passait au Soudan était une lutte entre Arabes et Africains en vue d'enflammer la sensibilité historique des Afro-Américains⁵².

g) Le journal *Alwan* (Arabie saoudite) du 27 novembre 2004 a rendu compte d'un plan juif ourdi par l'organisation Jewish World Watch visant à lancer une deuxième campagne de soutien au comité de surveillance des temples juifs dans le monde afin de mobiliser un soutien et des fonds pour le programme Sudan Relief Fund pour venir en aide aux victimes du nettoyage ethnique au Soudan⁵³. La première campagne avait été lancée en février 2004 par le Musée mémorial de l'holocauste à Washington, avec la participation de Jemera Rone, chercheuse spécialiste du Soudan, à la Section Afrique de l'organisation Human Rights Watch²⁰.

16. Si on avait exterminé autant de personnes qu'il a été allégué, il y aurait forcément eu des fosses communes qu'il serait donné à tout observateur de voir. Ayant examiné cette question, la Commission n'a pas trouvé la moindre trace de preuve. Quant aux fosses communes dans la région de Labdu (Darfour-Sud) dont on a beaucoup parlé récemment, selon les dirigeants de la tribu des Bargad dans cette région, elles contiendraient les restes des membres de la tribu tués par les rebelles⁴⁰.

17. S'agissant des allégations de génocide envisagées au regard de l'histoire des différends dans le Darfour (chap. XV et XVI), la preuve n'en est pas rapportée à en juger par le nombre de personnes tuées et déplacées dans le contexte de la rébellion en cours. Pendant le séjour de la Commission au Darfour, des heurts entre deux tribus, les Rizeigat et les Maalia, toutes deux de souche arabe, ont fait 37 morts. Il en sera ainsi au Darfour jusqu'à ce que l'on parvienne à un règlement politique qui satisfasse les exigences des différentes parties et éliminent complètement les causes de ces différends.

18. D'aucuns considèrent que le crime de génocide peut-être commis par différents actes, tels que le nettoyage ethnique, le transfert forcé ou le viol; qui qualifient le génocide dès lors qu'ils revêtent un caractère massif. La Commission ne remet pas en question cette thèse encore qu'il ressort des faits examinés et constatés que les accusations de viols massifs et prémédités n'avaient pas été

étayées et qu'il n'y a pas eu de transfert forcé ou de nettoyage ethnique à en juger par les principes convenus.

19. Bien que de graves violations des droits de l'homme aient été commises par toutes les parties dans le Darfour, la Commission considère, au vu des informations dont elle avait été saisie et des critères internationaux, ainsi que des précédents historiques, que le crime de génocide, dont les éléments constitutifs sont définis plus haut, n'a pas été établi.

20. Il convient d'évoquer un certain nombre de questions car elles se rapportent aux circonstances, comme indiqué ci-après :

a) La plupart des membres des forces armées soudanaises, en particulier dans l'infanterie, appartiennent aux différentes tribus du Darfour^{12,20} et on voit mal comment les membres de ces forces obéiraient à l'ordre d'exterminer les leurs. De toute façon, on n'a pas enregistré de cas d'insubordination dans l'armée soudanaise à ce jour;

b) Les membres des tribus qui auraient été victimes d'un génocide au Darfour sont présents à tous les échelons des forces du Gouvernement fédéral et des États et continuent d'occuper des postes de responsabilité de haut niveau dans tous les organes de l'État fédéral. La tribu étant au Soudan dans son ensemble et au Darfour en particulier la principale source de soutien politique, il est inconcevable que les membres d'une tribu qui a été prise pour cible puissent conserver leur poste gouvernemental;

c) Les délégations gouvernementales aux négociations avec les mouvements armés comprennent un certain nombre de membres des tribus qui auraient été victimes de génocide. La société étant d'essence tribale, cela défierait le bon sens. Ainsi, les membres de la délégation gouvernementale aux négociations à Addis-Abeba appartenaient à différentes races et étaient originaires du Darfour, à l'exception du chef de la délégation;

d) Toutes les tribus du Darfour sont fermement convaincues qu'il serait inconcevable pour l'une d'entre elles de massacrer une autre tribu, du fait de la véritable coexistence pacifique qui règne entre elles, de leurs intérêts communs et des lignages établis entre les tribus depuis de nombreux siècles¹², ce qui est consacré dans le préambule des résolutions de toutes les conférences de paix qui ont été convoquées au Darfour⁵⁴;

e) Les personnes déplacées en quête de sécurité et d'assistance humanitaire ont gagné les centres de population sous contrôle gouvernemental. Quant à ceux qui se sont réfugiés au Tchad, ils l'ont fait soit parce qu'ils étaient éloignés des centres de population en question, soit parce que les routes étaient dangereuses ou encore parce qu'ils n'avaient pas de moyens de transport pour s'y rendre. Il est inconcevable que les habitants se réfugient auprès de personnes qui veulent les exterminer ou les vouent au nettoyage ethnique. De plus, les camps de déplacés accueillent les membres de différentes tribus du Darfour appartenant à différentes races (camp d'Abou Shouk, camp de Mawsih)⁵⁵.

XIV. Article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 – bombardement et mise en danger des civils

La Commission des juristes du Darfour a présenté un mémorandum à la Commission, alléguant que les forces armées soudanaises avaient bombardé la région de Habila dans le Darfour-Ouest et le village d'Umm Shujairah dans le Darfour-Sud, blessant un certain nombre de civils en ces lieux. Par ailleurs, selon une information publiée par Human Rights Watch le 4 juillet 2004, les villages de Tunfuka, Urum, Tulus, Andanga et Hajar Baydha avaient été bombardés⁵⁶.

21. Compte tenu de ces accusations, la Commission a interrogé le commandement de la région ouest des forces armées soudanaises à El Fasher et a entendu les représentants de l'état-major des forces armées soudanaises. Leurs témoignages peuvent se résumer comme suit :

a) Les opérations qui ont été menées s'inscrivaient dans le cadre d'une guerre entre des forces régulières entraînées et des éléments de l'opposition armée qui se cachaient dans les villages d'où ils lançaient des attaques contre les forces armées. Ils prenaient aussi pour cible les civils, les installations publiques, les hôpitaux et les convois de secours;

b) Les forces armées n'utilisent d'avions de combat ou d'hélicoptères que conformément aux règlements militaires, comme précisé ci-après :

i) Après analyse de la situation et de l'objectif, toute décision prise doit obéir à des exigences militaires et à la nécessité d'épargner les civils lors des opérations militaires;

ii) Si les aéronefs sont utilisés conformément aux règlements, on a recours à la force la plus réduite possible qui cause le moins de pertes civiles possible;

iii) L'utilisation d'aéronefs est soumise à des considérations de coût et une attaque ne peut être menée contre un village contenant un objectif réduit au moyen d'un aéronef qui est d'un usage coûteux;

iv) La prise de la décision d'attaquer tout endroit et d'utiliser telles ou telles armes relève du commandant général, du chef d'état-major et des commandants des zones d'opérations; le commandant opérationnel prépare son plan qui est approuvé par le commandement général, mais c'est le commandant de la zone qui en dernier ressort prend la décision d'attaquer dans le cadre des opérations au jour le jour sur le terrain.

2. Néanmoins, les forces armées reconnaissent qu'un petit nombre d'erreurs ont été commises, qui ont provoqué des pertes et des dommages à Habila (Darfour-Ouest), Umm Gozin et Tulus (Darfour-Nord) et Wadd Hijam (Darfour-Sud); et ce parce qu'il était extrêmement difficile de distinguer entre les lieux où des personnes armées se trouvaient et ceux abritant des civils.

3. Il ressort des éléments d'information communiqués que toutes erreurs donnent lieu à enquête immédiate, les dommages étant déterminés et une indemnisation versée pour les dommages causés aux biens, et l'argent du sang versé directement aux héritiers des victimes⁵⁷.

4. L'article 3 commun aux Conventions de Genève fait obligation aux parties à un conflit armé de s'abstenir de porter atteinte à la vie et à l'intégrité corporelle et prohibe notamment le meurtre sous toutes ses formes. Les forces armées ayant reconnu que des civils avaient été tués lors d'attaques contre des positions où se cachaient des éléments de l'opposition armée, l'article susmentionné a été violé. La Commission considère que les dommages-intérêts versés calculés d'après le faible pourcentage de tués par erreur sont inacceptables en droit, mais que les forces armées ont pris les mesures qui convenaient en enquêtant sur les bombardements effectués par erreur et en indemnisant les familles des victimes et les blessés.

5. On reproche aux forces armées d'avoir sollicité le concours des Forces de défense populaires. Les forces armées ont reconnu qu'elles avaient eu recours aux Forces de défense populaires et avaient fait appel à elles sur ordre de leur commandant général, ce qui était conforme aux dispositions de la loi relative aux Forces de défense populaires. Les forces armées ont déclaré qu'elles avaient formé et armé les Forces de défense populaires. La Commission en conclut que toute erreur commise par les Forces de défense populaires à l'encontre de civils est imputable aux forces armées.

XV. Meurtres

Nombreux sont ceux qui ont évoqué des meurtres commis contre des civils durant le conflit armé au Darfour. Il s'agit par exemple de l'organisation américaine Human Rights Watch, d'Amnesty International, du Ministère de la justice du Soudan et de citoyens du Darfour, comme le docteur Hassan Hud et Cheikh Hamad Abdullah de Kutum et l'écrivain Hussein Adam Al-Hajj, des forces armées du Soudan dans un rapport du 8 juin 2004, de la Commission des juristes du Darfour et du responsable de l'organisation américaine Save the Children devant la Chambre des représentants des États-Unis.

Il n'est pas douteux que le Gouvernement soudanais est représenté dans les organes qui, ainsi qu'il est dit plus haut, reconnaissent que des meurtres ont été commis. En outre, la Commission a dit clairement, en recherchant s'il y a eu crime de génocide, que de nombreux meurtres avaient été commis dans les trois États du Darfour à l'occasion du conflit armé opposant le Gouvernement aux différentes parties armées ou les parties armées les unes aux autres. La Commission a vu elle-même dans les trois États du Darfour les tombes des personnes tuées dans le conflit armé au Darfour. Toutefois, on l'a dit plus haut, la Commission n'a pas été en mesure de déterminer exactement le nombre de personnes tuées.

1. Le meurtre est une infraction réprimée par le Code pénal soudanais et le code pénal d'autres pays, qui devient un crime contre l'humanité si certains éléments qui ont été identifiés plus haut sont présents, par exemple si les actes de l'auteur ou des auteurs s'inscrivent dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre un groupe de civils. Il est à distinguer du crime de génocide qui consiste dans la destruction d'un ou plusieurs groupes protégés, à savoir des groupes ethniques, raciaux, religieux ou nationaux.

La Commission doit examiner les preuves dont elle a été saisie pour rechercher si les attaques perpétrées à de nombreuses occasions durant les événements dans le Darfour étaient systématiques et généralisées, et dirigées par le

Gouvernement soudanais contre tout groupe armé ou par tout groupe armé contre le Gouvernement soudanais ou par des groupes armés les uns contre les autres.

2. La Commission s'est rendue dans tous les États du Darfour en vue d'enquêter sur les faits et s'est entretenue avec des particuliers, des groupes et des responsables des États. Dans le Darfour-Nord, la Commission s'est rendue à Kutum, Mellit et El Fasher. Dans la localité de Kutum, qui se trouve au nord d'El Fasher et compte environ 200 000 habitants, dont 33 000 dans la ville de Kutum, des témoins ont déclaré sous serment que, le 1^{er} juillet 2003, des éléments de l'opposition armée avaient attaqué la ville, tuant un grand nombre d'éléments des forces régulières et de civils, détruisant le bâtiment de la garnison de l'armée et le commissariat de police et pillant le marché de Kutum. La Commission a également été informée que 18 officiers et soldats des forces armées et 3 civils avaient été tués. Cette attaque a été suivie d'une autre attaque le 5 août 2003, dont des témoins ont déclaré sous serment qu'elle avait été menée par un groupe armé dénommé « Janjaouid ». Vingt-quatre personnes avaient été tuées au cours de cette attaque et d'autres avaient été blessées, et au marché de Kutum des magasins avaient été pillés et brûlés. En ce qui concerne les villages situés aux alentours de Kutum, un homme et une femme avaient été tués à Fata Birno, 6 autres personnes à Amr Allah et 12 à Kadkakol. La Commission a constaté les dommages en les photographiant³⁸. Selon la Commission, il ressort clairement des témoignages que dans l'un et l'autre cas l'attaque d'envergure avait été planifiée.

3. Dans la localité de Mellit, qui compte environ 206 000 habitants dont la plupart sont membres des tribus Burti, Maidoub et Zayadiya qui vivent de l'agriculture, de l'élevage et du commerce transfrontalier, il a été prouvé à la Commission par des témoins qui ont déposé sous serment que l'opposition armée avait attaqué la ville de Mellit le 11 mai 2003, tuant 11 membres des forces régulières, 2 civils et le Directeur du bureau des douanes de la région. Le bâtiment de la garnison des forces armées avait été détruit et les biens et véhicules du bureau des douanes pillés. Les forces armées ont contre-attaqué et les écoles et les centres de santé de différentes parties de la localité de Mellit ont été détruits.



Après la destruction du commissariat de police de la ville de Kutum



**Vue des restes de la chambre forte du bureau des douanes de Mellit
après son pillage et sa destruction**

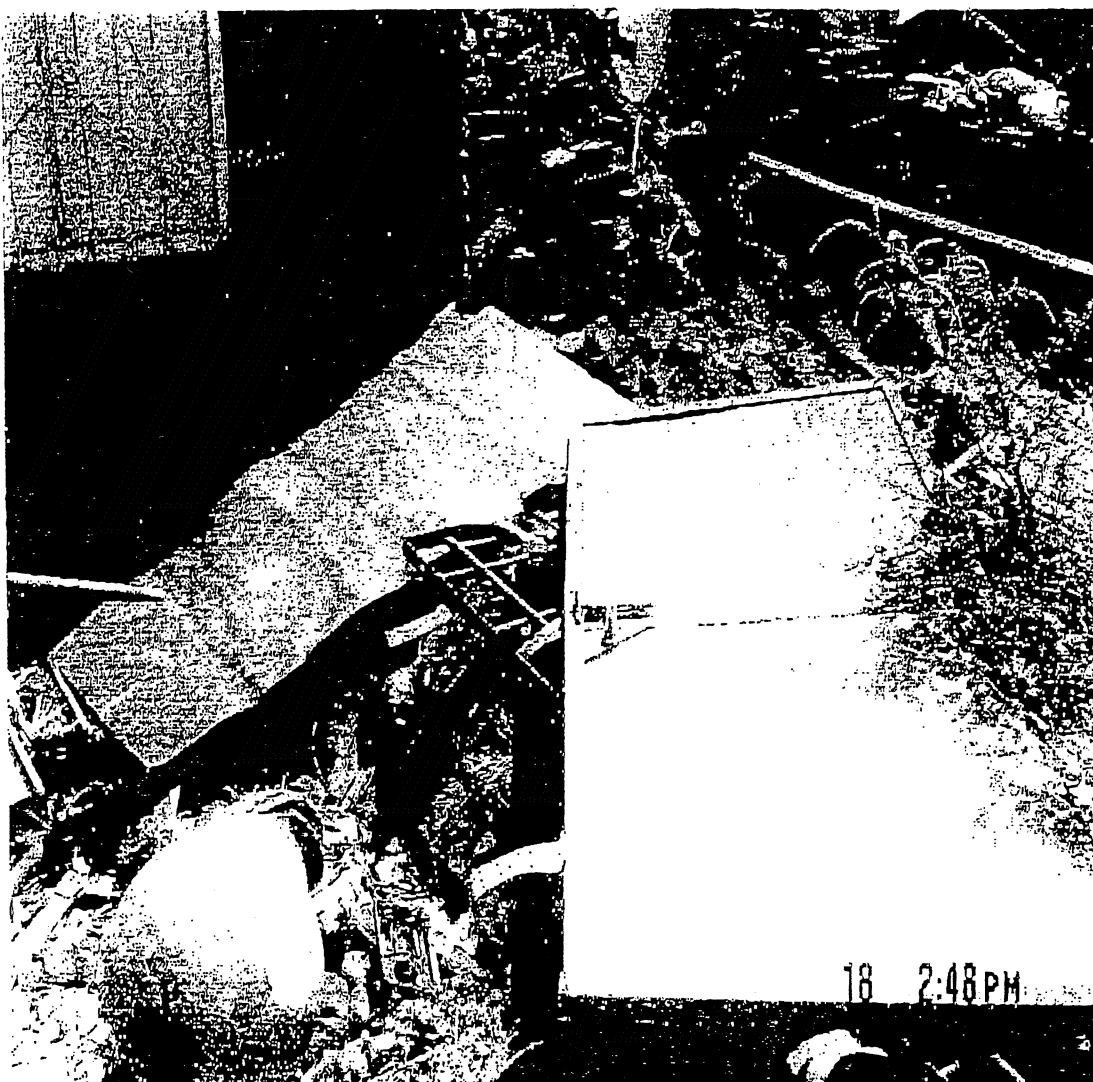
4. Dans la localité de El Fasher, la Commission a entendu sous serment plus de 15 témoins. Elle a aussi visité la région de Tawila, où on lui a confirmé que les forces armées de l'opposition avaient attaqué Tawila le 21 juillet 2003 et le 6 décembre 2003, faisant deux morts parmi les agents de police et deux morts parmi la population civile. De plus, des édifices publics avaient été pillés et détruits. Le 27 février 2004, les forces armées, appuyées par les forces de défense populaires, ont fait mouvement et ont mené des opérations de combat au cours desquelles 13 citoyens ont été tués dans la région de Tawila, neuf d'entre eux à proximité du village de Geli.

5. La Commission a entendu sous serment des membres des forces armées et des civils, qui ont déclaré que l'opposition armée avait attaqué la ville d'El Fasher le 25 avril 2003, faisant 72 morts parmi les officiers et les soldats des forces armées, 32 soldats étant portés disparus. Cette attaque est l'étincelle qui a déclenché un conflit armé généralisé entre toutes les parties.

Voici les résultats de l'enquête dans l'État du Darfour-Nord.

6. Dans l'État du Darfour-Sud, la Commission s'est rendue dans la ville de Boram, le district de Sania Deleiba et les villes de Kass, Shatayah, Abram et Kaylak. Durant ces visites, elle a recueilli sous serment les témoignages ci-après : l'opposition armée a lancé deux attaques contre la ville de Boram, qui compte environ 820 000 habitants, dont la plupart appartiennent à la tribu des Habbaniya. La première attaque a eu lieu le 13 mars 2004, la seconde le 22 mars 2004. Quatorze personnes ont été tuées durant la deuxième attaque – des membres des forces armées et des civils. Les forces armées ont riposté par une attaque aérienne, larguant des bombes par erreur sur le district de Wadahjam, faisant 48 morts parmi la population civile³⁸.

7. Dans le district de Sania Deleiba, un conflit armé a opposé les tribus de la région. La Commission a recueilli sous serment le témoignage de citoyens qui ont déclaré qu'un conflit armé avait opposé les tribus habitant la région dans le village de Sanya Deleiba, et que le village de Sanya Deleiba et les villages environnants avaient essayé des attaques armées de tribus arabes qui ont fait 18 morts.

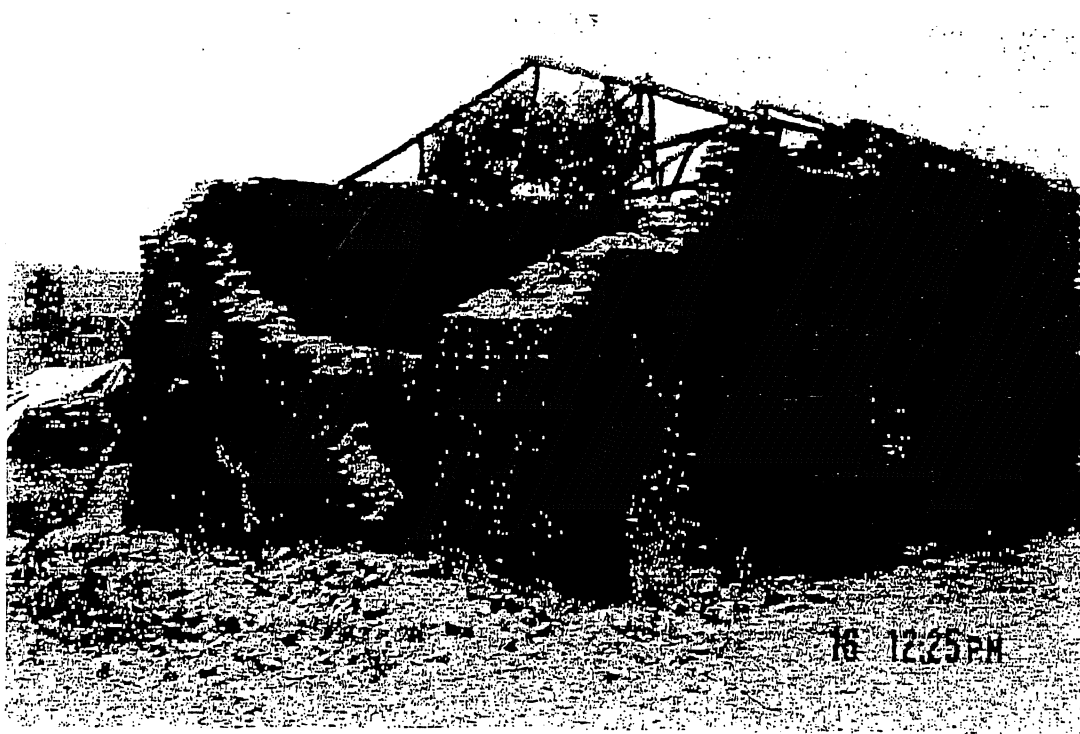


**Ruines de la Banque agricole à Burum à la suite de sa destruction
par l'opposition armée**

8. Dans la localité de Kass, des témoins ont déclaré sous serment que des groupes arabes armés qu'ils nommaient « Janjaouid » avaient attaqué les villages de la région situés à l'ouest de la ville de Kass. Cette attaque, qui avait eu lieu à la fin de 2002, avait fait des morts parmi les habitants de ces villages, sans autre précision quant à leur nombre. Le 1^{er} janvier 2004, ces groupes ont tué 26 personnes dans les villages de Tiranqu, Nabaqaya, Badu, Wasani et Sani, et six personnes ont été tuées le 15 avril 2004 dans le village de Nama. Le 7 février 2004, trois membres des tribus arabes ont été tués, ce qui a provoqué des attaques d'envergure contre les villages de Chatayah le 10 février 2004 et de Kaylak le 11 février 2004, qui ont fait de nombreuses victimes parmi les habitants appartenant aux tribus arabes. Les témoignages différaient concernant leur nombre : selon le témoin dénommé Shartai

(chef suprême) Muhammad Muhammad Siraj Idris, connu sous le nom de Siraj³⁸, 600 personnes ont été tuées dans la région auxquelles il fallait ajouter 400 autres personnes qui avaient été tuées dans le village de Kaylak par la maladie et la pénurie d'aliments dues au siège imposé par les groupes armés appartenant aux tribus arabes contre cette région. Le témoignage de Shartai Siraj n'a pas été corroboré. De fait, selon le dénommé Adam Salih Muhammad Atyam, 51 personnes avaient été tuées lors de différents incidents dans la région, tandis que, selon Adam Ahmad Shawqar, instituteur, neuf personnes au total avaient été tuées. Par ailleurs, la Commission a reçu des listes de personnes tuées établies par les maires et les chefs de certains villages d'où il ressort que le nombre de tués était de 347. De plus, la Commission a effectué des tournées dans la région le 19 septembre 2004 et n'a trouvé ni preuve de l'existence de fosses communes ni d'autres faits, ni proches de victimes ni témoins oculaires de massacres et déroulement des faits. Quant au décès de 400 personnes des suites de l'épidémie et des maladies dues au siège, la Commission n'en a pas trouvé la moindre preuve. De même, un témoin entendu ne se souvenait pas des noms des personnes tuées qu'il avait mentionnées dans son témoignage. S'étant rendue au cimetière dans les deux villages et après avoir évalué les témoignages susmentionnés, la Commission considère qu'il est probable que le nombre de personnes tuées ne dépasse pas 150.

9. Dans l'État du Darfour-Ouest, la Commission s'est rendue dans la ville de Kulbus et dans la région de Saliyah dans la commune de Kulbus et les villages de Arula, Daleij et Tenku dans la commune de Wadi Saleh et dans la ville de Jinyah. Elle a entendu de nombreux témoins, qui ont déclaré sous serment que la ville de Kulbus et les environs, dont la plupart des habitants appartiennent à la tribu Qamar, avaient été depuis août 2003 la cible d'un certain nombre d'attaques lancées par des groupes tribaux armés appartenant pour la plupart à la tribu des Zaghawa, attaques qui avaient fait 79 morts parmi la population civile et 87 morts parmi les forces régulières. De même, les groupes en question avaient pillé les biens des habitants et détruit le marché de Kulbus. Il convient de mentionner que, selon les témoignages recueillis par la Commission, les groupes tribaux armés bénéficiaient du soutien de certaines forces tchadiennes³⁸.



Vue des destructions causées par les milices arabes à l'un des bâtiments publics du village de Arula (commune de Wadi Saleh)

10. Dans la région de Salyah, dont la plupart des habitants appartiennent à la tribu des Masiriyat Jabal, la Commission a entendu sous serment un certain nombre de citoyens et a établi que l'opposition armée, le Mouvement Justice et Égalité, avait attaqué la région et que des groupes tribaux arabes armés avaient attaqué un certain nombre de villages dans la région. Durant tous ces incidents, 26 personnes avaient été tuées et des biens appartenant aux civils avaient été pillés.

11. Dans la région d'Arula et dans la commune de Wadi Saleh, des témoins ont déclaré sous serment que le 1^{er} août 2003, un groupe de l'opposition armée avait attaqué la région, tuant six membres des forces armées, et que cette attaque avait entraîné une contre-attaque des forces armées qui avaient poursuivi les forces de l'opposition. Vingt-six citoyens avaient été tués durant cette attaque³⁸.

12. Il ressort des témoignages recueillis sous serment que, dans le cadre d'une attaque d'envergure lancée en 2003 et 2004 par des groupes armés composés de membres de tribus arabes et non arabes, les forces armées et les forces de défense populaires, un grand nombre de citoyens et de membres des forces armées et de l'opposition armée ont été tués. De ces témoignages, la Commission conclut qu'il est probable que tous les groupes avaient planifié leurs attaques et que tous ceux qui avaient pris part à une attaque en connaissaient l'objectif. En conséquence, les attaques étaient organisées. Toutefois, la Commission n'a pu déterminer si l'attaque de tout groupe contre tout autre groupe visait à détruire en tout ou en partie un autre groupe ethnique, religieux ou racial. L'agression armée participait à la lutte que les parties se livraient les unes les autres dans un contexte d'insécurité totale.

À ce propos, la Commission considère que les meurtres qui ont été perpétrés durant la période considérée dans les zones en question constituent des crimes contre l'humanité, dont sont généralement responsables toutes les parties au conflit armé visées plus haut.

XVI. Exécutions extrajudiciaires

Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine et nul ne peut être exécuté ou privé de la vie, sauf si ce n'est qu'après prononcé d'un jugement définitif par une cour compétente. Ce droit est consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. L'Organisation mondiale contre la torture, l'organisation américaine Human Rights Watch, la Commission des juristes du Darfour et deux membres du Conseil national ont allégué que quelque 105 citoyens avaient été tués dans la région de Deleij après avoir été conduits à l'extérieur du village.

2. La Commission a enquêté sur cette allégation en se rendant dans la région de Deleij, où elle a entendu des témoins (le maire du village, Adam Isma'il Ahmad, adjoint du Shartai Ja'far Abd al-Hakam, et le sergent Jum'a Hassan Fadali, qui ont déclaré ce qui suit :

a) Le vendredi 5 mars 2004 au matin, Deleij a été entourée par la police militaire et l'armée ainsi que par des éléments des services de renseignement militaire et 105 à 110 personnes déplacées des villages voisins (Arula, Sufu, Kari, Qirtang, Kasildu et Zari) ont été arrêtées, dont trois chefs de village : Muhammad Suleiman, de Tenko; Adam Adam, de Furqu; Jadu Khamis Abd al-Karim, de Qaba;

Les personnes arrêtées ont été conduites au poste de police de Deleij par le chef des milices Fursan, Muhammad Ali Kushib et le lieutenant Hamdi du Service de renseignement militaire.

b) Les témoins ont appris que les personnes arrêtées avaient été tuées et enterrées sous la supervision du lieutenant Hamdi et du chef des milices Muhammad Ali Kushib, mais n'avaient pas été témoins des faits et ne disposaient d'aucun élément de preuve de nature à confirmer leurs dires, tel que le lieu où ces personnes avaient été enterrées. Il y a sept témoins de ces actes (qui n'ont pas comparu devant la Commission nonobstant les injonctions de celle-ci);

c) D'après le chef de village Adam Isma'il Ahmad, le chef de village Muhammed Suleiman avait été tué à Deleij³⁸.

3. La Commission s'est rendue en différents lieux dans la région de Deleij, mais elle n'a trouvé ni destructions ni traces d'incendie de villages ou de dommages aux cultures ou aux biens ni preuve de l'existence de tombeaux ou de lieux où avaient été enterrées les personnes tuées. Elle en conclut ce qui suit :



Vue du village de Deleij, septembre 2004

a) Il ressort des témoignages et observations des témoins, que le village de Deleij n'avait pas été l'objet d'une attaque et qu'il n'y avait aucune trace de feu ou de destructions à Deleij;

b) L'allégation faisant état de l'extermination de 105 personnes déplacées dans la région de Deleij n'a pu être établie;

c) Il y a des divergences quant au nombre de personnes tuées et aux lieux où elles ont été exterminées d'après les rapports susmentionnés. Le nombre varie entre 105 et 145, ce qui autorise à douter sérieusement de la fiabilité des sources, et en outre, tous les témoignages étaient des ouï-dire qui n'étaient pas acceptés par la Commission.

4. Ainsi, selon Human Rights Watch, le Mouvement de libération du Soudan avait attaqué la région, en particulier le village de Bandasi, qui compte 16 000 habitants, pillant le poste de police, s'emparant des munitions et des armes, tuant une des personnes arrêtées, qui était de souche arabe, et enlevant un homme d'affaires, ce à quoi la police avait riposté par une attaque. La région aurait aussi été le théâtre d'affrontements entre les parties au conflit.

5. L'élément de preuve fourni à la Commission à l'appui de cette accusation n'est pas tout à fait convaincant, encore que celle-ci ne puisse affirmer que l'accusation n'est pas fondée. Aussi, considère-t-elle que vu la gravité de l'allégation, il y a lieu d'ouvrir une enquête judiciaire; en effet, on est en présence d'une présomption sérieuse tenant en particulier au fait que deux personnes ont été désignées nommément et que sept témoins ont été identifiés par le chef du village Adam Al-Tahir Al-Nur, qui s'est engagé à les produire, ce qu'il n'a pas fait.

6. La Commission a recueilli le témoignage sous serment de Shartai Adam Ahmad Bakhit ci-après : un groupe de pilliers armés conduit par un certain Adam Qaqa a attaqué le village de Tenko et s'est heurté à la garnison des forces armées du village, qui les a contraints à prendre la fuite. Peu après, la garnison de Tenko s'est retirée à Garsila dans le cadre d'une opération de repli des petites forces dans la région, la raison étant qu'elles étaient à la merci d'attaques armées, livrant ainsi la région à l'insécurité. En octobre 2003, des milices arabes armées dites « Janjaouid » comprenant 250 hommes armés ont attaqué le bureau du chef du village Salala, tuant huit personnes, s'emparant de 796 têtes de bétail, et pillant les biens des habitants. Le 5 décembre 2003, les forces armées appuyées par les forces des Fursan ont effectué une opération de ratissage dans la région à la recherche d'éléments armés du Mouvement Justice et Égalité et du Mouvement de Libération du Soudan. Durant cette opération, avait-il entendu dire, n'ayant pas été présent dans la région, 100 personnes avaient été tuées. Cependant, le témoin a dit avoir lui-même enterré 30 d'entre elles³⁸.

Il avait aussi rencontré, le 17 janvier 2004, le chef du village de Tenko, Muhammad Suleiman Hamad, qui s'était rebellé contre le Gouvernement, et l'avait convaincu de se rendre en profitant de la grâce présidentielle prévue à cet effet, et l'aurait entretenu de la question. Toutefois, il apprendra par la suite du Directeur exécutif de Garsila, garnison des forces armées, que le chef de village Muhammad Suleiman avait été exécuté par les forces armées.

La Commission s'est rendue dans le village de Tenko et l'a trouvé entièrement brûlé. Elle n'y a trouvé personne si ce n'est une force de police qui y avait été dépêchée à la suite des événements.

Au vu des témoignages du Shartai Adam Hamad Bakhit et du lieutenant Sa'id Adam Uthman, la Commission conclut que tout avait commencé par une attaque contre le village de Tenko lancée par un groupe de pilliers armés dirigé par un dénommé Adam Qaqa à la fin de 2003, attaque à laquelle les forces armées avaient fait face. Après quoi, la garnison s'est retirée à Garsila. Ensuite, en octobre, il y a eu une attaque par des groupes armés arabes, qui ont tué huit personnes et ont volé 496 têtes de bétail et des biens appartenant à des civils. Suivront des opérations de ratissage menées par les forces armées à la recherche de membres de l'opposition armée. Celles-ci ont fait 100 victimes, à l'enterrement de 30 desquelles Shartai Hamad Bakhit a pris part.

7. Des témoignages susmentionnés, la Commission conclut qu'il y a des présomptions tendant à établir que le chef de village Muhammad Suleiman et d'autres personnes ont été tués dans les circonstances décrites plus haut. La Commission n'a pas définitivement retenu ces témoignages, car ils ne sont pas tout à fait convaincants. Aussi, recommande-t-elle qu'une enquête judiciaire soit ouverte au sujet de ces faits.

8. Dans l'État du Darfour-Sud, et plus précisément dans la ville de Boram, des citoyens ont accusé les forces de l'opposition armée d'avoir tué 14 personnes, blessées lors d'opérations militaires, qui étaient soignées à l'hôpital.

La Commission a enquêté sur cette accusation et a recueilli la déposition sous serment d'un assistant à l'hôpital de Boram, d'un autre citoyen dénommé Bashir Faruk et d'une personne employée dans la pharmacie, qui ont dit avoir vu des éléments de l'opposition armée tuer des blessés qui tentaient de s'enfuir de l'hôpital après l'attaque contre celui-ci et brûler vifs le lieutenant Mu'tazz et le caporal Jum'a sur une place à proximité de l'hôpital après les avoir arrosé d'une substance inflammable.

La Commission juge ces témoignages crédibles et en conclut que les forces de l'opposition ont tué et exécuté des blessés, ce qui constitue des exécutions extrajudiciaires.

9. Dans la ville de Kulbus, dans l'État du Darfour-Ouest, la Commission a entendu un certain nombre d'habitants de la région, qui ont déclaré en substance qu'environ 700 membres de la tribu des Zaghawa avaient attaqué le village de Batro, situé à l'est de la ville de Kulbus, et que dans cette attaque le Cheikh de Khalwah et quatre de ses étudiants avaient été brûlés vifs⁵⁸.

Pour enquêter sur l'accusation, la Commission a entendu sous serment cinq témoins et a pu établir que les personnes susmentionnées avaient été exécutées; elle en conclut qu'il y a effectivement eu l'exécution extrajudiciaire de citoyens du village de Batro.

Les citoyens Ahmad Muhammad Abd-al-Mawla, Isma'il Abkar Hassan, Ibrahim Muhammad Salih et Al-Nur Al-Hajj, tous de la région de Tawila, ont été entendus par la Commission. Certains d'entre eux ont déclaré qu'après l'invasion de la région par les milices et les forces armées, un groupe de la tribu des Kinnin avait enlevé 11 personnes de la région de Tawila et avait tiré ouvert le feu sur celles-ci, en tuant neuf.



Témoigné prêtant serment, Boram, septembre 2004

Les témoins en question ont confirmé leur accusation devant la Commission qui n'a été ni réfutée ni contredite par le moindre élément de preuve. La Commission en conclut que neuf personnes ont été l'objet d'exécution extrajudiciaire à Tawila.

11. La Commission a enquêté sur deux allégations portées sur une note des juristes du Darfour faisant l'objet du meurtre de quatre citoyens dans la localité de Geneina, par un officier des forces armées, le général Ahmad Abd Al-Rahim Shakart Allah. Des accusations analogues étaient portées contre ce même général (sans préciser le nombre de personnes tuées) dans le rapport publié en mai 2004 par Human Rights Watch.

La Commission a entendu le commissaire de Geneina, qui a dit n'avoir pas été au courant de l'incident ayant pris fonction peu avant l'arrivée de la Commission. Faute d'avoir pu, pour des raisons de sécurité, se transporter sur les lieux, la Commission n'a pas été en mesure de déterminer si les allégations étaient fondées ou non. En conséquence, elle estime qu'il y a lieu d'avoir une enquête judiciaire sur ces allégations.

XVII. Le viol constitutif de crime contre l'humanité

On a beaucoup parlé de cas de viol dans les médias internationaux. L'organisation International Crisis Group a accusé le Gouvernement soudanais et les milices d'avoir enlevé 16 étudiantes de la région de Tawila, dans l'État du Darfour-Nord⁵⁹ et Human Rights Watch a, dans son rapport publié le 7 juin 2004²², fait état de viols et de violences sexuelles commises sur la personne de 93 jeunes filles dans la région de Tawila, sans aller jusqu'à mentionner les noms des victimes. Selon ce rapport, le viol et les violences sexuelles avaient été le fait d'éléments des forces armées et de certaines milices. Cette accusation est reprise dans un certain nombre de rapports d'Amnesty International⁶⁰ et la Commission des juristes du Darfour a porté la même accusation, mais sans préciser le nombre des victimes ni leurs noms³².

1. L'État du Darfour-Sud :

La Commission s'est rendue dans la région de Tawila le 13 septembre 2004 et a entendu sous serment un grand nombre de témoins, dont le fonctionnaire d'administration Isma'il Omar Hussein, un certain Ahmad Muhammad Abd'al-Mawla, du village de Gelli et le commandant Al-Walid Al-Sharif Al-Imam, chef de l'unité de police.

Ces témoins ont dit en substance que le 28 février 2004, un certain nombre de femmes ont été violées dans la région de Tawila. Selon le témoin Ahmad Muhammad Abd'al-Mawla, alors qu'un certain nombre d'hommes et de femmes étaient rassemblés en dehors du village de Gelli, près de Tawila, deux personnes à cheval sont apparues et ont pris deux des filles, Fathiyyah Idris et Hawa Jum'a, qu'ils ont battues et violées devant le groupe.

2. La Commission a décidé de se rendre une deuxième fois à Tawila après avoir demandé à ceux qui étaient présents de demander à toutes les femmes qui allèguent avoir été victimes de viol ou de violences sexuelles de déposer devant la Commission. Le lendemain, quatre femmes se sont présentées à la Commission : la citoyenne Jum'a, âgée de 13 ans, du village de Nami; Fathiyyah Idris, âgée de 15 ans, du village de Gelli; Nariyah Abd'al-Rahman Hassan, âgée de 16 ans, de Hallah Kalmah; et Maryam Muhammad Adam, mariée, habitant Tawila³⁸.

La Commission a entendu aussi les témoins suivants : Ibrahim Muhammad Salih, le chef de village Muhammad Uthman Samin, Isma'il Abkar Hassan et le père d'une des filles qui avaient été violées, ainsi que les femmes qui avaient comparu devant elle. Les femmes ont dit avoir été violées. La Commission a fait appel à un médecin, le commandant de police Abd Al-Azim Hussein, qui après avoir procédé à un examen médical a dit avoir décelé des indices de rapports sexuels avec les femmes et filles en question. Selon des témoins, certains auteurs de ces actes appartenaient à la tribu des Kinnin, d'autres étant issus des tribus arabes qui accompagnaient les forces armées.

3. Le Ministre de la justice a chargé trois comités composés chacun d'une juge, d'une conseillère juridique et d'une femme officier de police d'enquêter sur les cas de viol. Les comités ont lancé des appels répétés dans les différents médias locaux du Darfour et ont effectué des visites sur le terrain, se rendant dans les camps de personnes déplacées dans les trois États du Darfour et demandant aux femmes et aux filles qui auraient été violées de les contacter. La Commission croit devoir retenir les conclusions des enquêtes menées par ces comités qui étaient neutres. De même, que des femmes aient siégé dans ces comités était de nature à encourager les femmes à parler des viols. Le Président et trois membres de la Commission ont participé à certaines des activités des comités pour s'assurer qu'elles obéissaient au mandat défini dans le rapport de la Commission.

Ayant entendu les victimes et prescrit leur examen par des médecins, la Commission établie par le Ministre de la justice a dégagé les conclusions suivantes⁶¹ :

4. État du Darfour-Sud :

Grâce aux enquêtes menées dans les camps susmentionnés dans le rapport, auprès de toutes les autorités compétentes concernées par la question, les comités créés par le Procureur général ont conclu que le crime de viol allégué revêtait un sens autre aux yeux des femmes, pour qui il y avait viol dès lors qu'elles étaient enlevées de force de leur maison, rudoyées, malmenées et battues. C'est ce qui ressort des déclarations faites par des femmes déplacées se trouvant dans les camps et est confirmé par les allégations faites par un certain nombre de femmes dans la ville de Kass, selon lesquelles elles avaient été violées alors que l'examen médical effectué conformément au formulaire pénal n° 8 ne révélait aucune trace de ce crime, mais plutôt des contusions sur le corps qui donnaient à penser qu'elles avaient utilisé le terme « viol » dans le sens de « coups ». La Commission conclut qu'il n'y a pas de cas de viol ou d'actes criminels visés à l'article 149 du Code pénal soudanais de 1991 commis en réunion ou par un auteur bien identifié. De plus, les cas relevés ne qualifiaient rien que des infractions courantes même dans les grandes villes sûres où règne la stabilité.

5. État du Darfour-Ouest :

Le rapport du Comité chargé d'enquêter sur les crimes de viol dit ce qui suit :

- a) Les allégations de viol sont déposées à titre individuel et ne sont pas le résultat d'opérations collectives;
- b) La plupart des allégations de viol sont portées contre X;
- c) Toutes les allégations de viol font état de crimes survenus à l'extérieur des camps;
- d) Lors d'une visite dans des camps, il a été établi que les crimes de viol n'étaient qu'allégations et rumeurs dont avaient entendu parler toutes les femmes dans les camps;
- e) Les femmes ignoraient le sens du terme « viol » faute d'en avoir été dûment informées.

6. La Commission considère que les cas de viol au Darfour évoqués dans le rapport d'Amnesty International en date du 8 mai 2004⁶⁰ avaient été signalés par des réfugiées soudanaises que l'organisation avait rencontrées au Tchad. De plus, les

témoignages recueillis par la Commission et évoqués dans son rapport n'étaient que ouï-dire, les noms des femmes faisant la déposition n'étant désignées que par leurs initiales. La Commission a fait cette observation juridique au représentant d'Amnesty International, qu'elle a rencontré à Khartoum. Dans un rapport publié par la suite le 19 juillet 2004 lors d'une conférence de presse tenue à Beyrouth sur le thème « le viol comme arme de guerre au Darfour », Amnesty International réitérera ces accusations⁶². La Commission considère que le rapport d'Amnesty International n'est pas crédible d'un point de vue strictement juridique. Il est frappant de noter que dans le rapport qui a été publié le 8 mai 2004, l'organisation conclut qu'elle n'est pas en mesure de dire si les faits survenus au Darfour qualifient le génocide ou s'il y a eu intention de détruire en tout ou en partie des groupes raciaux, religieux, ethniques ou nationaux⁶⁰.

Selon les critères dégagés par le droit international, comme il ressort de l'article 7 du Statut de Rome, pour qu'il y ait viol constitutif de crime contre l'humanité, il faut qu'il y ait introduction du pénis dans la vulve ou dans l'anus, même en présence d'agression sexuelle sous l'empire de la force. Ces éléments sont constitutifs du crime de viol dans le Code pénal soudanais. Cependant, le viol qualifié crime contre l'humanité se distingue par ceci que les actes de viol sont commis à une grande échelle en vue d'humilier la population à laquelle appartiennent les femmes violées et que tous ceux qui commettent le crime de viol agissent en connaissance de cause.

7. Les dépositions faites devant la Commission concernant les faits survenus à Tawila dans l'État du Darfour-Nord et les conclusions de l'enquête effectuées dans les États du Darfour-Sud et du Darfour-Ouest ne prouvent pas que des crimes de viol ont été commis à grande échelle selon un plan par un groupe précis contre un autre groupe. L'enquête a établi que des crimes de viol avaient été commis dans les États du Darfour, mais non de la façon ni avec l'ampleur évoquées par les médias et les organisations qui s'en sont fait l'écho. La Commission considère qu'il est probable que de vieilles querelles entre certaines tribus, la rancune et de vieilles rivalités étaient parmi les principaux motifs qui avaient conduit les différentes parties à commettre ces viols.

8. Les cas de viol dans les États du Darfour évoqués par les médias sont exagérés, ont terni la réputation de la population de la région du Darfour et même celle de l'ensemble de la population soudanaise et font fi des anciennes coutumes et traditions. Les accusations de ce type faites dans les médias internationaux ne contribuent pas à réparer le tissu social au Darfour.

9. Pour les motifs exposés plus haut, la Commission considère que des crimes de viol ont été commis et qu'ils devaient faire l'objet de poursuites devant les tribunaux compétents au Soudan; toutefois, les crimes de viol établis par la Commission ne constituaient pas un crime contre l'humanité conformément à la définition mentionnée plus haut.

XVIII. Transfert forcé ou nettoyage ethnique

Le nettoyage ethnique est connu depuis des siècles, mais cette expression est fort utilisée depuis les années 90 et la dernière guerre en Yougoslavie. Le XX^e siècle a connu des événements survenus dans de nombreux pays au cours desquels il y a eu un nettoyage ethnique, par exemple le nettoyage ethnique des Arméniens dans les

Balkans en 1922, l'expulsion des Polonais de la Russie blanche en 1932 et le nettoyage ethnique mutuel par les Grecs et les Turcs à Chypre en 1974³⁶.

1. De manière générale, le nettoyage ethnique s'entend du déplacement d'un groupe racial ou d'un groupe qui parle une langue ou dans lequel une culture donnée est prédominante depuis un territoire sur lequel il s'est légalement établi. Ce nettoyage ethnique s'effectue par la force en vue de substituer un autre groupe qui diffère du premier par la culture, la race, la langue ou la religion. Le nettoyage ethnique ne diffère guère du déplacement forcé, ce sont deux facettes d'une même réalité, mais l'expression « déplacement forcé » est utilisée depuis plus longtemps que l'expression « nettoyage ethnique ».

2. Le nettoyage ethnique a été longtemps associé à l'idée de formation de l'État-nation, pour que l'État soit homogène, non hétérogène dans sa culture et sa religion. Cette idée appelle nécessairement le rejet d'une société pluraliste.

3. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a déclaré que le nettoyage ethnique constituait un crime contre l'humanité; l'article 7 du Statut de Rome porte que le transfert forcé de population constitue un crime contre l'humanité.

4. Une accusation de déplacement forcé figure dans le rapport de l'organisation américaine Human Rights Watch²² du 7 juin 2004, dans lequel il est allégué que la population de plus de 36 villages dans le Darfour-Ouest avait été déplacée. De plus, certains rapports ont cru voir un déplacement forcé dans le déplacement interne de population.

5. Pour que nous puissions établir qu'un crime de déplacement forcé ou de nettoyage ethnique a été commis, il faut que soit établie l'existence de quatre éléments qui ont été mentionnés plus haut (voir le paragraphe 6 du chapitre XI).

6. Lors de sa visite dans la région de Kass, la Commission a été informée que des groupes constitués de membres de tribus arabes avaient attaqué la région d'Abram, plus précisément les villages de Murrayah et Umm Shawkah, région où les terres sont fertiles et l'eau abondante. L'attaque qui a eu lieu en 2002 a été suivie de l'occupation de cette région, après l'expulsion forcée de ses habitants Four. Les groupes arabes continuent d'habiter cette région et d'y cultiver les terres. Le commissaire de la région de Kass a confirmé cette allégation et a dit avoir chargé une commission d'établir les faits dans les zones où des faits s'étaient déroulés dans la localité de Kass et de restituer les propriétés à leurs différents propriétaires.



Vue de la région de Tawila, Darfour-Nord

7. Selon les faits établis, ce qui s'est passé dans la région de Kass est un déplacement des habitants d'Umm Shawkah et de Murrayah qui ne peut en aucune façon être justifié au regard du droit international ou national, et l'opération d'expulsion des tribus Four de ces régions s'est effectuée par la force. En appliquant les éléments des crimes de transfert forcé à ces faits, la Commission considère que ce crime a été effectivement commis dans ces villages et qu'il faut poursuivre l'enquête sur ces faits en vue d'imposer l'indemnisation pour les dommages causés et traduire en justice les auteurs de ces crimes.

8. De nombreuses accusations ont été publiées dans des rapports de différentes entités, selon lesquelles des villages avaient été brûlés et leur population avait fui. Ainsi, l'organisation américaine Human Rights Watch²² a déclaré le 7 juin 2004 que, dans le Darfour-Sud, 21 villages avaient été incendiés. Le 27 mai 2004, Shartai Muhammad Bashar a déclaré devant la Commission que son village à Wadi Saleh avait été incendié⁶³ et le groupe soudanais de défense des droits de l'homme a allégué que 435 villages avaient été incendiés³⁵, mais sans préciser le nom et l'emplacement des villages.

La Commission estime que les événements doivent être pris en considération dans un cadre global en vue de déterminer s'il y a eu nettoyage ethnique ou déplacements forcés et elle doit aussi prendre en considération dans ce cadre si, en même temps que les villages ont été incendiés, des habitants ont été tués ou obligés de quitter leur village et si ces villages ont été occupés par les auteurs de ces crimes.

9. Après avoir enquêté, la Commission a confirmé qu'un grand nombre de villages avaient été incendiés durant des affrontements armés entre différentes parties, ce qui s'était produit lors de conflits précédents, mais non sur une échelle comparable. Elle a observé qu'un grand nombre de villages dans la région de Wadi Saleh avaient été incendiés totalement ou en partie et que des villages avaient été incendiés dans les localités de Geneina et Kass. Elle a vérifié que la plupart des habitants des villages qui avaient été incendiés les avaient quittés en emportant avec eux une partie de leurs affaires. Mais il n'a pas été établi devant la Commission que des habitants avaient été brûlés vifs. La Commission s'est rendue dans la plupart des villages qui avaient été incendiés et a vu qu'il s'agissait de cases dont la moitié inférieure était en terre et la moitié supérieure en paille et en bois, si bien qu'elles étaient faciles à incendier. En outre, la Commission n'a pas vu dans la plupart des endroits qui avaient été incendiés des habitants qui faisaient partie des criminels qui avaient attaqué ces régions. S'il y a eu implantation, cela devait être dans un petit nombre de villages que la Commission n'avait pas visités.

10. La Commission a établi qu'un grand nombre de personnes déplacées avaient quitté leur village lorsqu'un état de terreur régnait dans la plupart des régions du Darfour, en particulier après l'attaque lancée par l'opposition armée contre les régions d'El Fasher, Kutum, Tawila et Mellit et les villages de Wadi Saleh, Kulbus et Boram. Les raisons de cette peur, qui poussait les habitants à chercher refuge dans les capitales des États et dans les grandes villes, étaient l'occupation et la destruction des postes de police, le meurtre de centaines de policiers, la capture d'armes⁶⁴; les attaques contre les symboles de l'autorité tels que les juges et les procureurs publics; l'enlèvement d'hommes d'affaires; et des attaques contre les convois de secours et certains chefs de l'administration locale. Tout cela avait poussé les habitants à fuir par dizaines de milliers et conduit à la création de camps de personnes déplacées. Tous ces habitants n'ont pas été victimes de meurtres, de viols ou de pillages; c'est la peur qui s'est emparé d'eux et qui a poussé la majorité d'entre eux à chercher refuge dans les centres d'autorité. Lors de ses visites dans différents camps, de ses réunions avec les représentants des organisations humanitaires³⁹ et de l'examen des rapports du Ministère des affaires humanitaires⁶⁵, la Commission n'a pas établi qu'il y avait eu des tentatives visant à contraindre les personnes déplacées à rentrer dans leur région. À la suite du déploiement de 12 000 policiers⁶⁶, un grand nombre de zones avaient toutefois été sécurisées et certaines personnes déplacées ont commencé à rentrer volontairement. Cependant, certaines personnes à l'intérieur des camps, qui appartenaient à l'opposition armée, avaient joué un rôle négatif à cet égard. Les rapports les plus récents publiés sur ce point indiquent que le nombre de personnes qui sont volontairement rentrées dans leur région s'élevait au 2 janvier 2005 à 340 000, dont 18 000 familles qui étaient rentrées du Tchad⁶⁵.

11. La désertification, catastrophe qui a touché certaines zones mentionnées plus haut, a conduit à l'exode d'un certain nombre de tribus touchées par les changements climatiques vers des zones habitées par d'autres tribus. Cependant, la Commission n'a pas établi que le déplacement de tribus touchées par la

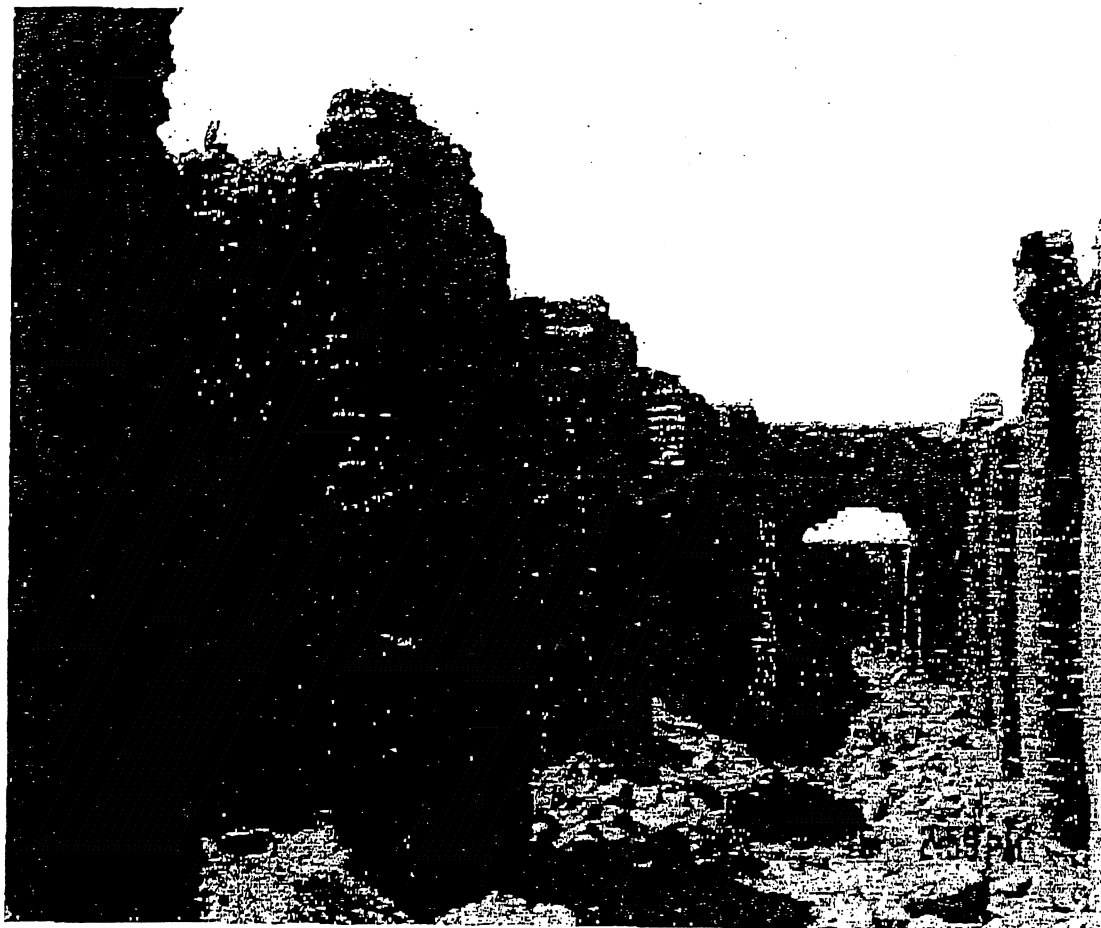
désertification avait conduit d'autres tribus à quitter leur terre où elles étaient établies, mais que ces tribus déplacées partageaient l'endroit avec les personnes qui y habitaient. L'intendant de la tribu des Bani Halba, Al-Hadi Isa Dabkh, a déclaré devant la Commission que lorsque des groupes de la tribu Four avaient quitté leur foyer en raison de récents événements, ils avaient cherché refuge sur la terre des Bani Halba, dont ils étaient encore les invités⁶⁷. L'intendant de la tribu des Aba Niha, Salah Ali Al-Ghali, a évoqué des faits analogues devant la Commission³⁹. Il ressort de ces témoignages que l'idée d'une tribu occupant la terre d'une autre tribu n'est pas conforme aux traditions tribales que l'on trouve dans les États du Darfour.

12. Lors de la visite de la Commission dans la région, certains habitants de Kulbus ont déclaré que des groupes armés de la tribu des Zaghawa avaient attaqué de façon répétée la région dans le but d'en chasser ses habitants de la tribu des Qamar, de souche arabe, et d'occuper les zones que ceux-ci habitaient, et que cela s'était déroulé dans le cadre d'un plan visant à étendre le territoire occupé par les Zaghawa³⁹. Un certain nombre de témoins ont évoqué des faits analogues devant la Commission à Khartoum⁶⁸. La Commission ne peut que faire observer que si l'allégation concernant l'existence de ce plan de la part de la tribu des Zaghawa est véridique, il n'a pas été mis en œuvre et par conséquent que les éléments du crime ne sont pas complets.

13. Sur la base de ce qui précède, la Commission a décidé qu'à l'exception de la situation qui s'était produite dans la localité de Kass, qui a été discutée plus haut et qui a trait à un déplacement forcé, les éléments constitutifs du crime de nettoyage ethnique ne sont pas réunis dans le cas des zones brûlées et abandonnées par leurs habitants. La Commission considère que les événements qui se sont produits dans ces régions constituent un déplacement forcé dû à la peur d'être tué et à la peur de la violence, et à la recherche d'un refuge dans des zones sûres sous le contrôle du Gouvernement ou de certaines tribus. La Commission doit indiquer que des précédents historiques en Turquie durant la Première Guerre mondiale et au Cambodge au milieu des années 70 montrent que le déplacement perpétré contre des Arméniens en Turquie et le déplacement d'habitants au Cambodge avaient été exécutés par les Gouvernements respectifs des deux pays susmentionnés. Cependant, la situation au Soudan est différente parce que le Gouvernement soudanais n'a pas contraint des habitants à quitter leur terre; ceux-ci sont partis pour différentes raisons et sont allés dans des zones qui étaient sous le contrôle du Gouvernement, considérant que ces zones étaient sûres.

14. Il convient d'indiquer que, dans son rapport final, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'enquêter sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires déclare que ce qui s'est passé dans les États du Darfour constitue un déplacement forcé⁶⁹.

15. Dans le rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le transfert de population considéré sous l'angle des droits de l'homme, publié en 1993, on trouve la déclaration suivante : « De tout temps, les États ont pratiqué des transferts de population, mais on peut considérer notre siècle comme celui des personnes déplacées⁷⁰. »



Dommages causés au marché de Kublus par les forces de l'opposition

16. La Commission est consciente des horreurs de l'exode et du transfert forcé de populations, et de leur cortège de drames tels que la séparation des familles, d'effets néfastes sur les liens sociaux et culturels et de bouleversements des conditions de vie. C'est pourquoi elle considère que, dès lors que les conditions de sécurité et la situation économique le permettent, le rapatriement librement consenti des réfugiés dans leurs foyers devrait être la première des priorités des parties concernées par le conflit du Darfour. La Commission voit dans le déploiement de 12 000 policiers⁶⁶ un point de départ encourageant à cet égard. Cela étant, il faudrait que le Gouvernement revoie les mesures administratives en vigueur et mette en œuvre des politiques adaptées. Il faudrait aussi que la communauté internationale, qui déploie des efforts considérables, fournisse l'appui nécessaire au rapatriement des personnes déplacées et coordonne son action avec celle des autorités fédérales et des États.

Conclusions

1. Dans l'accomplissement du mandat qui lui a été confié, la Commission a suivi une approche intégrée fondée sur l'analyse des causes du conflit à l'origine des violations des droits de l'homme perpétrées au Darfour. Ce faisant, elle s'est intéressée de près aux causes historiques du conflit, aux facteurs d'ordre géographique, économique et environnemental, à la démographie, aux interactions avec les pays voisins, aux coutumes et traditions établies, notamment celles qui ont trait au règlement des conflits tribaux, et à un phénomène apparu au début des années 80, à savoir l'afflux massif vers le Darfour d'armes en provenance des pays voisins. La Commission s'est aussi arrêtée sur les conflits survenus au Darfour durant les dernières décennies du siècle dernier, les rapprochant au conflit actuel, de ses causes, de sa dynamique et des moyens utilisés pour le circonscire et y mettre fin. Pour mener à bien ces investigations, elle a été conduite à s'entretenir longuement avec des représentants de toutes les couches de la société darfourienne et à s'intéresser à toutes les études relatives au Darfour.

2. La Commission a été amenée à examiner tous les rapports relatifs au conflit actuel ainsi que les différents documents qu'elle s'était procurée auprès des ministères, les rapports des différentes missions qui se sont rendues au Darfour, les rapports de l'ONU, ceux des organisations internationales et des organisations mondiales de défense des droits de l'homme et enfin ceux du parquet et de la justice. Il était important pour elle d'interroger le droit humanitaire international, les instruments relatifs aux droits de l'homme et la jurisprudence internationale pour s'informer des normes internationales convenues, les confronter aux faits et les appliquer en conséquence.

3. Grâce aux différents éléments d'appréciation qu'elle est parvenue à rassembler en utilisant les moyens évoqués plus haut, aux multiples séjours qu'elle a effectués dans les États du Darfour et à des transports sur les lieux, la Commission a pu dresser une liste exhaustive des allégations de violations des droits de l'homme dans les trois États du Darfour, saisir ainsi tous les aspects du problème et recenser les faits principaux devant faire l'objet d'enquête approfondie.

4. Après quoi, la Commission a entrepris des enquêtes fouillées et tiré les conclusions exposées dans le rapport, par référence aux normes internationales et aux précédents qui s'étaient produits dans des pays tiers et dans des circonstances analogues.

a) Ayant mené ses enquêtes en se fondant sur les éléments d'information évoqués plus haut, s'étant transportée à plusieurs reprises dans les zones de conflit et ayant évalué les témoignages qu'elle avait recueillis, la Commission conclut que des violations massives des droits de l'homme ont été commises dans les trois États du Darfour et que toutes les parties au conflit y ont participé à des degrés divers, infligeant ainsi des souffrances inhumaines à la population de la région, qui avait été poussée à l'exode et contrainte de chercher refuge au Tchad. Ces violations qui sont à l'origine de la création de la présente Commission ont été mises au jour par les médias locaux et internationaux, et les organisations internationales de défense des droits de l'homme s'en sont saisies, amenant certains États à adopter à l'égard du Soudan des positions qui, aux yeux de la Commission sont des réactions excessives, qui méconnaissent les causes et l'évolution du conflit en cours.

b) Malgré leur ampleur et contrairement à ce que d'aucuns prétendent, les faits qui se sont produits au Darfour ne qualifient pas le crime de génocide au regard du droit international. En effet, ils n'en présentent pas les éléments constitutifs, la Commission n'ayant pu établir que des membres d'un des groupes protégés, à savoir un groupe ethnique, religieux, racial ou national, avaient délibérément fait l'objet d'atteintes graves à leur intégrité physique et mentale ou été soumis à des conditions d'existence devant entraîner la destruction totale ou partielle du groupe considéré. Ce qui s'est passé au Darfour n'a rien à voir avec les événements du Rwanda, de la Bosnie ou du Cambodge. En effet, dans ces trois derniers pays, c'est à l'initiative de l'État qu'ont été mises en place les politiques qui ont conduit à l'anéantissement d'un des groupes protégés. La Commission conclut que les événements du Darfour sont la résultante des facteurs analysés dans le rapport et de circonstances évoquées. En outre, elle a pu établir que, si l'on a pu parler de génocide, c'est parce que le bilan en vies humaines a été démesurément gonflé.

c) La Commission a établi que l'armée avait bombardé certaines régions où des éléments de l'opposition armée avaient trouvé refuge. Ces bombardements ont provoqué la mort de quelques civils. Les forces armées ont enquêté sur ces incidents et indemnisé les populations des régions de Habila, Um Kazween et Tulu. L'enquête sur l'incident qui s'est produit à Wad Hagam où vivent des groupes arabes de Habbaniya et de Turjum suit son cours. En outre, les habitants des autres régions qui ont subi un préjudice appartiennent à différentes autres tribus et aucun groupe ethnique précis n'avait été spécialement visé. La mort de civils durant un conflit armé est chose inévitable, et ce, en dépit des précautions qui sont prises. Entendu par la Commission, le représentant des forces armées a réaffirmé que toutes les précautions nécessaires avaient été prises, que ce qui s'était passé était regrettable et que les services de l'armée avaient commencé à enquêter à ce sujet et à indemniser les victimes.

d) Par ailleurs, la Commission a constaté que l'opposition armée avait commis de nombreuses violations, tuant des civils sans défense et des militaires blessés soignés à l'hôpital de Biram (ville de Habbaniya) et dont certains, comme le sous-lieutenant Mu'taz et le brigadier Joumaa, ont été brûlés vifs. En effet, selon le témoignage de M. Bachir Farouk Ali al-Ghali, des éléments de l'opposition armée auraient rassemblé les victimes sur une estrade avant de les brûler vifs.

e) En outre, la Commission a pu établir que bon nombre des meurtres recensés avaient été commis lors d'affrontements entre tribus survenus dans le cadre des conflits qui déchirent certaines régions comme celles de Saniya, de Dulaybah et de Shataya. Or, bon nombre des accusations portées à propos de ces meurtres en attribuent la responsabilité directe aux Janjaouid qui auraient agi seuls ou en collaboration avec le Gouvernement. Ayant enquêté sur ces allégations, la Commission considère que le concept de Janjaouid est quelque peu flou et que la présence de ces éléments s'explique par plusieurs facteurs tels que les pillages à main armée, l'exode, l'afflux de réfugiés en provenance de pays voisins, la prolifération des armes, les liens unissant les fuyards tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Soudan et le chômage chronique. La Commission a aussi constaté que les Janjaouid appartenaient à différentes tribus unies par des intérêts bien précis, qui volaient sous la menace des armes des troupes qui faisaient ensuite l'objet de transactions avec les pays voisins. Ces constatations ont été confirmées par une chercheuse de l'organisation Human Rights Watch, M^{me} Jemera Ron qui a indiqué que des Janjaouid appartenant à la tribu des Zaghawa et à d'autres tribus auraient,

selon les témoignages qu'elle avait recueillis, incendié de leur propre initiative des villages, pris d'assaut ceux qui étaient attaqués par les forces gouvernementales et où se trouvaient un petit nombre d'éléments de l'opposition armée²⁰ (voir chap. VIII).

f) Dans tous les cas sus-évoqués, les meurtres de civils constituent des violations de l'article 3 des Conventions de Genève de 1949 (voir chap. XV) qui devraient faire l'objet d'enquêtes plus poussées et dont les auteurs devraient être traduits en justice.

g) Les meurtres qui ont été commis dans différentes circonstances par toutes les parties au conflit armé sont des violations de l'article 3 des Conventions de Genève de 1949 mais ne constituent pas, aux yeux de la Commission, le crime de génocide, dans la mesure où aucun des éléments constitutifs de cette infraction n'est présent, et où les faits examinés par la Commission ne lui ont pas permis d'établir que ces meurtres visaient tel ou tel groupe protégé ou qu'il y avait eu intention criminelle.

h) Certaines allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été le fait de toutes les parties au conflit n'ont pu être vérifiées ce qui les rend quelque peu suspectes. Aussi, la Commission recommande-t-elle que, s'agissant des cas précis évoqués dans le présent rapport, il soit procédé à une enquête judiciaire indépendante (voir chap. VI). En effet, les déclarations faites devant la Commission sont irrecevables en preuve devant les tribunaux, aux termes de l'article 12 de la loi de 1954 portant commissions d'enquête qui dispose notamment que les déclarations recueillies à l'occasion d'une enquête menée conformément à la [présente] loi, ne peuvent être reçues en preuve par les tribunaux tant civils que pénaux.

i) La Commission a enquêté, à différents niveaux dans tous les États du Darfour sur les crimes de viol et les violences sexuelles dont les médias internationaux s'étaient fait l'écho. Elle a entendu sous serment différents témoins, dont des victimes auxquelles elle a fait subir des examens médicaux. Elle a aussi tenu compte des rapports détaillés établis par les commissions judiciaires qui s'étaient rendues dans les différentes régions du Darfour, notamment dans les camps de personnes déplacées.

j) De ces investigations, la Commission conclut que des viols et des violences sexuelles ont bel et bien été commis dans les États du Darfour. Néanmoins elle a établi que ces crimes n'avaient été ni systématiques ni généralisés, et ne caractérisaient donc pas des crimes contre l'humanité quoique l'on ait pu en dire. Elle a aussi constaté que les auteurs de ces viols étaient, pour la plupart, inconnus même si l'enquête avait permis de mettre en accusation un certain nombre de personnes, dont 10 éléments de l'armée régulière dont l'immunité juridique a été levée par le Ministère de la justice et qui sont en cours de jugement. La plupart des crimes susmentionnés ont été perpétrés par des individus agissant seuls à la faveur de l'insécurité.

k) La Commission a également relevé que les femmes du Darfour ignoraient pour la plupart le sens juridique et linguistique réel du mot « viol » (*ightissab* en arabe), croyant que ce terme désignait le fait de recourir à la violence pour contraindre une personne à exécuter un ordre, et non pas pour lui imposer des relations sexuelles (voir chap. XVII). Il est regrettable que des scènes de viol

collectif aient été filmées puis diffusées à l'étranger. Or, il s'est avéré, qu'il s'agissait en réalité de mises en scène et certains des protagonistes ont avoué par la suite avoir reçu de l'argent pour s'y prêter.

l) Les transferts forcés de populations constitutifs de crime de nettoyage ethnique consistent en des déplacements massifs de groupes ethniques, de groupes parlant la même langue ou de groupes ayant une culture prédominante, qui sont chassés, par la contrainte et par la violence, des terres où ils s'étaient légalement installés et expulsés vers d'autres régions. En outre, le nettoyage ethnique constitutif de crime contre l'humanité a tout au long de l'histoire été lié au concept de « l'État-nation ».

m) Saisie de tous ces éléments, la Commission s'est rendue dans plusieurs régions du Darfour où des transferts forcés de population ou nettoyages ethniques auraient eu lieu. Ayant entendu les habitants de ces régions, la Commission a pu établir que certains groupes de tribus arabes avaient attaqué la région d'Ibrim et, plus précisément, les villages de Maraya et Um Shukah où ils s'étaient installés après en avoir chassé les populations non arabes. Néanmoins, et comme l'a déclaré le maire de la localité de Kass, les autorités ont commencé à faire le nécessaire pour remédier à cet état de fait et restituer à leurs propriétaires les biens dont ceux-ci avaient été dépossédés. Les actions de certains groupes arabes ont conduit au transfert forcé de populations d'origine non arabe. Aussi la Commission considère-t-elle qu'il faudrait ouvrir une enquête judiciaire sur les circonstances qui ont abouti à une telle situation. S'il s'avère qu'il y a effectivement eu transfert forcé de populations, des mesures judiciaires devront être prises à l'encontre de ceux qui en ont été les auteurs. En effet, ce serait là un dangereux précédent contraire aux usages en vigueur et susceptible de provoquer des représailles, qui ne feraient qu'exacerber le problème.

n) La Commission s'est rendue dans de nombreux villages du Darfour qui avaient été incendiés puis désertés, si bien qu'elle n'a pu en entendre les habitants. Elle a aussi constaté qu'à la suite de ces incidents, des policiers avaient été déployés dans ces villages, en prévision du rapatriement librement consenti des personnes qui en avaient été chassées. En outre, les indices qu'elle a pu recueillir et les déclarations des chefs de village et d'autres notables locaux l'autorisent à conclure que compte tenu du climat de tension permanent qui règne au Darfour, toutes les parties doivent endosser une part de responsabilité dans les incidents susmentionnés. Il est désormais avéré que ces incendies ont contribué directement à l'exode des populations originaires des villages touchés, qui appartiennent à différentes tribus – la majorité en étant des Four – et ont trouvé refuge dans des camps situés à proximité des zones sûres où différents services sont disponibles. Au vu de ce qui précède, la Commission conclut que hormis l'incident mentionné au paragraphe ci-dessus au sujet duquel elle a recommandé qu'il soit procédé à une enquête, il n'y a pas eu de transferts forcés.

5. Les incidents qui ont eu lieu ont provoqué des exodes massifs de populations, semé la terreur et incité de nombreux habitants à quitter leur localité d'origine pour se réfugier dans des camps. La Commission a constaté que les tribus du Darfour et les différentes ethnies qui les composent, accueilleraient ceux qui venaient chercher refuge auprès d'elles, et que nul n'était contraint d'être hébergé par une tribu autre que la sienne, comme l'avaient souligné les chefs de la tribu des Habila et Turjum. Certains groupes de pression et certaines organisations internationales œuvrant dans

le domaine des droits de l'homme tentent d'exploiter la situation qui règne actuellement au Darfour, avec son cortège de souffrances humaines et d'ingérences étrangères sans précédent, pour lancer des allégations de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et exercer des pressions sur les gouvernements et les organisations internationales, en s'appuyant sur des informations dont certaines, comme la Commission a pu le vérifier, manquent de précision, et ne correspondent pas à la réalité qu'elles tendent parfois à amplifier. C'est ainsi par exemple que les statistiques relatives au nombre de personnes déplacées et de réfugiés qui ont été établies par les organisations humanitaires et les organisations internationales ne concordent pas entre elles, ce qui non seulement prête à suspicion mais aussi nuit à la crédibilité des rapports de ces organisations et de leurs sources. Le 6 mai 2004, l'organisation américaine Save the Children avait estimé à un million le nombre de personnes déplacées au Darfour et à 135 000 celui des réfugiés²⁵ alors que le 25 mars 2004, l'organisation britannique International Crisis Group avait parlé de 1,2 million de déplacés et de 200 000 réfugiés⁵⁹. Le 7 juin 2004, l'organisation Human Rights Watch, a présenté des chiffres inférieurs à ceux de ses deux homologues, chiffrant le total des déplacés à un million et celui des réfugiés à 110 000 personnes²². Ces disparités tiennent peut-être au fait que les estimations ont été faites à tort et à travers, sans tenir compte de la réalité sur le terrain, et sans recensement des populations touchées. De plus, la plupart des organisations susmentionnées ont fait un procès d'intention au Gouvernement soudanais ou formulé des recommandations précises concernant la situation au Darfour, qu'elles ont ensuite tenté de justifier. C'est ainsi que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies a affirmé, alors que la crise ne faisait que commencer, que ce qui se passait au Darfour était la pire catastrophe humanitaire jamais connue²¹.

6. Dans un rapport daté du 7 mai 2004³⁷, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué que c'étaient les attaques de l'opposition armée qui avaient mis le feu aux poudres, déclenché la guerre et provoqué les affrontements survenus au Darfour, que ces attaques visaient essentiellement les positions de l'armée et les postes de police, que le Gouvernement soudanais avait vigoureusement riposté à ces agressions, notamment après les offensives dirigées contre El Fasher en avril 2003 et contre Kutum en août de la même année. Ces attaques avaient donné lieu à des violations massives des droits de l'homme, à des transferts de population et à un exode massifs de réfugiés qui avaient suscité l'émotion de la communauté internationale. Or, mises à part quelques violations que la Commission a pu confirmer par la suite et qu'Amnesty International signale dans un rapport daté du 8 mai 2004⁶⁰, selon lequel l'opposition armée a enchaîné des prisonniers et leur a fait avaler de force un mélange de poivre d'acides chimiques et de produits à base d'hydrocarbures, aucune des atteintes aux droits de l'homme que les forces de l'opposition armée (la rébellion) ont ou auraient commises n'est mentionnée dans les rapports de Human Rights Watch et d'Amnesty International. La Commission a enquêté sur de nombreuses violations des droits de l'homme survenues dans les différentes régions du Darfour, notamment les attaques contre les régions de Kulbus, de Biram et de Malit lancées par l'opposition armée et les violations massives des droits de l'homme dont cette dernière s'était rendue coupable. Or les médias internationaux sont demeurés muets sur ces agissements et ont ainsi amené l'opinion internationale à faire montre d'une certaine partialité en lui présentant une image fausse et incomplète de la situation. Autant de facteurs qui ont conduit à l'adoption à l'échelle internationale, régionale, voire bilatérale, de

décisions, qui ne considérant qu'un aspect des choses, ont contribué à exacerber la crise, favorisé l'apparition de milices armées privées, retardé toute solution politique et fait échouer toutes les conférences et tous pourparlers visant à régler le conflit. La communauté internationale a récemment pris conscience de la situation et elle a commencé à demander aux deux parties d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de la détérioration des conditions de sécurité et de la situation au Darfour (propos de M. Boucher). De même, elle a commencé à exercer certaines pressions sur les deux mouvements d'opposition armés pour qu'ils mettent fin à leurs violations répétées de l'accord de cessez-le-feu et des droits de l'homme, notamment après la signature du protocole sur la sécurité qui a été signé par les deux parties à Abuja en novembre 2004. Par ailleurs, dans un rapport au Conseil de sécurité daté du 11 novembre 2004, M. Jan Pronk, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Soudan, a fait état d'une crise au sein de la direction des mouvements rebelles, indiquant également que quelques-uns des dirigeants de ces mouvements se livraient à des pratiques telles que l'enlèvement, le pillage et le meurtre, semblaient pour certains agir à des fins personnelles, contrôlaient de vastes territoires et devaient impérativement assumer leurs responsabilités vis-à-vis de la population de sorte que celle-ci ne soit pas continuellement attaquée. M. Pronk a ajouté à ce propos que le Darfour risquait de se retrouver dans un proche avenir sous la coupe des chefs de guerre. Dans le même ordre d'idées, M. Richard Boucher, le porte-parole officiel du Département d'État américain, a déclaré dans une conférence de presse du 20 décembre 2004 que les États-Unis tenaient à souligner que les groupes rebelles opérant au Darfour, à savoir le Mouvement/Armée de libération du Soudan (SLM/A) et le Mouvement pour la justice et l'égalité, devaient respecter l'accord de cessez-le-feu ainsi que les dispositions du protocole humanitaire et de sécurité qu'ils avaient signé à Abuja⁷¹.

7. Les organisations internationales qui s'occupent des droits de l'homme et de l'assistance humanitaire ont passé sous silence le fait que l'opposition armée avait attaqué et pillé des convois humanitaires, s'en étaient pris aux travailleurs humanitaires et en avaient kidnappé certains et tué d'autres, alors que ces agissements constituaient des violations flagrantes du droit humanitaire international et paralysaient les opérations de secours destinées à venir en aide aux populations démunies de la région. C'est ainsi que le 3 juillet 2004, des éléments de l'opposition armée ont attaqué un convoi humanitaire de l'organisation britannique Save the Children (Royaume-Uni) qui circulait sur la route reliant Mado à Mellit, se sont emparé de six véhicules appartenant à cette organisation et ont volé plusieurs systèmes de communication, multipliant les enlèvements d'employés d'organisations humanitaires internationales chargés d'acheminer les secours. Le 6 juin 2004, des éléments de la même opposition armée ont enlevé 16 travailleurs humanitaires employés par l'ONU dont trois étaient de nationalité étrangère. En outre, le 10 octobre 2004, l'explosion d'une mine terrestre posée par les rebelles a tué deux employés de l'organisation britannique Save the Children (Royaume-Uni) et en a blessé un autre dans la région d'Ambro, dans le Darfour-Nord. M. Jan Pronk, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Soudan, a condamné cet attentat qu'il a qualifié de tragique⁷².

8. Les événements du Darfour tiennent à différents facteurs, dont la méconnaissance des causes profondes et de la dynamique de la crise, et au fait que l'on ait ignoré la succession des événements, en faisant notamment un amalgame entre les causes et les conséquences du problème, ce qui a eu pour effet de sortir

celui-ci de son véritable contexte pour le replacer dans un cadre comportant des revendications politiques liées à des questions de marginalisation, de répartition des richesses et de partage du pouvoir. Tous ces éléments ont provoqué des interférences au niveau des solutions humanitaires, sécuritaires, économiques et politiques de la crise et fait échec aux négociations entre le Gouvernement et l'opposition armée. En outre, le régime étatique, ses institutions législatives et exécutives et son appareil de sécurité ont été incapables de bien comprendre le problème et d'y remédier dès le départ, ce qui fait que les autorités fédérales et leurs services n'ont pas su prendre, en temps opportun, les mesures nécessaires pour anticiper les problèmes posés par la dégradation de la situation humanitaire, les replacer dans leur véritable contexte et empêcher leur internationalisation. Cette situation est à l'origine de la vision erronée qu'ont adoptée certains États et qui les a conduits à exercer sur le Gouvernement soudanais des pressions constantes conçues comme un moyen de régler la question. Cette vision commence à être remise en question, la communauté internationale ayant pris conscience de la réalité de la situation au Darfour et compris, d'une part, que la crise ne pourra être réglée si l'on ne s'attaque pas à ses causes profondes et n'adopte pas des solutions politiques qui tiennent compte des revendications légitimes des différentes parties au conflit et, d'autre part, que l'internationalisation de la crise avait contribué directement à son exacerbation.

9. La Commission n'a pas pu déterminer avec précision le nombre des morts. Les informations contenues dans son rapport montrent que le nombre des morts, qui appartenaient à tous les camps et parmi lesquels figuraient des militaires et des policiers, ne dépassait pas quelques milliers et que les chiffres diffusés par les médias et par certaines organisations internationales n'étaient pas exacts. La Commission tient à cet égard à préciser que les chiffres auxquels elle a abouti se fondent sur les enquêtes qu'elle a été en mesure d'effectuer, et qu'il lui a été impossible de rencontrer l'opposition armée ni de visiter les camps de réfugiés situés au Tchad.

10. Les pertes en vies humaines et les dégâts matériels imputables aux événements du Darfour sont déplorables, affligeants et inacceptables. La Commission a déjà examiné la question des pertes en vies humaines et s'est penchée, pour ce qui est des dégâts matériels, sur les rapports qui lui avaient été communiqués par des instances officielles et, plus précisément, par le Ministère de l'intérieur, par l'état-major de l'armée, par les autorités des États et par les autorités judiciaires^{73, 40, 18} (voir chap. XIII). Bien qu'elle se soit rendue sur les lieux pour constater par elle-même l'ampleur des dégâts matériels, elle n'a pas pu obtenir des informations sur l'ensemble des dommages de ce type subis par la population. En effet, il lui a été impossible d'interroger individuellement les personnes victimes de pertes de cette nature qui se trouvaient dans des camps. C'est pourquoi elle souhaiterait que l'enquête sur cette question soit confiée à une commission judiciaire compétente dotée de tous les moyens nécessaires pour recueillir des chiffres les plus proches possible de la réalité, et partant des informations utiles au règlement de la crise. À ce propos, il lui est apparu, après consultation des dossiers du Parquet et de l'appareil judiciaire, qu'il existait de nombreuses communications, plaintes et jugements en rapport avec cet aspect du problème.

11. Les conclusions de la Commission rejoignent celles auxquelles ont abouti de nombreux membres de la communauté internationale et sont notamment corroborées par les déclarations du Président de l'Union africaine, M. Obasanjo, un article du *Times* de Londres en date du 25 septembre 2002, la revue médicale britannique *The*

Lancet, les études menées par une équipe scientifique française dirigée par le docteur Evelyn Depoorter, Président du groupe médical français Épicentre, des spécialistes de l'organisation Médecins sans frontières, un article de l'*Observer* en date du 3 octobre 2004, le rapport d'une délégation de l'Union des médecins arabes et d'autres sources, dont de nombreux militaires appartenant aux différentes tribus du Darfour et de nombreux membres des tribus prétendument menacées de génocide qui sont associés à tous les niveaux aux structures du pouvoir fédéral et étatique ainsi qu'aux délégations chargées de négocier avec l'opposition armée et qui ont elles aussi fui vers les régions peuplées de sédentaires qui sont placées sous le contrôle du Gouvernement.

12. Il convient de rappeler que durant la période allant du 16 août 2002 à avril 2004, avant que la crise ne s'exacerbe, le Gouvernement a organisé plusieurs conférences tribales et envoyé des délégations composées de chefs de tribu des Four, des Qabila et des Zaghawa négocier avec l'opposition armée, de même qu'il a dépêché une délégation de haut niveau composée du Ministre fédéral de l'éducation et du Gouverneur de l'État de Nahr an Nil, tous deux Darfouriens ainsi que de 31 autres personnes elles aussi originaires du Darfour. En outre, le Gouverneur du Darfour-Nord, l'ancien Directeur des services de maintien de l'ordre, le général Ibrahim Souleiman et les autorités de l'État ont négocié avec l'opposition armée et ont abouti, peu de jours avant l'offensive contre El Fasher en avril 2003 (voir les par. 3 et 4 du chap. IV), à un accord de principe portant sur le règlement de tous les aspects du conflit.

13. La Commission a pu établir que certains officiers et autres éléments membres des forces armées tchadiennes avaient partie liée avec les auteurs de l'attaque lancée contre la région de Kulbus, certains témoins citant à cet égard le nom de deux officiers tchadiens, à savoir Mhammad Jamal et Hussein Garaybo. Cette ingérence tient probablement aux interactions tribales et aux alliances entre tribus nouées de part et d'autre de la frontière ainsi qu'à la pratique des pillages mutuels.

14. Dans son rapport, la Commission a recommandé la création de commissions judiciaires ayant mandat pour :

a) Enquêter sur les allégations faisant état d'exécutions extrajudiciaires dans les régions de Deleij et Tanko afin d'y relever des indices qui, selon elles, devraient faire l'objet d'une enquête judiciaire approfondie et afin de traduire en justice les personnes contre lesquelles des chefs d'accusation auront été retenus, d'autant que certaines personnes ont déjà été mises en accusation;

b) Enquêter sur la capture par certains groupes arabes de villages peuplés par des membres de la tribu des Four habitant la localité de Kass, incident qui, selon les informations recueillies par la Commission, ferait actuellement l'objet d'une enquête administrative confiée à une commission créée par le Gouverneur de l'État du Darfour-Sud, en raison de la gravité des accusations lancées et de leurs implications éventuelles qui nécessitent l'adoption de mesures urgentes;

c) Mener une enquête judiciaire sur les événements qui se sont produits à Biram, Mellit et Kulbus et au cours desquels des blessés ont été achevés dans des hôpitaux, et dans certains cas brûlés vifs, et prendre des mesures à l'encontre des auteurs de ces crimes, d'autant que les dépositions des témoins ont permis d'identifier certains individus connus de la population;

d) Mettre sur pied une commission d'enquête judiciaire chargée d'évaluer le préjudice matériel que le conflit a infligé à la population.

15. Les causes du conflit que la Commission a identifiées au chapitre V du présent rapport imposent d'adopter rapidement des mesures administratives et judiciaires qui permettent de remédier aux carences dont fait état ledit rapport.

16. Les causes profondes des problèmes recensés dans le présent rapport et dont il est fait mention dans le compte rendu des auditions devraient être examinées plus complètement. Il faudrait mettre en œuvre au plus vite des politiques à court et à long terme qui puissent servir de fondement à un règlement politique des problèmes des États du Darfour, dont les plus importants peuvent se résumer comme suit :

a) Le problème de la terre (« *Diyar* » et « *Hawakir* ») et l'élaboration d'une politique rationnelle qui tienne compte :

i) Des droits historiques et des coutumes séculaires qui sous-tendent la coexistence entre les différentes catégories de la population;

ii) Des changements qu'a connus le Darfour, tels que l'accroissement de la population et la rupture de l'équilibre démographique, ainsi que de leur impact sur les régimes de propriété foncières et sur l'utilisation des sols par les agriculteurs et les éleveurs;

iii) Du réaménagement des parcours de transhumance en fonction des changements intervenus, de l'accroissement du cheptel, de l'augmentation de la superficie des terres agricoles et de la disponibilité des ressources en eau;

b) La nécessité de mettre à profit le rôle historique joué par l'administration civile et l'évolution de ce rôle en fonction des changements qu'a connus la société du Darfour, pour reconstituer le tissu social de sorte que celui-ci puisse contribuer pleinement au développement économique et social; la nécessité de remédier aux conséquences néfastes d'une culture de la violence et de la prolifération des armes, d'ancrer solidement le principe de la primauté du droit et de redoubler d'efforts en vue de rétablir les traditions de coexistence pacifique, ainsi que la paix et la sécurité au sein de la société, et de protéger cette dernière contre les effets prédateurs des contacts en cours avec les pays voisins dans le cadre de la politique générale de l'État;

c) La nécessité de mettre pleinement à profit les résolutions et recommandations émanant des conférences qui se sont tenues durant ces dernières décennies en vue de régler les problèmes du Darfour, et ce, en élaborant une stratégie intégrée fondée sur lesdites résolutions et recommandations, en mettant en œuvre cette stratégie, en modifiant les structures administratives et exécutives ainsi que les règlements et les mesures qui assurent la justice et répriment l'injustice et en associant tous les membres de la société darfourienne à l'exercice du pouvoir;

d) La diversité même de la société darfourienne, son régime tribal séculaire, ses coutumes et ses traditions, les facteurs de modernisation qui l'affectent et les répercussions que les changements intervenus au niveau national ont sur elle, tout cela explique qu'elle ait besoin d'une fonction publique aux caractéristiques bien précises à même de tenir compte de tous ces éléments, soucieuse d'harmoniser les grandes composantes de la société, de renforcer les liens sociaux, de donner la priorité au développement et aux services publics et de faire fondre le ressentiment de tous ceux qui estiment à tort ou à raison avoir été lésés. Pour que cette fonction

publique soit efficace, il importe de choisir avec soin des cadres administratifs compétents capables de s'acquitter des tâches susmentionnées. Il convient à cet égard de s'intéresser au système d'enseignement et de trouver les moyens de former les fonctionnaires non qualifiés en leur dispensant une formation professionnelle ou en ayant recours à d'autres moyens de manière à les transformer en une force productive;

e) La Commission recommande que l'on procède rapidement à la constitution des commissions proposées, de sorte que les enquêtes financières et administratives sur les violations dont fait état le présent rapport puissent être menées et que des mesures judiciaires soient prises à l'encontre de ceux contre lesquels des preuves évidentes ont été retenues;

f) Vu qu'une des causes principales du conflit tient à la nature des liens unissant les États avoisinants et aux pratiques auxquelles ceux-ci se livrent, la Commission recommande que l'on mette en œuvre les accords en vigueur et qu'on les modifie, en tenant compte des observations formulées dans le présent rapport, de manière à garantir des relations de bon voisinage et à empêcher que les événements passés ne se reproduisent;

g) Vu que la prolifération, la possession et le trafic d'armes figurent parmi les causes principales de l'exacerbation de la crise, la Commission recommande que l'on prenne les mesures qui s'imposent pour rassembler ces armes et en réglementer la détention en les plaçant sous la surveillance des autorités;

h) Vu que toutes les tribus du Darfour s'en remettent à leurs propres groupes armés pour assurer leur protection et que cette pratique incite certains éléments à se soustraire à tout contrôle et provoque des conflits tribaux, la Commission recommande que l'on y remédie en ayant recours à tous moyens efficaces et en engageant toutes les tribus à trouver une solution de compromis. Pour ce faire, il faudra s'employer à asseoir l'autorité et le prestige de l'État et à consolider son pouvoir de sorte qu'il puisse étendre sa protection à toute la population, et ainsi empêcher les groupes armés de continuer à se substituer à lui, prévenir les effets d'une telle situation et dissiper – ne serait-ce que progressivement – le climat de « peur » et de « provocation » dont certains éléments incontrôlés tirent profit.

17. Il conviendrait de mettre en place d'urgence des programmes de relèvement des zones touchées et d'élaborer une stratégie, des plans et des programmes de développement qui tiennent compte des caractéristiques écologiques, culturelles et ethniques propres au Darfour, de mobiliser de véritables ressources à cet effet, et de veiller à ce que ces ressources soient équitablement réparties entre les États, dans le cadre du budget annuel de l'État.

18. Venant s'ajouter au travail considérable accompli par le Ministère des affaires humanitaires, l'action bénévole entreprise au niveau national devrait jouer un rôle essentiel durant des crises comme celle du Darfour. Or, la Commission a noté que cette action bénévole a souffert de certaines carences et faiblesses et elle en a conclu qu'il était nécessaire de s'y intéresser, de la soutenir, d'étendre la portée des lois et règlements qui la régissent, de lui allouer des ressources financières prélevées sur les biens *waqf* et sur les montants versés au titre de la *zakat*, et de mieux sensibiliser la société civile à l'importance du rôle qu'elle est amenée à jouer.

19. Les obstacles d'ordre bureaucratique et les problèmes de procédure auxquels se sont heurtées les organisations bénévoles étrangères lorsqu'elles ont voulu pénétrer dans la région ont été levés. Par la suite ces difficultés ont donné naissance au tout début à des problèmes de coordination entre les organisations susmentionnées et les pouvoirs publics. Les organisations en question ont démarré leurs travaux en faisant fi dans certains cas de l'autorité et des compétences des pouvoirs publics et sans la moindre connaissance du contexte régional, de la composition démographique de la région et de la nature des liens intertribaux, ce qui a conduit à des erreurs auxquelles il a été remédié. C'est pourquoi la Commission considère qu'il faudrait mettre à jour les lois et règlements régissant les activités de ces organisations et adopter des mesures propres à assurer leur protection et à leur permettre de s'acquitter de leur mandat.

Monsieur le Président,

Pour conclure le présent rapport qui vous est soumis par la Commission, nous exprimons l'espoir que cette dernière s'est acquittée du mandat qui lui a été confié, conformément à la décision en vertu de laquelle elle a été constituée et à la loi sur les commissions d'enquête de 1954; qu'elle a fait montre d'équité et d'impartialité; et qu'elle a examiné les faits avec objectivité. Les travaux de la Commission sont le fruit d'un effort humain et ils peuvent comporter un certain nombre de défauts. Toutefois, nous tenons à réaffirmer à Votre Excellence que la Commission a fait tout ce qui était en son pouvoir et espère que les faits avérés qu'elle porte à votre connaissance aideront à régler le problème du Darfour de sorte que la paix et la sécurité puissent régner dans l'ensemble du pays et que les efforts de ce dernier puissent désormais être consacrés au renforcement du tissu social et à l'affermissement des principes d'unité et d'appartenance nationale.

Nous prions Dieu de bien diriger nos pas et de bénir tous les efforts déployés à cette fin.

Le Président de la Commission
(Signé) Maulana Dafallah **Al-Haj Youssef**
(Ancien Président de la Cour suprême)

Le Rapporteur
(Signé) Fouad **Eid Ali**
(Ancien administrateur)

Membres de la Commission :

(Signé) Général Hassan Ahmad **Sadiq**
(Ancien Directeur général des forces de police)

(Signé) Général Al Sirr Mohammad **Ahmad**
(Ancien Commandant en chef de la région Ouest)

(Signé) M^{me} Fatima Abdul **Mahmoud**
(Députée à l'Assemblée nationale)

(Signé) M. Mohammad Hamadtu **Mukhtar**
(Président de la Commission des droits
de l'homme du Conseil national)

(*Signé*) Colonel Mohammad Srur **Ramli**
(Représentant de l'Administration des affaires locales)

(*Signé*) Colonel Abdul Qadir Moun'im **Mansour**
(Représentant de l'Administration civile)

(*Signé*) M. Omar Al-Farouq **Shamina**
(Représentant de l'Ordre des avocats)
